

M. Jean Sauvagnargues
se rendra en Israël
le 31 octobre
et le 1^{er} novembre

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique,
9 fr.; Canada, 60 c. 25; Danemark, 2,50 kr.;
Espagne, 16 pes.; Grèce, 200 dr.; Hongrie,
15 fr.; Iran, 45 rls; Italie, 200 L.; Japon, 100 y.;
Liban, 15 L.; Luxembourg, 9 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas,
0,35 fl.; Portugal, 10 esc.; Roumanie, 10 L.; Suède,
0,90 kr.; S.S.A., 75 cts; Tchécoslovaquie, 20 s. din.
Taux des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS — CEDEX 06
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 65317
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE RETOUR DE LA GRÈCE EN EUROPE

Les propos tenus par M. Mavros, ministre grec des affaires étrangères, depuis son arrivée à Paris jeudi, ainsi que sa prochaine visite à Bruxelles, confirment l'orientation affirmée par M. Caramanlis dès son retour au pouvoir. Il y a un peu plus de six semaines. Profondément déçu par l'attitude des Américains non seulement dans la crise de Chypre, mais aussi tout au long des sept années du régime militaire à Athènes, et en outre peu soucieux de se jeter dans les bras de l'U.R.S.S., la Grèce voit dans l'Europe occidentale son principal, voire son unique recours dans son isolement actuel; le rapprochement avec la Communauté des Neuf est devenu l'axe principal de sa diplomatie.

La France, qui se trouve précédemment à la présidence de la Communauté jusqu'à la fin de l'année, est le principal allié d'Athènes dans cette entreprise. Bien que le gouvernement français n'entende pas maintenir indéfiniment la condamnation de l'attitude turque qu'il avait portée au Conseil de sécurité et se soit retranché, à propos de Chypre, dans une position plus prudente — irritant surtout les deux communautés à entendre — l'amitié avec la Grèce reste plus que jamais à l'ordre du jour. M. Giscard d'Estaing s'en est même justifié par un argument un peu curieux, au moins sur le plan diplomatique, en déclarant dans son allocution télévisée du 27 août que l'« affection » de la France pour la Grèce provient de ce qu'elle lui a toujours été une large part de notre civilisation. Les Turcs, qui n'ont pas cet avantage, devront-ils se résigner à n'être jamais que des partenaires de seconde zone ?

Ce retour de la Grèce dans l'Europe n'en pose pas moins des problèmes complexes : rien n'indique que l'économie de ce pays soit avant longtemps en mesure de s'adapter complètement aux règles de la Communauté européenne, objectif que s'est assigné M. Mavros. Sur le plan politique, M. Berkhout, président du Parlement européen, a tenu à rappeler jeudi 5 septembre, dans une conférence de presse, que le plein établissement de l'accord d'association, suspendu en 1967 après le putsch militaire d'Athènes, ne devra intervenir qu'avec la restauration complète de la démocratie en Grèce. Or, jusqu'à présent, le régime de M. Caramanlis ne constitue qu'une étape transitoire : il reste à faire des élections et à organiser la vie publique sur des bases plus stables. Dès lors, la Turquie a beau jeu de rappeler que son régime actuel est plus démocratique que celui de son rival de l'Ouest. Dans le même temps, c'est précisément l'hypothèse que « la situation précaire qui prévaut en Grèce après la double intervention d'Ankara qui empêche le gouvernement de M. Caramanlis de se consacrer aux tâches intérieures.

L'attitude de la France dans la récente crise doit-elle être considérée pour autant comme « anti-américaine » ? Il est vrai que M. Giscard d'Estaing, en jouant résolument la carte d'Athènes, a pu encourager la Grèce à se retirer, comme la France il y a huit ans, de l'appareil militaire de l'Otan. Mais cependant le recours qu'il offre à M. Caramanlis relègue les Grecs dans le camp occidental, pendant que les États-Unis, plus intéressés par la plus grande importance que présente la Turquie pour la défense en Méditerranée orientale, dispensent leurs faveurs à Ankara. On peut donc parler autant de partage des rôles que de rivalité. (Lire nos informations page 2.)

EN SE RETROUVANT AU COURS DU WEEK-END

Les ministres des finances des Cinq vont tenter de calmer l'inquiétude des milieux économiques et financiers

M. Giscard d'Estaing invite à Paris le 14 septembre les neuf chefs de gouvernement de la C.E.E.

Le communiqué publié au ministère de l'économie et des finances semble indiquer que la réunion pendant le week-end de cette semaine des ministres des finances des cinq pays les plus importants du Fonds monétaire (États-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et Japon), est due à une initiative française. M. Jean-Pierre Fourcade, directeur adjoint du service officiel, confirme qu'il recevra prochainement M. William Simon, ainsi que certains de ses collègues européens. Cette rencontre, prévue depuis plusieurs semaines, a pour objet de permettre une confrontation des points de vue avant la prochaine assemblée du F.M.I., qui doit avoir lieu à Washington

du 28 septembre au 4 octobre, précise le communiqué.

La date de la prochaine rencontre des Cinq aurait été, dit-on à Paris, fixée dès le 24 juillet dernier à l'occasion de la visite de M. Simon. On ajoute que le ministre italien des finances sera informé des décisions de la réunion de samedi et de dimanche prochains par M. Fourcade, qui doit le recevoir le 11 septembre. Le lieu de la rencontre n'a pas été officiellement annoncé. Il s'agit certainement d'un château situé dans les environs de Paris.

Dans les circonstances actuelles, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des Cinq cherchent

sans doute d'abord à calmer les milieux économiques et financiers.

Une autre rencontre importante est prévue. M. Giscard d'Estaing a invité, à une date qui se tiendra le 14 septembre, les chefs de gouvernement des pays de la C.E.E., annonce un communiqué de la présidence de la République. Ce rendez-vous n'est nullement la réunion plus solennelle d'une conférence « au sommet » des Neuf avant la fin de l'année, conférence que la France voudrait voir se dérouler à Paris. Il n'est pas question pour l'instant, déclare-t-on à l'Élysée, de soumettre aux partenaires de la France un plan, de discuter en règle avec eux de propositions.

Une situation chaotique

Par PAUL FABRA

L'initiative prise par le gouvernement français, sans doute en liaison étroite avec M. Helmut Schmidt, de réunir samedi et dimanche les ministres des finances des cinq pays les plus importants du Fonds monétaire (États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Japon) s'explique par l'inquiétude générale. Jamais peut-être depuis la fin de la guerre, le monde capitaliste ne s'est trouvé, financièrement et économiquement, dans une situation aussi chaotique.

Les effets du désordre ne se traduisent plus seulement dans des chiffres, qui restent la plus souvent abstraits au commun des mortels, tel le montant du déficit extérieur ou même la montée de l'indice global des prix. Ce qui

justifie le rappel de la période qui a immédiatement suivi le conflit mondial, c'est que le déséquilibre financier et monétaire est maintenant visible à l'œil nu et va parfois jusqu'à provoquer des troubles dans la rue. En Italie, la tentative malheureuse du gouvernement visant à contrôler les prix des pâtes a ressuscité le marché noir sur ce produit de première nécessité pour nos voisins; un peu partout, en Europe, les ménages se sont précipités sur le sucre, tandis que, au mois de juin dernier, on a vu des petits porteurs manifester leur colère devant les portes closes d'une

banque de Cologne qui venait d'interrompre brusquement ses activités sur ordre express des autorités monétaires de Francfort.

Depuis la déconfiture de la Bankhaus Herstatt, survenue le 26 juin, trois autres banques allemandes ont dû cesser leurs activités, et l'on s'attend que d'autres établissements soient secoués à leur tour. Les faillites et les difficultés de trésorerie démontrent largement la profession bancaire. De très importantes entreprises, publiques ou privées, sont obligées soit de déposer leur bilan, comme ce fut le cas pour l'énorme agence de voyages anglaise Court Line, soit d'appeler au secours

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE »

Le sentiment de la défense européenne a considérablement diminué, déclare M. Michel Debré

Au cours de sa conférence de presse du 25 juillet, M. Giscard d'Estaing a constaté : « Nos grands choix stratégiques ont été faits en 1960, dans un monde très différent, dans lequel la décolonisation n'était pas achevée en ce qui concerne la France. » Quelques jours après le président de la République engageait « une réflexion sur la défense » qui n'est pas terminée. A la fin du mois

de septembre, un conseil des ministres sera spécialement consacré aux questions militaires.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, ancien ministre de la défense nationale (1958-1959), qui ne figurait pas parmi les personnalités consultées par M. Giscard d'Estaing pendant la semaine de réflexion sur la défense, livre, en réponse à nos questions, sa pensée sur ce sujet.

politique militaire ont été fixés après l'explosion de « Régane ». Alors on a vu que la France avait la maîtrise du fait nucléaire. J'ai proposé au général de Gaulle, qui l'a accepté, le principe d'un texte qui sera devenu la première loi-programme. C'est cette loi qui a fixé les orientations pour les trois éléments de la dissuasion : bombes et avions; engins et fusées; sous-marins. Cette première loi-programme a franchi difficilement l'Assemblée nationale, trois mois de débats, au Sénat deux rejets, c'est dire le changement de quelle comportait ! En effet, et c'est le point capital, cette politique n'était pas celle des années 60. Comme je l'ai expliqué alors au Parlement, c'était vraiment la politique des vingt années à venir et cela pour les raisons suivantes :

« Une raison technique d'abord. La France s'engageait dans la voie nucléaire. De quelles plaisanteries est effort n'a-t-il pas été accompagné ! Nous étions peu nombreux alors à croire à la valeur de la science et de la technologie françaises. La possession d'un armement nucléaire allait changer les conditions de la défense.

« Une raison politique ensuite. La détente était en vue. Elle était également en vue le relâchement des liens qui avaient fait l'empire puis l'union française. Il fallait réexaminer nos objectifs, nos engagements. Politique extérieure et politique militaire sont solidaires.

Enfin, une raison technique et politique à la fois. La France dans l'avenir ne serait plus en mesure d'allouer de gros bataillons, faute d'avoir pu se appuyer aux autres pays, la situation démographique qui était la sienne au début du dix-neuvième siècle et faut de pouvoir disposer de troupes coloniales, fait militaire capital des cinquante premières années du vingtième siècle.

(Lire la suite page 9.)

A VARSOVIE

M. Gierek reçoit M. Poniatowski

M. Michel Poniatowski a commencé le jeudi 5 septembre une visite officielle en Pologne, qui durera jusqu'au 9. Ce vendredi, il s'entrevient avec M. Gierek, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié, qui devait lui renouveler l'invitation faite à M. Giscard d'Estaing de visiter Varsovie. Les premiers entretiens ont porté essentiellement sur la coopération économique. En raison de la crise énergétique, a indiqué le ministre d'État, la France souhaite développer considérablement ses achats de charbon polonais.

Dès son arrivée, M. Poniatowski a défini en ces termes le sens de son voyage : « Depuis la visite du général de Gaulle en Pologne et celle de M. Gierek en France, les relations entre les deux pays ont pris un tour privilégié. » Il y a, a-t-il encore dit, de vieilles traditions entre nos deux pays que nous voulons voir s'entretenir de plus en plus. La presse polonaise donne le même son de cloche. Ainsi, *Głos Pracy*, organe des syndicats, écrit : « Cette visite s'inscrit dans le cadre du dialogue ouvert depuis de nombreuses années et de plus en plus fructueux pour les deux pays. »

Un traitement de choix est réservé à M. Poniatowski, qui avait été invité à Varsovie alors qu'il était encore ministre de la santé publique. Dès la formation du gouvernement Chirac, l'ambassadeur de Pologne, M. Wojtaszek, qui fut le premier chef de mission diplomatique à être reçu par le nouveau président de la République, avait fait savoir que l'invitation était maintenue malgré le changement d'attribution de M. Poniatowski. Mais c'est en tant que ministre d'État qu'il est reçu à Varsovie, et non comme ministre de l'intérieur. Les origines polonaises du prince sont abondamment rappelées sur les bords de la Vistule, où l'on se félicite d'accueillir un aussi proche collaborateur du chef de l'État et dont la venue annonce une prochaine visite de celui-ci.

Aucune date n'a encore été fixée mais on espère à Varsovie accueillir M. Giscard d'Estaing au début de 1975.

Les premiers entretiens de la délégation française avec M. Jagielski, vice-président du conseil polonais, ont porté sur les relations économiques. Les échanges, en 1973, ont été de 1,9 milliard de francs.

(Lire la suite page 3.)

UN FILM ET DES LIVRES

Une rentrée québécoise

Paris découvre chaque année de nouveaux visages du Québec.

Après Félix Leclerc, Réjean Ducharme, Gilles Vigneault, Pierre Perreault, Robert Charlebois, Gilles Carle et Michel Tremblay (dont les « Belles-Sœurs » ont triomphé l'an dernier à l'Espace Cardin), voici Jean-Pierre Lefebvre. Cinéaste et poète, ce Québécois est encore mal connu du public français. Si les ciné-clubs de la F.F.C.C. lui ont consacré plusieurs stages à travers la France, les exploitants de salles, et même ceux du quartier Latin, ont presque tous ignoré l'œuvre très personnelle de ce jeune homme sombre qui, à trente-deux ans, a déjà tourné douze films.

Canada a tenté de diffuser à travers la France.

Les « rentrées » françaises ne sont pas si convaincantes que ces deux rendez-vous avec le « Joui » ne valaient pas un petit détour.

(Lire nos articles page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Les mauvaises rencontres

Ainsi le pouvoir devient itinérant. Ce n'est pas encore de la décentralisation, c'est un peu de l'extériorité, mais enfin, même s'il transporte Paris avec lui en voyage, le gouvernement aura au moins l'occasion de voir la France sous un autre angle.

Cela dit, la nouvelle formule ne vaudra l'énergie qu'elle consommera que dans la mesure où les responsables nationaux en profiteront pour entendre la voix des élus locaux.

Gageons que lorsqu'il ira à Marseille M. Valéry Giscard d'Estaing ne verra que des accents à associer M. Defferre aux délibérations gouvernementales. Mais quand il ira à Bordeaux ?

ROBERT ESCARPIT.

« LE MONDE »
DIPLOMATIQUE
du mois de septembre
EST PARU

7-10
SEPTEMBRE
1974

semaine INTERNATIONALE DU CUIR

PORTE DE VERSAILLES
PARIS

Le remplacement des avions de combat

LES PAYS-BAS ET LA BELGIQUE INTERROGENT LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS

(Lire page 32.)

PROCHE-ORIENT

AMÉRIQUES

APRÈS LA VISITE DE M. BEN-NATAN A L'ÉLYSÉE

M. Sauvagnargues se rendra en Israël les 31 octobre et 1^{er} novembre

M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, se rendra en visite officielle au Proche-Orient en octobre. Il ira à Beyrouth et sans doute aussi à Amman à des dates qui ne sont pas encore définitivement fixées. Il se rendra à Paris et visitera Israël le 31 octobre et le 1^{er} novembre.

Il est possible que le ministre aille également au Caire, mais la date est très difficile à fixer. Il avait d'abord été prévu que M. Sauvagnargues ferait, dans la seconde quinzaine d'octobre, un voyage circulaire au Caire, à Amman et à Beyrouth, mais les « sommets » arabes de Rabat mobilisent le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Fahmy, du 22 octobre à la fin du mois. Comme M. Fahmy doit se rendre auparavant aux Nations unies puis à Moscou, la visite de M. Sauvagnargues dans la capitale égyptienne devra sans doute être reportée à novembre. De contretemps ne met cependant pas en cause le reste du « scénario ».

La visite de M. Sauvagnargues en Israël sera la première visite officielle d'un ministre français dans l'État juif et de sa capitale, Jérusalem. M. Sauvagnargues ne se rendra pas officiellement à Jérusalem, mais qu'il résidera à Tel-Aviv, siège de l'ambassade de France. La France, pas plus que les États-Unis et la Grande-Bretagne, ne reconnaît Jérusalem comme la capitale de l'État juif. Depuis Tel-Aviv, le ministre des affaires étrangères visitera des dirigeants israéliens dans leurs ministères à Jérusalem.

M. Ben-Natan, ambassadeur

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le mirage de l'embargo

Nécessité économique de l'heure, nouvelle orientation de la politique étrangère de la France au Proche-Orient, tels sont les deux principaux motifs, que donnent les hebdomadaires à la décision gouvernementale de lever l'embargo sur les armes destinées aux pays du Proche-Orient.

Pour Jacques Deroy, dans L'EXPRESS, cette décision met fin à « sept ans d'hypocrisie » et « est le premier pas vers la politique arabe ». Le Monde, quant à lui, considère que la décision est « une mesure d'urgence technique et économique préjudiciable ». La France était optimiste sur les chances d'un engagement de la France de contre-vérifier les enclaves par le général de Gaulle.

« Si plus que l'odeur du pétrole, le mirage de l'embargo a été la politique qui était devenue intolérable à mesure qu'éclataient la vanité et les contradictions de cette politique ».

Claude Bonjean, dans le Point, s'interroge : « A qui profite cette décision ? A l'industrie française d'armement, bien sûr. Mais encore ? Curieusement, ni les

Arabes ni les Israéliens n'ont

saute de joie. Prudent, les uns et les autres attendent des précisions (...) qui consistent en un nouvel embargo : comment équilibrer les livraisons d'armes ?

« Il était difficile de maintenir la fiction héritée de l'ère gaullienne-pompéienne », reconnaît RIVAROL qui ne voit pas pourquoi les Israéliens s'achèteraient des armes de la France abandonnant ainsi les États-Unis, leurs actuels fournisseurs. « Si bien que le « changement » annoncé si bruyamment par V.G.M., risque fort de ne pas apporter à notre industrie aéronautique la bouffée d'oxygène espérée ».

L'important, n'est-ce pas, c'est que la France reste à la troisième place des « marchands de canons ».

CARREFOUR feint de supposer que « M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas osé annoncer lui-même qu'il avait déjà pris une décision (de plus) précipitant la politique que le général de Gaulle avait mise en œuvre, voilà sept ans, et que son successeur a scrupuleusement sui-

vie parce qu'elle est capitale pour la France, comme pour la paix », et regrette que lors de son allégeance à la télévision le président de la République n'ait pas donné les raisons de cette décision.

« A ce tour, le gouvernement français n'a donné aucun signe objectif d'un réel changement d'attitude », constate TRIVINE JUVIE-HEBDO qui poursuit :

« Le fait que M. Giscard d'Estaing compte dans une certaine mesure les États-Unis ne rassure pas sans doute l'état d'Israël qui éprouve à l'égard de la politique du Dr Eisinger une irritation croissante ».

Pour POLITIQUE-HEBDO, aujourd'hui il faut cesser, tendre à tout prix, d'abord les officiers. La politique suivra (...). Les plus directement intéressés (...) sont les Égyptiens (...). Mais vendra l'Égypte sans vendre à Israël ? Il ne restera plus qu'à envoyer au panier la politique « plus équilibrée » de la France giscardienne au Proche-Orient (...). Vaut le monde, alors ? Oui, oui !

« Mais il y a un hic. Les régimes arabes, pourtant si communistes et socialistes, ne permettent pas de leur permettre d'être beaucoup plus ombrageux avec un pays qui a des amis parce qu'il a des amis (...). Le savoir-faire des marchands de diplomates français saurait-il concilier des impératifs parfois contradictoires sans méconnaître tout le monde ?

Claude GILBERT, dans HEBDO-T.C.-TÉMOIGNAGE CHERETIN, constate : « On voit un embargo mal respecté ; nous aurons un supermarché des armes de mort. Dans cette affaire, le giscardisme montre ce qu'il est. Seul l'argent compte. Le calcul du président de la République est simple : la France doit combler son déficit extérieur ; elle doit donc exporter ; elle fabrique des armes ; elle en vend (...). »

A. Ch.

Confirmant qu'une rencontre des différents pays de l'Europe des Neuf aurait lieu cette année, le chef du gouvernement de Bonn a indiqué au General Anzeiger son « attente minimale » : un approfondissement de la compréhension mutuelle et une harmonisation des objectifs en matière économique. A propos d'une politique européenne de sécurité, il a laissé entendre que des discussions discrètes se poursuivaient à ce sujet entre les Neuf, mais « beaucoup de choses doivent mûrir dans le silence avant que l'on puisse en faire un sujet officiel de discussion ».

M. Schmidt revient, d'autre part, sur l'aide accordée à l'Italie qui doit être considérée comme un cas particulier. Il rappelle, d'une part, qu'un crédit bilatéral ne saurait remplacer une politique économique commune, d'autre part, qu'une aide communautaire ne dispense pas chaque pays d'accomplir des efforts particuliers. « La France, par exemple, voudrait équilibrer sa balance des paiements par ses propres moyens, a-t-il déclaré, et il y a de bonnes raisons de croire qu'elle y réussira ». Le chancelier ajoute modestement : « Il n'est pas exact qu'un jour éloquent l'Allemagne fédérale ait, elle aussi, besoin d'une aide bilatérale ».

DANIEL VERNET.

LES INCIDENTS AU SUD-LIBAN

Nous avons tout mis en place pour boucler la frontière.

dit-on à Beyrouth

De notre correspondant

Les journaux israéliens annoncent sous de grandes manchettes les « mesures de sécurité que prend Israël à l'intérieur même du territoire libanais » : recherches, perquisitions, arrestations de suspects et bombardements par l'artillerie des bases de l'armée. Les journaux affirment que les autorités libanaises ayant pratiquement renoncé à tout contrôle sur le sud du pays, Israël n'a d'autre solution que de veiller lui-même à sa protection.

D'autre part, les autorités israéliennes ont annoncé jeudi le début des travaux pour la construction du centre urbain de Katerin au sud du plateau du Golan. Selon un porte-parole du ministère de la construction, Katerin ne sera pas une ville d'habitation, mais plutôt un centre commercial et industriel destiné à ravitailler les dix-sept colonies de peuplement israéliennes installées sur le Golan depuis 1967.

Beyrouth. — Les responsables de Beyrouth qualifient de « provocation flagrante » les informations publiées dans la presse israélienne, qui font état d'un véritable abandon de la souveraineté libanaise sur les régions du sud limitrophes de l'État hébreu. Avant bien dans l'ouvrage du chef du gouvernement qui est rentré jeudi à Beyrouth au terme d'une visite officielle à Tripoli (Libye), que dans les milieux de l'Organisation de libération palestinienne et du P.F., on dément qu'un malentendu ait surgi récemment concernant la venue des guerilleros au Sud-Liban.

Les responsables de la résistance assurent qu'ils s'en tiennent au dernier mot visé précédemment avec les libanais et en vertu duquel il n'y aura plus de base fixe d'entraînement de fedayin tout au long de la frontière israélo-libanaise. Les journaux étrangers qui viennent de visiter la région s'en sont rendu compte, non sans surprise. Il est en effet

établi que toutes les infiltrations à travers la ligne de démarcation sont désormais le fait d'éléments « sélectionnés et entraînés » de commandos dont la mission n'est d'ailleurs tenue pour accomplie que s'ils échappent à la fois aux gardes-frontières libanais et israéliens.

Si, tant pris au Liban, tant pris en Israël, les forces israéliennes ont pratiquement éradiqué une partie de la zone frontalière pour que les commandos palestiniens prennent la relève, « il s'agit d'une campagne qui dissimule des arrière-pensées », nous a-t-on déclaré de source officielle. Tout se passe comme si l'État hébreu était en quête d'un prétexte pour occuper l'une des régions du pays qui recèle les plus grandes réserves d'eau du Proche-Orient. Nous avons tout mis en œuvre pour que la conférence de Genève sur les réfugiés palestiniens ne soit pas dérangée par des déclarations nous n'en sommes pas seuls responsables. Après la mise en place de leur barrière électrique, les Israéliens ont bien assuré qu'aucune infiltration ne serait désormais possible du côté libanais. Deux semaines plus tard ils se rendent à l'évidence et reconnaissent publiquement qu'il est impossible de surveiller totalement la frontière.

EDOUARD SAAR.

M. WALDHEIM CRAINT UNE REPRISE DES HOSTILITÉS

(N.Y.C. — Nations unies) (A.F.P.). — Le secrétaire général de l'O.N.U., M. Waldheim, a lancé un appel, jeudi 5 septembre, pour que la conférence de Genève sur le Proche-Orient reprenne le plus tôt possible, faute de quoi un nouveau conflit pourrait éclater.

M. Waldheim insiste sur ce point dans l'introduction de son rapport annuel sur les activités de l'Organisation des Nations unies.

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Le secrétaire général souligne d'autre part la question des explosions nucléaires pacifiques et suggère qu'elle soit étudiée à l'échelon international, comme l'a été celle de la prolifération possible des armes nucléaires.

Notant qu'il y a actuellement une douzaine de pays non-parties au traité sur la non-prolifération qui peuvent acquiescer en très peu de temps à la « capacité nucléaire » et que ce nombre risque de doubler dans quelques années, M. Waldheim estime que « qu'une si large diffusion de « savoir-faire » nucléaire et de stocks de plutonium, ainsi que la prolifération des dispositifs nucléaires, pourraient menacer de dangers presque insurmontables la survie de notre civilisation et de l'humanité, sans parler de la multiplication effrayante des risques de guerre par accident ou par erreur de calcul ou d'interprétation ou des dangers de l'acquisition de tels dispositifs par les éléments criminels ».

La menace nucléaire

Etats-Unis

Rompant avec la tradition des ambassades « achetées »

Le président Ford offre l'ambassade de Londres au sénateur Fulbright

Battu fin mai aux « primaires » démocrates de l'Arkansas, M. William Fulbright ne pourra plus briguer le renouvellement de son mandat sénatorial, qui expire légalement le 3 janvier 1975. L'autorité et le prestige qu'il s'est acquis à la présidence de la commission des affaires étrangères du Sénat ont incité M. Ford à lui proposer de représenter les États-Unis à Londres. M. Fulbright, qui passa un an à Oxford comme « Rhodes scholar », s'est donné un délai de réflexion de quelques jours. D'autre part, la Maison Blanche a demandé son agrément à Madrid pour y envoyer comme ambassadeur M. Peter Flanigan, jusqu'ici conseiller du président pour les problèmes du commerce international.

Enfin, Mme Mary Louise Smith a été nommée le 5 septembre présidente du comité directeur du parti républicain. Elle succède à ce poste, dont M. Ford voudrait accroître l'importance, au nouvel ambassadeur à Pékin, M. George Bush.

De notre correspondant

Washington. — Les premières nominations diplomatiques du président Ford témoignent de son souci de rompre avec une vieille tradition, celle qui consistait à « récompenser » par des postes importants à l'étranger les principaux contributeurs à la caisse électorale du parti vainqueur aux élections. Son prédécesseur, M. Richard Nixon, avait malmené et développé cette pratique en augmentant en quelque sorte le « prix de vente » des ambassades. A cet égard, le rapport de la commission sénatoriale d'enquête sur le Watergate contenait des révélations intéressantes. Ainsi, le poste de Londres a « coûté » 250 000 dollars à M. Annenberg et celui de Paris respectivement 300 000 et 50 000 dollars à M. M. Watson et Irwin. En revanche, M. Moore a eu Dublin pour 10 442 dollars.

Les ambassades du Benelux sont plus « chères » : M. Preston a obtenu Bruxelles avec une contribution de 112 600 dollars et M. Gould La Haye pour 100 900 dollars. Quant à Mme Ruth Farber, Luxembourg lui est revenu à 800 000 dollars. Une tradition sans doute, puisque sous l'administration Truman, la célèbre et millionnaire hôtesse Perle Mesta l'y avait précédée.

Toujours selon le rapport, M. Nixon a nommé en 1972 treize ambassadeurs n'appartenant pas à la carrière, dont les contributions à la caisse électorale républicaine représentaient un total de 706 000 dollars. Le rapport affirme que plus de 800 000 dollars de contributions de la campagne présidentielle de 1972 provenaient de personnalités ayant reçu des postes diplomatiques du président. M. Kalmbach, ancien avocat de M. Nixon, qui tenait aussi un

Le président Ford n'a cependant pas poussé trop loin la rupture avec le passé. Ainal, le tiers environ des cent douze chefs de postes diplomatiques continue d'être aux mains d'hommes n'appartenant pas à la carrière. En Europe occidentale, cinq seulement des ambassadeurs américains sont des diplomates de métier. En fait, le bras armé accoutumé par ces non-professionnels justifie de faire appel à des hommes ayant des talents à des postes de direction de leurs camarades de carrière.

HENRI PIERRE.

Canada

La visite de M. Trudeau à Paris n'affectera pas les relations spéciales entre le Québec et la France

dit-on dans l'entourage de M. Bourassa

Comme il était généralement prévu (le Monde du 20 août), le premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, se rendra en visite officielle en France et en Belgique le mois prochain. Il sera à Paris les 21 et 22 octobre et à Bruxelles du 23 au 25 octobre. A cette occasion, il s'entretiendra avec des responsables du Marché commun et de l'O.T.A.N. M. Trudeau fera un second voyage en Europe d'ici à la fin de l'année, mais la date n'en est pas encore fixée.

De notre correspondant

Québec. — Bien que les dates de la visite du premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, se déroulent le jeudi 5 septembre, on refusait dans son entourage de confirmer ou de démentir la rumeur selon laquelle M. Trudeau chercherait à remettre en cause l'accord-cadre franco-canadien de 1965 par lequel l'Ontario avait donné son aval aux relations « directes et privilégiées » préétablies entre les gouvernements français et québécois.

A Québec, on considère que M. Trudeau n'en fera rien. On rappelle que la coopération des gouvernements québécois et français couvre des domaines qui ne relèvent pas de la compétence du gouvernement fédéral et dans lesquels la participation du gouvernement provincial est irremplaçable. Pour le prouver, on cite l'accord de coopération canado-belge conclu en avril 1971 et dont la mise en œuvre a permis d'obtenir une participation active des provinces, en particulier de celle du Québec. Or le Québec n'entend s'associer à de tels accords que s'il obtient une liberté d'action aussi complète que celle dont il dispose dans le cadre des accords canado-québécois et franco-canadiens.

La régularisation des relations entre les gouvernements français et canadiens, que consacrera la venue à Paris de M. Trudeau, est considérée à Québec comme un phénomène logique et souhaitable, étant entendu que cette régularisation doit se faire dans le respect des compétences de chaque

niveau de gouvernement, et qu'elle ne doit pas remettre en cause les relations spéciales entre la France et la « Belle Province ».

M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, se rendra cet automne à Paris comme prévu, à l'invitation de M. Giscard d'Estaing, probablement après la visite de M. Trudeau. Le premier ministre du Québec fait confiance au président Giscard d'Estaing pour attacher à la coopération franco-québécoise la même importance que ses prédécesseurs à l'Élysée.

M. Bourassa estime que les relations franco-québécoises et franco-canadiennes sont deux choses compatibles et complémentaires, mais distinctes et qui doivent rester. Le gouvernement québécois, affirme-t-on dans l'entourage du premier ministre, est conscient de la nécessité pour le gouvernement français d'élargir et d'approfondir ses relations avec le gouvernement fédéral dans les domaines qui relèvent de la compétence de ce dernier, comme la défense ou les accords commerciaux.

Mais le gouvernement français sait aussi, ajoute-t-on à Québec, que dans les domaines relevant de la compétence des provinces, comme l'éducation, la culture, les affaires sociales, la justice ou les richesses naturelles, le Québec, seul gouvernement francophone d'Amérique du Nord, reste l'interlocuteur privilégié de la France au Canada.

JEAN-MARIE MONNET.

éditions sociales

Collection "NOTRE TEMPS"

JOE METZGER

Pour la science

Grâce à Joe Metzger, Descartes, d'Alembert, Diderot, Marx, Engels, Lénine et de nombreux intellectuels contemporains témoignent.

ALVARO CUNHAL

Portugal, l'aube de la liberté

Préface et présentation des textes par Pierre Gilhodès

MICHEL CARDOZE et JEAN LE LAGADEC

49,20 % : naissance d'une majorité

Le 19 mai 1974, avec 49,20 % des voix, une majorité est née. La gauche rassemblée est la plus forte pour la suite.

Chaque volume 12 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

SEBAGO-MOC
MEN OR WOMEN

présente à la
SEMAINE DU CUIR 74
Pavillon TANNER COUNCIL
Bureau 6



Le moosin de classe d'aujourd'hui. Le complément indispensable d'une élégance jeune. Du cuir souple de qualité à la semelle d'un seul tenant, les chaussures SEBAGO sont conçues pour durer. Cousez main par des artisans.

Sebago Classics available in New York at McDuffie's; Philadelphia, Strawbridge & Clothier; Baltimore, West Shoes; Denver, Fontaine Shoes; Pittsburgh, Karpis; Columbus, Evans & Schwartz; Birmingham, Michigan, Sherman Shoes; San Francisco, Village Bootery; Wilmington, Del., Stern's and other fine stores.

PARIS - Manfield
39, boulevard des Capucines
37-39, boulevard Saint-Michel
(Champs-Élysées)

WOMEN
Jean Darnel
62, rue de Passy
Distributeur France :
J.-C. BAJOU
8, place Wilson - TOULOUSE

BIEN RENSEIGNÉ DANS

L'IMMOBILIER

un annuaire
des opportunités neuves
toutes les maisons
à la cote du mètre carré
les barèmes de crédit
dans tous les kiosques 5F

AFRIQUE

Algérie

DESTINÉ A EMPÊCHER L'AVANCE DU DÉSERT Le lancement de l'opération Barrage vert marque une étape importante de la révolution agraire

Alger. — L'essentiel de l'activité politique intérieure en Algérie au cours de ces deux derniers mois a été axé sur la révolution agraire. M. Tayeb Larbi, ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire, vient d'ouvrir une série de journées d'études centrées sur les avant-projets de charte et de code du pastoralisme. Ces textes ont été publiés par la presse. Ils avaient été élaborés à la suite de la journée d'études sur la steppe qui avait abouti, le 29 janvier dernier, à la délimitation des zones steppeuses, et après le séminaire international sur le pastoralisme réuni dans la capitale du 22 au 27 avril. L'opération Barrage vert sera définitivement mise au point. Elle fera l'objet d'un décret présidentiel qui marquera le début de la troisième phase de la révolution agraire (« Le Monde » des 23-24 juin).

En attendant une opération de grande envergure, le projet Barrage vert a été lancé le 14 août. Elle a été préparée depuis deux ans, et sa réalisation s'étendra sur vingt ans. Elle vise à empêcher l'avance du désert. Une forêt d'eucalyptus et de diverses essences de pins, large de 20 kilomètres, longue de 1 400 kilomètres, sera plantée de la frontière de la Tunisie à celle du Maroc.

De notre correspondant

ont construit les années précédentes la route transsaharienne qui relie l'Algérie à ses voisins d'Afrique noire.

Quelques jours avant le début de cette opération, environ quatre mille étudiants avaient regagné Alger après un mois de volontariat dans les campagnes. Leur travail aura été, semble-t-il, d'autant plus important que le premier congrès constitutif de l'UNPA (Union nationale des paysans d'Algérie) doit se tenir prochainement et qu'un décret présidentiel a fixé au 31 décembre la fin de la deuxième phase de la révolution agraire concernant la distribution des terres privées.

La distribution et la commercialisation des produits agricoles

Enfin la wilaya (département) d'Alger a tenu des journées de travail sur le nouveau système de distribution et de commercialisation des produits agricoles dans la capitale. Les prix, qui avaient momentanément baissé à la suite de la réforme qui avait entraîné la suppression des mandataires des halles (le Monde du 28 mai), s'étaient remis à grimper. Les autorités ont vivement dénoncé un organisme aussi officiel que l'OPRA (Office des fruits et légumes d'Algérie) et les agissements illicites des anciens grossistes, sans cacher que ces derniers avaient bénéficié de complicités au sein même de l'administration.

Il ne fait pas de doute que la réaction des autorités pour empêcher la valse des séquestrations et consolider le nouveau système de distribution lié à la révolution agraire d'une part, le caractère inéluctable de la distribution des

terres privées d'autre part, ont créé des tensions sous-jacentes dans les couches de la nouvelle bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers. Pour l'instant, il est que, pendant tout l'été, Alger a été submergé par une campagne sans précédent de rumeurs, au demeurant fort contradictoires.

Chacun connaît sous le manteau le nom de plusieurs ministres qui allaient être limogés, mais l'identité des victimes et les raisons de leur disgrâce variaient considérablement d'un interlocuteur à l'autre. D'autres assuraient qu'un remaniement ministériel était en cours, quelques-uns faisaient état de discussions au sein de l'équipe gouvernementale, d'autres enfin affirmaient d'un air entendu qu'Alger allait vivre de folles journées politiques. Quelques diplomates allaient même jusqu'à adresser des notes alarmées à leurs gouvernements. Rien de tout cela ne s'est produit. Lors de la signature de l'accord sur l'indépendance de la Guinée-Bissau, le 28 août, le président Soumbeidié a tenu à ce que tous les membres du Conseil de la révolution et du conseil des ministres soient présents. L'opération s'est répétée quatre jours plus tard à l'occasion de l'inauguration de la XI^e Foire internationale d'Alger. C'est une façon discrète et efficace, bien dans la manière du chef de l'Etat, de démentir les rumeurs. On remarque néanmoins l'absence de M. Cherif Belkacem, ministre d'Etat.

PAUL BALTA.

Une délégation du parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais, se rendra en Algérie du 11 au 15 septembre. Cette visite a lieu à l'invitation de la direction du Front de libération nationale.

Ethiopie

L'armée dénonce comme un « scandale national » les opérations commerciales de l'empereur

Un communiqué du Comité militaire de coordination, diffusé le jeudi 5 septembre par la radio éthiopienne, a annoncé la nationalisation d'une propriété personnelle de l'empereur Haile Sélassié parce que le souverain en avait tiré des bénéfices illicites. Il s'agit de la brasserie Saint-Georges, qui produit la bière Pilsen à Addis-Abeba. Selon l'armée, l'empereur a encaissé personnellement 11 millions de dollars éthiopiens de bénéfices (environ 25 millions de francs) sans aucun contrôle de

l'administration grâce à un homme de paille. Le communiqué affirme qu'il s'agit d'un « scandale national » et laisse entendre qu'il faut s'attendre à d'autres révolutions. Selon l'agence Reuters, qui ne cite pas littéralement le texte radiodiffusé, le communiqué ajoute que « les sanctions qui pourraient être prises contre l'empereur seront annoncées plus tard ».

Divers documents compromettants signés par l'empereur, qui disposait de nombreux autres biens à l'étranger, ont été montrés le même jour à la télévision, qui avait annoncé une émission « importante ».

Les bénéfices de la brasserie Saint-Georges étaient utilisés par la Société du prix Haile Sélassié, fondée par l'empereur. Ce prix attribué chaque année « honorait des étrangers pour leurs travaux de recherches spécialisées alors que des milliers d'Éthiopiens mouraient de faim », a affirmé le Comité de coordination militaire, qui a décidé la dissolution de la société. Le dernier lauréat avait été le président Senghor, du Sénégal, pour son œuvre poétique.

Démenti des rumeurs de nationalisations immédiates

Un autre communiqué de l'armée a démenti les rumeurs relatives à la nationalisation immédiate des entreprises étrangères en Ethiopie. Affirmant que ces rumeurs sont répandues par les ennemis de l'« actuelle révolution », le Comité de coordination a invité les investisseurs étrangers à poursuivre leurs activités « sans appréhension ».

Quatre membres du Comité de coordination ont reçu jeudi les représentants des journalistes éthiopiens pour les inviter à devenir des « militants » et à « s'engager » personnellement dans la révolution.

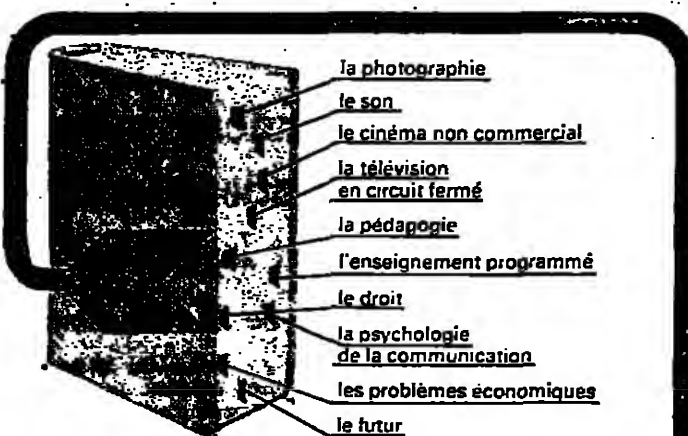
D'autre part, les arrestations se sont poursuivies jeudi. On nota surtout celle du secrétaire particulier de l'empereur, M. Ato Johannes Kidane. Ce dernier était, semble-t-il, la dernière personne étrangère à la famille impériale à vivre aux côtés du souverain dans le « palais du peuple » d'Addis-Abeba.

Maroc

LE ROI HASSAN II FERA LE 16 SEPTEMBRE UNE « DÉCLARATION IMPORTANTE » SUR LE SAHARA ESPAGNOL

Rabat (A.F.P., Reuters). — Le roi Hassan II tiendra, le 16 septembre, une conférence de presse au cours de laquelle il prononcera une « déclaration importante » sur le Sahara espagnol, a-t-on annoncé le jeudi 5 septembre dans la capitale marocaine. Il s'agit de la première conférence de presse tenue par le souverain depuis deux ans. Elle interviendra à la veille de l'ouverture de la vingt-neuvième assemblée générale des Nations-Unies où la question du Sahara espagnol doit être soulevée. Depuis deux mois les autorités font campagne pour populariser la position marocaine sur cette question, cette campagne s'est traduite encore récemment par une visite du roi dans la province de Tarfaya, au sud du pays (le Monde du 5 septembre).

Evénement qui se déplace, l'éditorialiste du quotidien gouvernemental Maroc - Soir, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre, écrit : « Face aux soixante-dix mille soldats espagnols qui occupent nos provinces sahariennes, le Maroc dispose aujourd'hui d'une force armée prête à toute éventualité. » Et il ajoute : « Il faut non seulement créer une force de pression et d'action dans cette région, mais encore qu'elle devienne une base logistique au sens militaire et également au sens politique et humain du terme ».



L'AUDIO-VISUEL

LE PREMIER OUVRAGE FONDAMENTAL SUR LA QUESTION

Université, entreprise, animation culturelle, enseignement, groupes de communication, formation permanente : l'audio-visuel est maintenant partout. En 512 pages, 500 mots expliqués, 10 chapitres et une foule de renseignements pratiques, « l'Audio-visuel » vous dit tout ce que vous devez savoir, aussi bien pour « savoir » que pour « pratiquer ».

C'est une production de
La Bibliothèque du
CEPL

RIEN D'AUTRE A ACHETER BON D'EXAMEN GRATUIT

à retourner au CEPL 114, Champs-Élysées, 75008 Paris. [BOR 10075]
Envoyez-moi en communication gratuite « l'Audio-visuel ».
Durant 10 jours, j'aurai tout le loisir de prendre connaissance de cet ouvrage.
Passez ce délai :
■ Je pourrai le garder et le payer seulement 54 F (+ 2,75 F de port).
■ Je ne m'engage à rien d'autre.
■ Je pourrai vous le retourner sans rien vous devoir.

Prénom _____ Nom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Signature _____

Les feuilles mortes se ramassent à la pelle. Pas partout.

Les jours raccourcissent. Le brouillard s'installe, avec lui la mélancolie. Faites peau neuve avant l'hiver, partez au soleil. Au Club les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante. Partez en Espagne, en Israël, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, aux Caraïbes, dans l'Océan Indien ou en Afrique. Vous bénéficierez des tarifs basse saison. Vous choisirez votre court de tennis et le moment de votre ski nautique. La plage sera toute à vous et à vos amis. Et si vous avez décidé de vous initier au yoga ou à la plongée sous-marine, c'est l'occasion rêvée. Au Club, tout est compris, même le temps de profiter de tout à loisir.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre gratuitement, salle 3 au cinéma l'Ermitage, 72, Champs-Élysées, permanent de 10 h à 13 h 30, non stop.

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75003 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8^e / Tél. 266.52.52. Agence Havas - Voyages de votre ville.

Apprenez à distinguer
un son ou un objet

Apprenez à distinguer
le thé de Ceylan de celui
du Cachemire

سكنى فى الامم

AFRIQUE

Mozambique

UN ACCORD ENTRE LISBONNE ET LE FRELIMO EST ANNONCÉ COMME IMMINENT

D'ultimes négociations se sont engagées le jeudi 5 septembre à Lusaka, capitale de la Zambie, entre MM. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, et Samora Machel, président du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), pour parvenir à un accord mettant un terme à dix ans de combats dans ce territoire d'outre-mer. De source diplomatique, on déclarait que l'accord serait signé vendredi ou samedi.

Répondant à une allocution de M. Machel, M. Mario Soares a affirmé qu'il était à Lusaka pour « enterrer le colonialisme » et pour « reconnaître le FRELIMO comme le représentant du peuple du Mozambique ». « L'issue normale de notre processus de décolonisation est l'indépendance », a-t-il ajouté.

L'accord prévoit, semble-t-il, la formation immédiate au Mozambique d'un gouvernement provisoire, dans lequel le FRELIMO détendrait les deux tiers des portefeuilles. L'indépendance serait proclamée en 1975.

Au moment où les négociations commencent à Lusaka, un grand meeting de soutien aux nationalistes avait lieu dans un stade de Lourenço-Marques, sans que la police interviennent. La radio locale, contrôlée par les autorités portugaises, avait diffusé l'hymne du FRELIMO pour marquer l'ouverture des pourparlers officiels. Ceux-ci avaient été précédés de négociations secrètes à Londres, pendant le week-end dernier, a-t-on indiqué à Lisbonne.

Jeudi, trois ministres rhodésiens sont arrivés en République Sud-Africaine pour y discuter, pense-t-on, des mesures à prendre si le gouvernement du Mozambique interdit les ports de Beira et de Lourenço-Marques à la Rhodésie. Le rétablissement des réseaux de chemin de fer rhodésien et sud-africain serait notamment à l'étude.

Enfin, on a annoncé officiellement jeudi à Lisbonne que la Tunisie avait décidé d'établir des relations diplomatiques avec le Portugal. M. Mario Soares a accepté une invitation à se rendre en visite en Tunisie. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

M. ROWLING EST NOMMÉ CHEF DU GOUVERNEMENT

De notre correspondant

Canberra. — M. Wallace Rowling, qui est âgé de quarante-six ans, et qui jusqu'à présent détenait le portefeuille des finances, dans le gouvernement travailliste, a été élu vendredi 6 septembre premier ministre de Nouvelle-Zélande. Il succède à M. Kirk, qui est décédé samedi 31 août. M. Rowling a, lors du vote du groupe parlementaire travailliste, remporté une large victoire sur M. Watt, qui était le vice-premier ministre de M. Kirk. Seule surprise du scrutin : l'élection de M. Robert Tizard, ancien ministre de la santé, comme nouveau vice-premier ministre.

Les décisions de vendredi constituent un changement en profondeur dans la direction du parti travailliste, mais il est peu probable qu'on assiste à des modifications importantes dans le domaine politique. M. Rowling et Tizard — tous deux anciens professeurs — ont vigoureusement soutenu la politique étrangère de M. Kirk, notamment pour ce qui est des relations avec les pays de la région.

Cependant, on pense que le cabinet sera fortement remanié, même si aucune personnalité ne paraît vouloir briger le portefeuille des affaires étrangères.

M. Rowling pourrait se l'attribuer, comme le fit M. Kirk, ou le confier à son adjoint pour ne pas donner l'impression que ce poste perd en importance. Mais M. Kirk a tellement marqué de son empreinte personnelle la diplomatie de Wellington au cours des deux dernières années que son remplacement sera malaisé.

M. Rowling, qui est député depuis 1962, est l'homme qui a réorganisé le parti travailliste et qui, après en être devenu président, a revitalisé un mouvement qui en avait bien besoin. Aux finances, il a fait preuve de compétence et aussi de pragmatisme.

La Nouvelle-Zélande traverse actuellement une période de graves difficultés économiques et l'expérience du nouveau premier ministre sera d'une grande utilité dans le gouvernement. Il n'est pas exclu que M. Rowling se consacre davantage que son prédécesseur aux problèmes de politique intérieure.

KENNETH RANDALL

Corée du Sud

DES MANIFESTANTS ont envahi, le vendredi 6 septembre, l'ambassade du Japon à Séoul. Ils reprochaient au Japon d'accorder le droit d'asile à des mouvements hostiles au régime de Corée du Sud et dénonçaient la façon dont Tokyo mène l'enquête après la tentative d'assassinat du président Park le 15 août dernier. — (Reuters)

Japon

LES ENTRETIENS PRÉLIMINAIRES à la conclusion d'un traité de paix entre Pékin et Tokyo s'ouvriront très probablement avant la fin de l'année, a déclaré jeudi 5 septembre M. Kimura, chef de la diplomatie japonaise.

Pérou

LE CHEF DES BRIGADES SPÉCIALES de la police nationale a été démis de ses

A TRAVERS LE MONDE

Uruguay

« LES PARTIS POLITIQUES URUGUAYENS SONT DES APPAREILS DENATURÉS », a déclaré le mercredi 4 septembre M. Bordaberry, chef de l'État dans une allocution radio-télévisée. « Personne ne peut dire si les pratiques électorales constitueront en définitive le canal de l'expression de la volonté populaire », a-t-il ajouté. Le président entendait ainsi répondre à une lettre ouverte publiée le 31 septembre par les trois quotidiens du dimanche et signée par une centaine de

personnalités, qui demandaient l'autorisation pour les partis politiques, interdits le 27 juin 1973, de reprendre leurs activités.

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES en Uruguay a adressé un appel au pape Paul VI pour qu'il « intercéde auprès des autorités locales afin que cessent... les tortures physiques et psychologiques exercées contre les prisonniers politiques, notamment contre ceux qui sont pris comme otages ». Le comité de défense se réunit, en particulier, à un récent rapport de l'organisation Amnesty International, et cite huit noms de prisonniers détenus dans « des conditions infra-humaines » depuis octobre 1973.

Philippines

LES FORCES GOUVERNEMENTALES ont repris la bourgade côtière de Balabagan, dans l'île de Mindanao, après plusieurs jours de combats avec les rebelles musulmans, a annoncé jeudi 5 septembre le ministère de la défense. L'action a été entreprise avec l'appui-fu de la marine et de l'aviation. — (A.F.P.)

ASIE

Vietnam du Sud

Washington limitant son aide militaire

SAIGON EST CONFRONTÉ A D'ÉNORMES PROBLÈMES LOGISTIQUES

Washington vient de nommer le général Homer Smith attaché militaire au Vietnam du Sud. L'information ne mériterait guère de commentaires si cet officier, qui a déjà servi à Saïgon, n'était un spécialiste de la logistique. Or le régime de M. Thieu est actuellement confronté à d'énormes problèmes logistiques à la suite de la réduction de l'aide militaire américaine.

Déjà, l'aviation doit limiter le nombre de ses sorties. La Congrégation américaine a, en effet, voté un budget d'aide militaire de 700 millions de dollars « seulement », alors que la Maison Blanche réclamait 1,4 milliard de dollars. Or, indique le Washington Post, le Pentagone a commencé à établir une liste de priorités en ce qui concerne l'assistance à fournir au Sud. Elle comprendrait, le carburant, les munitions et les pièces détachées pour les avions. Les livraisons d'appareils ultra-modernes F-4 seraient arrêtées. Les militaires chercheraient aussi à tourner les dis-

positions budgétaires : il est, par exemple, possible de comptabiliser de diverses manières telle ou telle fourniture et d'imputer une partie du coût au budget américain. Pour la première fois, en tout cas, le régime de Saïgon ne va plus bénéficier de façon illimitée de la manne militaire des États-Unis.

Cependant, le G.R.P. dénonce « la politique criminelle et erronée » de M. Ford. Il condamne le récent voyage à Saïgon de l'amiral Gayler, commandant en chef des forces navales américaines du Pacifique, et la formation de cent quatre-vingt pilotes sud-vietnamiens dans l'Alabama. A Berlin-Est, d'autre part, M. Nguyen Huu Tho, président du F.N.L., a déclaré le jeudi 5 septembre : « La situation devient chaque jour plus tendue et plus explosive, et nous ne pouvons évidemment pas assister en simples spectateurs à l'agression de nos ennemis ».

Jocelyn PARIS

botines à talons hauts pour hommes forme nouvelle



noblesse du cuir

134 bd st-germain paris 6° 033.44.10
5 rue du cherche-midi 348.75.47
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 328.48.62
76/78 champs-élysées (arcades) 225.26.33

CHAQUE JOUR VOUS MANGEZ DU MENSONGE

Boissons, conserves, charcuterie, poissons, confiseries, et combien d'autres... se font pour vous tromper. Gault et Millau vous révèlent en détail la fantastique invasion des colorants artificiels, des conservateurs suspects dans l'alimentation. Lisez le N° de septembre du Nouveau Guide Gault-Millau, magazine mensuel, 6 F., chez tous les marchands de journaux.

EN PLEINE NATURE REUSSIR VOS ÉTUDES à 1.250 mètres dans la station d'Anzère-Sion (Valais - Suisse). Année scolaire de fin septembre à juin. En internat mixte limité à 30 élèves de la 6^e aux baccalauréats. Classe jusqu'à 5 étages. COLLÈGE INTERNATIONAL WILDHORN. Directeurs : M. et Mme R. Fornerod. Tél. 027/9 25 02. A Paris du 1^{er} au 7 septembre. Tél. 878-31-07.

conduite de nuit **nyctalux** pour mieux voir

Apprenez à vivre comme une maharanée.

Apprenez à nouer un sari ou un turban.

Nos professeurs de sari vous attendent. Ils vous dévoileront tous les mystères d'un sari drapé comme il sied, et quand vous saurez, vous pourrez choisir parmi les dizaines de soieries chatoyantes celle qui fera de vous une belle maharanée.

Apprenez à pincer les cordes d'un sitar.

Ce n'est pas facile de jouer du sitar comme Ravi Shankar. Mais si on a tout de même envie d'apprendre, il y a 7 modèles différents. Et si c'est vraiment trop difficile, on peut toujours essayer la flûte, les petites cymbales ou le derbaké (tambour en terre cuite ou métal).

Apprenez à distinguer le thé de Ceylan de celui du Cachemire.

Il y a en Inde autant de thés qu'il y a de provinces. Il y a aux Galeries Lafayette un « théologue » distingué qui vous racontera tout sur les thés en vous les faisant goûter.

L'INDE du 6 Septembre au 12 Octobre.

galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

Apprenez les merveilles de l'artisanat.

Si vous ne pouvez vous payer le voyage, offrez-vous le shopping. Hésitez entre les étoffes et les tapis brodés, les boîtes en papier mâché et les bois décorés, l'encens et les parfums, les poignards et les paniers d'osier. Et puis, choisissez comme une maharanée.

AIR-INDIA OFFICE NATIONAL INDIEN DE TOURISME

Les deux formules furent utilisées sous la V^e République. Ni l'une ni l'autre n'ont plus cours aujourd'hui.

Mais, dans les faits sinon en droit, n'y entrons-nous point, déjà, à petits pas ?

● M. André Jarrot, ministre de la Pêche et de la Pisciculture, a présidé, mercredi, une réunion du Comité national de la chasse et de la faune sauvage, consacré à la réforme du permis de chasse.

L'Union des jeunes pour le progrès (Jeunes Gaullistes) considère que la décision de réunir le prochain conseil des ministres à Lyon « relève plus de la démagogie que de l'action politique sérieuse ». L'U.J.P. affirme : « Au moment où le gouvernement prêche pour les économies dans tous

Notre civilisation de consommation le développement effréné de c'est trop connu — aux États ou l'utilité sont nulles ; de même politique est-il obligé d'inventer « gadgets », sous peine de tomber en rythme, il faudra bientôt traverser l'Everest ou réunir le Parlement.

Ce style de gouvernement, de fixation politique profonde : il va bien dans notre société et qu'il pour en effacer les contradictions, la magie du verbe aura fait son œuvre, pourrait bien être brutal. A trop d'oublier les choses.

de cette pratique s'accorde assez
vateur d'une large fraction de
le frisson de la révolution des
alités.

Force est de reconnaître que cette pratique s'accorde assez bien avec l'anarchisme conservateur d'une large fraction de l'opinion, qui peut ainsi s'offrir le frisson de la révolution des apparences sans modifier les réalités.

Ce style de gouvernement, comme tout autre, a une signification politique profonde : il repose sur le postulat que tout va bien dans notre société et qu'un dépoussiérage habillé suffira pour en effacer les contradictions ou les difficultés. Quand la magie du verbe aura fait son temps, le réveil aux réalités pourrait bien être brutal. A trop s'occuper des mots, on risque d'oublier les choses.

Les commandes d'armes

Évoquant la concurrence que se font actuellement les avions de combat français et américains sur le marché des armes, M. Bernu envisage l'union des deux pays.

» Tout système qui consisterait à transmettre notre souveraineté à des aréopages internationaux serait incompatible avec les droits et les devoirs de la République française » (De Gaulle, 19 avril 1953).

» Cette position correspondait à l'intérêt national et à l'exigence d'indépendance du peuple français.

» Son abandon s'inscrit dans une politique d'abandon nation-

● Le Mouvement des jeunes radicaux de gauche « estime indispensable et urgente une profonde réforme de la politique de défense de notre pays identifiant étroitement l'armée et la nation et prenant en compte une construction réelle d'une Europe des hommes ».

Demain
Vanves
soudé au XV^e arr^t
fera corps avec Paris.
La rénovation
est en marche...
après les résidences
Les Vignes,
Jean Jaurès,
Maine-Anjou,
Pasteur

voici
que
s'élève
là...

RESIDENCE MARCEAU

22 rue Marceau à Vanves

**A VENDRE
APPARTEMENTS**

2 - 3 - 5 pièces, étages élevés
parkings souterrains

Prix moyen
2.750 F le M²

renseignements
bureau de vente
appartement témoin
22 rue Marceau
Vanves
tél. 736 31 96
tous les jours
de 14 h 30 à 15 h

Primes à la
construction
Prêts
bancaires,
employeurs
et divers
80 %

livrable
automne 1974

SEMICLE
7665176

Renseignements
SEMICLE
Scénario
d'Économie Moba
pour la
Construction
de Logements
Économiques
5, avenue
Marcel Aurbrecht
Paris 8^e

JEAN LAURANCE P.B.

LA CHUTE DES CHEVEUX

est-elle un phénomène irréversible?

En d'autres termes, nous empêchons votre calvitie naissante de s'aggraver en fortifiant les cheveux existants par une méthode exclusive.

Si nous comptons des milliers de clients, nous n'appliquons pas de méthode universelle, car chaque cas est considéré et traité par nous INDIVIDUELLEMENT.

Nous mettons toutes les chances de notre côté quand nous avons la possibilité de traiter

le dégrèvement à ses débuts. C'est au soin apporté tant à la fabrication des produits qu'à l'application des traitements qu'EUROCAP doit ses innombrables succès. Le sérieux paie. Faites votre propre test en répondant aux questions suivantes :

— Vos cheveux tombent-ils d'une façon excessive ?

— Sont-ils trop secs ou cassants ?

— Vos cheveux sont-ils gras 24 h après le shampooing ?

— Votre ligne frontale se dégarrit-elle aux tempes ou au sommet du crâne ?

— Avez-vous beaucoup de pellicules ? Des démangeaisons ?

Si vous répondez OUI à une seule de ces questions, nous vous conseillons de prendre rendez-vous avec notre spécialiste. Rendez visite, écrivez, téléphonez aujourd'hui même à :

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

PARIS : 4, rue de Castiglione. — Tél. : 260-38-84

Magnifique opportunité d'affaire en Espagne !

Nous vendons collines en cours d'urbanisation à côté de la mer Méditerranée (6.000.000 de m²)

- Les derniers terrains sans pollution entre Barcelone et Valencia ;
- Collines dominant des kilomètres de côte de mer ;
- A 2 minutes de la mer ;
- A 4 km de la nouvelle autoroute « Méditerranée » ;
- A 75 minutes de l'aéroport de Valencia ;
- Près d'une urbanisation de première catégorie ;
- De l'eau propre ;
- Possibilités de connexions de téléphone et électricité ;
- Routes partiellement terminées ;
- Environnement historique et pittoresque.

SEULEMENT A Fr. 1,90 LE M² POUR LE TOTAL !

S'ADRESSER DIRECTEMENT AUX PROPRIETAIRES :
Aptdo. de Correos 1.766 VALENCIA (Espagne)

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

ont choisi CAPELOU

pour la vente de leurs MEILLEURES LITIERES

Modèle TRÉCA
LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU Distributeur
37, Av. de la République
PARIS XI^e - M^{étro} PARENTIEN
Tél. 357.46.35

Un événement de l'édition scientifique

POUR LA PREMIERE FOIS DES SAVANTS SOVIETIQUES LEVENT LE VOILE SUR LES RECHERCHES LES PLUS ESSENTIELLES

C'est sous la direction de Boris KOUZNETSOV, Docteur es-sciences, directeur de recherche de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., président du Comité international Albert Einstein, que les savants russes les plus renommés, à l'avant-garde de la science, présentent leurs travaux, en liaison avec les recherches du monde occidental d'hier et d'aujourd'hui. Ils font le point des découvertes les plus importantes : l'atome, la biologie, l'aérospatiale, la médecine, l'univers,

dans

LA SCIENCE AU 20^e SIECLE

qui répond à de multiples questions telles que :

- Qu'est-ce que l'écologie et en quoi concerne-t-elle notre vie de tous les jours ?
- Que veut dire la quatrième dimension dont parlent les physiciens actuels ?
- Qu'est-ce qu'un hadron ?
- Le système solaire a-t-il un avenir et, selon nos connaissances, lequel ?
- A quoi servent les enzymes ?
- Les systèmes de consommation sont-ils liés à l'environnement et dans quelles mesures ?
- Que nous prépare la civilisation post-atomique ?
- L'immunologie offre-t-elle une contribution conséquente aux recherches contre le cancer ?

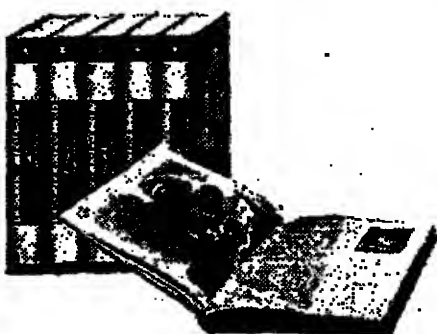
La pollution, les rayonnements atomiques, la recherche contre le cancer, l'avenir de la civilisation : les savants ne sont plus seuls concernés. Les Français et les hommes de tous les pays ont le droit de savoir. Avec LA SCIENCE AU 20^e SIECLE, savoir, c'est suivre une fantastique et authentique aventure, racontée par ceux qui la vivent de très près : les chercheurs. Et racontée dans un langage clair parce qu'ils savent que la Science d'aujourd'hui est absolument pratique, touche notre vie pratique, celle d'aujourd'hui et celle de demain.

5 somptueux volumes de 1.600 pages chacun
600 illustrations en couleurs
Reliure de luxe bleu nuit.
Des textes très clairs par des chercheurs de réputation mondiale.

Bon de documentation

Si vous désirez être informé sans engagement sur LA SCIENCE AU 20^e SIECLE, retournez ce bon à C.A.L.D., 7 rue Debelleyme 75003 Paris.

NOM
PRENOM
PROFESSION
ADRESSE COMPLETE



POLITIQUE

A PROPOS DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Vers le socialisme

II. — Un nouveau chemin

Par ROGER GARAUDY

Dans un premier article « La nouvelle alliance » (Le Monde du 6 septembre) Roger Garaudy a présenté un modèle de socialisme, les conditions et les forces qui peuvent y mener. Dans ce second article il répond à trois autres questions.

I. — A PARTIR D'UNE TELLE CONCEPTION DU SOCIALISME, COMMENT SE SITUER PAR RAPPORT A L'UNION SOVIETIQUE ?

La révolution d'Octobre a suscité la plus merveilleuse et légitime espérance chez les opprimés du monde entier, précisément parce qu'elle ne tendait pas à remplacer une domination par une autre et qu'elle faisait appel à la libre initiative des masses. En octobre 1917, Lénine, formulant la règle d'or qui définit la grandeur humaine du socialisme, légalisait le « contrôle ouvrier », « c'est-à-dire, disait-il, de montrer que nous ne reconnaissons qu'une voie : celle des transformations élaborées à la base les nouveaux principes du système économique ». « Le socialisme, ajoutait-il, ne se crée pas par des ordres venus d'en haut : le socialisme est, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes ». Et son dernier combat, il le mène contre la bureaucratie d'un appareil prétendant, selon sa propre expression, « faire le socialisme pour le peuple et non par le peuple ».

Depuis la mort de Lénine et jusqu'à aujourd'hui (sauf, et très partiellement, pendant une courte période après la mort de Staline), les soviets n'ont plus rien de commun, sauf le nom, avec cette démocratie directe et cette autogestion de leurs origines, inspirées par la Commune de Paris : ils sont devenus, comme les syndicats soviétiques et toutes les autres organisations sociales, politiques et culturelles du pays, les « comités de transmission » de la direction du parti.

Parler du « culte de la personnalité » de Staline signifie que l'on veut perpétuer ce système en changeant simplement les hommes.

Or, c'est le système lui-même qui tourne le dos au socialisme. Non pas seulement par ses aspects les plus apparents, cette politique culturelle dogmatique et autoritaire a abouti à ce résultat qu'aucune des grandes découvertes scientifiques réalisées dans le monde depuis la révolution d'Octobre n'a été faite en Union soviétique : ni l'utilisation de l'énergie atomique, ni la création et le développement de l'ordinateur, ni les possibilités de mutation génétique en biologie, et que des milliers de peintres, de musiciens, d'écrivains n'ont pas de possibilité d'expression publique. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que plus d'un demi-siècle après la révolution, du fait qu'aucune possibilité de participation réelle n'était laissée aux travailleurs pour se sentir maîtres et créateurs de leur destin, la productivité du travail est encore à la moitié de celle des Etats-Unis, et que l'agriculture est dans une situation telle qu'il faut importer massivement blé et viande.

Quant à la politique extérieure, cessant d'être une politique de principe, elle est devenue une politique de puissance. La volonté de soustraire le système de centralisme bureaucratique du parti soviétique à toute critique et à toute contestation possible a amené successivement Staline à boycotter la Yougoslavie, Khrouchtchev à engager la croisade contre la Chine, Brejnev à envahir la Tchécoslovaquie parce que les communistes tchécoslovaques tentaient de donner la parole au peuple.

Ce n'est pas combattre l'antisovietisme, c'est au contraire lui donner aliment, que de sous-estimer tout cela, en n'y voyant que des « erreurs » et de ne pas dire clairement : ce ne sont pas des « erreurs » mais des conséquences inévitables d'un système, et ce système n'est pas le socialisme. Sans quoi, aucun projet socialiste ne sera crédible.

II. — QUELLE METAMORPHOSE DU PARTI S'IMPOSE ?

Quelle forme nouvelle d'organisation peut être le moteur de cette formidable fermentation politique dans notre peuple et de cette nécessaire mutation ? Après le XX^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., furent révélés les coups portés au socialisme par une conception centraliste du parti. Sous prétexte d'apporter aux masses « du dehors » la conscience révolutionnaire (ce

qui avait correspondu à un besoin historique en Russie, au début du vingtième siècle, quand Lénine lutta dans la clandestinité, contre une dictature policière, dans un pays où la classe ouvrière était une infime minorité et où l'analphabétisme et l'arriération politique dominaient), le régime soviétique avait dégénéré en dictature exercée sur le prolétariat et sur tout le peuple par une poignée de dirigeants (à la limite, un seul) parlant au nom de ce peuple sans le consulter autrement que pour approuver les décisions d'en haut.

Palumbo Togliatti en tira la juste conclusion qu'il fallait concevoir et créer un « parti de type nouveau », nouveau par rapport au modèle légitimement conçu par Lénine un demi-siècle plus tôt et dans des conditions absolument différentes. Malheureusement, la plupart des partis communistes ont alors accepté la condamnation prononcée par les dirigeants soviétiques contre cet appel à la recherche et à l'innovation, comme ils s'étaient déjà associés à l'excommunication des communistes yougoslaves lorsqu'ils cherchaient dans l'autogestion un contre-poids au centralisme bureaucratique, et comme ils allaient s'associer plus tard aux anathèmes lancés contre les tentatives novatrices des communistes chinois.

Ainsi ont été pris vingt ans de retard, et le problème doit être aujourd'hui repris là où Togliatti fut contraint d'abandonner la recherche.

Il ne s'agit pas seulement de rejeter les fautes sur les « cadres locaux », mais de remettre en cause un système qui reste, pour l'essentiel, limité de celui des dirigeants soviétiques, mais dans un pays où, ne disposant pas du pouvoir, ce système n'a pu montrer toute sa malaisance.

Le problème essentiel n'est même pas de savoir si le socialisme se construira avec un parti unique ou avec plusieurs partis. Le problème essentiel est : de savoir si l'on va conserver la vieille conception des partis politiques (engendrée par le système parlementaire bourgeois et fondée sur le système de délégation du pouvoir et d'aliénation du pouvoir) qui, de la fin du dix-huitième siècle à nos jours, ont été un moyen de confisquer l'initiative à la base pour réserver le monopole à quelques dirigeants.

Il ne s'agit pas non plus de changer un modèle pour un autre en copiant la Yougoslavie ou la Chine.

En Yougoslavie, après 1948, l'autogestion, héritière d'une authentique tradition marxiste et de la Commune de Paris, était la recherche féconde d'une alternative au centralisme bureaucratique. Les grandes difficultés rencontrées depuis dans ce pays ne découlent pas du principe de l'autogestion, mais au contraire de son application insuffisante en raison de conditions objectives (le sous-développement du pays) et subjectives (la juxtaposition de l'autogestion et d'un parti centralisé et « dirigeant » n'est pas viable à long terme).

En ce qui concerne la Chine, toute condamnation radicale est très préjudiciable à ceux qui la portent, car elle empêche de réfléchir sur l'expérience jusqu'ici unique d'un parti communiste qui, s'il n'est pas à l'abri de « révolutions de palais », au sommet (comme le parti soviétique d'ailleurs), a eu au moins deux mérites éminents : d'abord, de choisir un modèle de développement radicalement différent de celui de nos sociétés de croissance pour la croissance ; ensuite, de prendre conscience qu'une révolution ne peut pas s'installer sans se trahir, et de ne pas hésiter à lancer périodiquement, contre toute tentation de s'installer, le mot d'ordre : « Feu sur les états-majors ».

La leçon majeure à tirer de ces expériences difficiles, quelle qu'en soit l'issue, c'est non pas de s'en remettre à la spontanéité anarchique, mais de ne pas confondre le rôle éducateur et le rôle dirigeant, de ne plus répéter les mots d'ordre d'une autre époque et d'une autre situation sur la prétendue conscience apportée du « dehors », qui, chez Lénine, signifiait « du dehors », des seuls rapports économiques, mais qui, chez ses héritiers, a servi à justifier un despotisme plus ou moins éclairé d'un appareil de parti sur la classe ouvrière et l'ensemble du peuple.

En résumé, ceux qui parviennent avant les autres (comme ce fut le cas de Marx) à la « conscience du mouvement historique » n'ont nullement le droit (que Marx lui-même ne s'est jamais arrogé) de prétendre au titre de dirigeants, mais d'éducateurs, c'est-à-dire d'éveilleurs et de coordonnateurs des initiatives de la base, pour faire prévaloir, en chacun, la conscience claire contre l'abandon aux entraînements inconscients des sociétés sans finalité humaine de la croissance pour la croissance. C'est ce que Gramsci appelait l'hégémonie culturelle de la classe ouvrière, par opposition à une conception bureaucratique, autoritaire, du « rôle dirigeant » du parti.

En résumé, ceux qui parviennent avant les autres (comme ce fut le cas de Marx) à la « conscience du mouvement historique » n'ont nullement le droit (que Marx lui-même ne s'est jamais arrogé) de prétendre au titre de dirigeants, mais d'éducateurs, c'est-à-dire d'éveilleurs et de coordonnateurs des initiatives de la base, pour faire prévaloir, en chacun, la conscience claire contre l'abandon aux entraînements inconscients des sociétés sans finalité humaine de la croissance pour la croissance. C'est ce que Gramsci appelait l'hégémonie culturelle de la classe ouvrière, par opposition à une conception bureaucratique, autoritaire, du « rôle dirigeant » du parti.

III. — QUELLE STRATEGIE METTRE EN ŒUVRE ?

A partir de l'idée centrale que l'on ne peut détruire le capitalisme par en haut (c'est-à-dire par une « prise de pouvoir » substituée à une équipe dirigeante à une autre, une propriété d'Etat à une propriété privée, une culture stérilisée par le dogmatisme d'Etat à une culture dégradée par la commercialisation et les lois du marché), mais essentiellement par en bas, il s'agit de stimuler l'initiative des masses (dont les possibilités n'ont cessé de se déployer depuis l'explosion de mai 1968 jusqu'aux expériences de la grève de Lip).

— Au niveau de la production, des entreprises et des unités de travail de tous ordres, par les conseils ouvriers, auxquels tous les travailleurs participent, sans déguiser leur pouvoir et alimenter leur pensée personnelle, pour l'autodétermination des fins et l'autogestion des moyens.

— Au niveau de la consommation, par la multiplication de communautés de base, c'est-à-dire d'organismes qui ne soient ni étatiques ni privés, mais gérés par les usagers eux-mêmes, qu'il s'agisse, par exemple, de contrôle des prix sur un marché, d'organisation des transports en commun, de mutualités pour la gestion des grands ensembles et la lutte contre la spéculation immobilière, ou de contrôle de tout autre domaine de la consommation ou des services.

— Au niveau de la culture, en encourageant la formation de centres d'initiative et de création qui ne soient ni étatiques ni privés, mais créés et gérés par les usagers eux-mêmes dans tous les domaines de l'animation : écoles et universités, sociétés sportives et organisations de vacances, ateliers d'art ou de danse, chorales ou orchestres, maisons de la jeunesse ou de la culture sous toutes leurs formes.

A ces trois niveaux : a) de la production, avec les conseils ouvriers ; b) de la consommation, avec les communautés de base ; c) de la culture, avec les centres d'initiative et de création, peut s'élaborer par en bas une nouvelle manière de vivre individuellement et de s'organiser socialement.

Ce ne sont là que des suggestions destinées seulement à stimuler la réflexion de chacun, afin d'aider à poser les problèmes avec assez de hardiesse pour lever les vieilles hypothèques et ouvrir une perspective qui ne soit pas d'un simple replâtrage du passé, mais de la création d'un avenir nouveau.

FIN.

loterie nationale



Faites confiance à votre capital-chance

سويكس في الامم

سكنا من الامل

DÉFENSE

Un entretien avec M. Michel Debré

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, la politique militaire que l'on appelle la politique gaullienne, mise sur pied à partir de 1958, régulièrement ré-examinée et développée depuis, est vraiment le type de la politique établie pour l'avenir. Cet avenir qui devient maintenant notre présent. Tel est, me semble-t-il, l'élément principal qui fait sa solidité.

— Alors qu'il y a eu des raisons qui justifiaient aujourd'hui la nouvelle réflexion dont vous parlez, est-ce que vous pensez que cette réflexion soit nécessaire ?

— Trois considérations me paraissent à la fois justifier et éclairer cet effort de réflexion :
1. La première considération est la suivante : comment continuer la modernisation de la force nucléaire de dissuasion ? La politique française, en matière de défense, est fondée sur la dissuasion : nous n'avons, en effet, ni revanche à prendre, ni territoire à conquérir, ni frontières à modifier. Cette dissuasion est pour nous, d'abord, et avant tout, un élément de stabilité. Nous ne sommes pas en mesure d'envisager une autre forme de dissuasion, et que la qualité de nos savoirs, de nos chercheurs, de nos ingénieurs, de nos militaires, nous a permis de mettre au point notre force nucléaire et thermonucléaire. Mais la dissuasion n'est pas un état immobile. Le plus gros de l'effort a été fait, mais chaque année doit marquer des progrès, donc exiger des progrès pour ce qui concerne la puissance globale, soit pour ce qui concerne la propulsion des engins, soit pour ce qui concerne le réseau des communications, soit pour ce qui concerne toutes les formes de protection.

Pour une politique de la fonction militaire

— Vous estimez donc justifiées les revendications des cadres militaires qui demandent une revalorisation à la fois matérielle et morale de leur situation ?

La condition militaire est un problème capital. Je m'en suis occupé comme premier ministre, je m'en suis encore davantage occupé comme ministre chargé de la défense nationale. J'ai fait voter un statut de la fonction militaire. J'ai présidé à l'installation d'un conseil supérieur de la fonction militaire. J'ai obtenu le principe de l'alignement automatique des rémunérations militaires sur les rémunérations civiles, et c'est à ma demande que, désormais, les décrets qui traitent de la fonction publique sont contre-signés par le ministre chargé des armées. J'ajoute que j'ai prêté la plus grande attention à ce que les plans de revalorisation de la fonction civile soient appliqués à la fonction militaire et que l'indemnité pour charges militaires soit régulièrement revalorisée. J'ai également mis au point les mesures qui doivent permettre des « carrières courtes ».

— Il s'agit là d'un travail constant. Des considérations particulières doivent entrer en ligne de compte : l'interdiction du droit syndical et des interruptions de travail, la mobilité des personnels, qui a des conséquences sur la vie de famille. Ajoutons que l'adaptation sociale modifie la mentalité des cadres. La tradition demeure une réalité dans certaines familles. La promotion par l'épaullette demeure une réalité comme elle l'a été toujours. Mais, en fait, compte tenu de la société moderne, tenir un emploi militaire c'est aussi tenir un « job ». Ce « job » a des servitudes qui, dans une société de progrès et de consommation, sont plus sensibles qu'en d'autres temps et justifient les aspirations des cadres qui sont à la fois d'ordre matériel et moral. Il faut à la nation des cadres militaires qui soient satisfaits de leur sort et qui, en même temps, aient confiance en leur avenir — que cet avenir soit pour une grande part de leur vie à l'intérieur des armées, qu'il soit dans des fonctions civiles à l'expiration d'un certain temps de service.

De nombreux problèmes particuliers doivent être sans cesse un sujet de préoccupation : les uns matériels, telle la situation des jeunes officiers chargés de famille ; tel l'avancement des sous-officiers ; les autres moraux, tel l'octroi de responsabilités réelles dès la trentaine, et même avant. Il faut désormais une politique de la fonction militaire.

— Revenons à nos deux premières considérations, qui portent sur le rôle de l'armée : la possession de l'arme nucléaire n'a-t-elle pas pour effet de faire douter de l'intérêt des forces classiques en général, du service militaire en particulier ?

— La différence entre forces classiques et forces nucléaires tend à s'atténuer. Il sera peut-être même difficile d'en parler d'ici vingt ans.

— Regardez notre corps de bataille, il était il y a cinq ans encore l'image même de la force classique. Le long et immense effort qui a abouti à doter nos forces aériennes, d'abord, nos forces terrestres ensuite, de l'armement nucléaire que l'on appelle tactique doit nous faire considérer que le mot « forces classiques » par opposition aux forces nucléaires n'est plus de mise. Notre corps de bataille aéro-terrestre est à la fois classique et nucléaire. Au cours des prochaines

La seconde considération qui justifie un examen, c'est la nécessité de faire la synthèse entre les différentes orientations de notre politique militaire. Il est vrai, on ne le dira jamais assez, que c'est la force nucléaire qui est notre orientation première et prioritaire. Ce qu'on appelle la défense opérationnelle du territoire est un complément de la force nucléaire, mais à aussi ses objectifs propres de défense et de dissuasion. La situation de l'Europe, autant qu'elle n'est plus que nos engagements, ne nous permet aucun neutralisme : il faut donc un corps de bataille, exister la force qui lui est nécessaire en fonction d'objectifs dont il est normal qu'ils soient de temps à autre réexaminés. La situation en Méditerranée, l'évolution du monde de l'autre côté de la Méditerranée, nos possessions d'outre-mer, et des engagements que nous pouvons avoir à l'égard de certains États africains justifient une force d'intervention aérienne, navale, terrestre. A la suite de l'examen auquel j'ai moi-même procédé après 1970, j'ai publié un Livre Blanc et des premières pages de ce Livre Blanc, j'ai indiqué l'utilité d'une publication hebdomadaire ou quinquennale d'un document analogue, marquant un maintien des orientations ou leur adaptation, ainsi que les choix, notamment en matière d'armement, qui en résultent.

Une troisième considération qui justifie ce réexamen, comme je l'ai fait moi-même il y a quatre ans, c'est la condition militaire. Sans doute n'est-ce pas par la condition militaire qu'il faut aborder le problème de la défense, mais on ne peut imaginer une défense valable et l'action officielle ne se porte pas constamment sur la condition militaire.

années, les nécessités de la tactique vont conduire à miniaturiser l'arme nucléaire (les forces américaines et russes disposent de formes nucléaires tactiques par milliers).

— Le problème que vous posez doit être en termes différents. La possession d'une force nucléaire de dissuasion, complétée, modernisée, accompagnée par tous les compléments indispensables à sa crédibilité, rend-elle désormais inutilisables les divisions du corps de bataille, la marine, qui garde les côtes et les communications, l'aviation, qui défend le ciel, les unités d'intervention outre-mer ? Cette seule énumération, telle que je viens de la faire, indique la réponse. Notre politique militaire, qui ne peut pas ne pas donner priorité à la force de dissuasion, ne peut pas ne pas comporter d'autres orientations. Encore une fois, tout cela a été bien des fois exposé depuis les débats parlementaires sur la première loi-programme jusqu'au Livre Blanc dont je vous ai déjà parlé.

— Une armée professionnelle ne peut-elle remplir ces différentes tâches ? En d'autres termes, le service militaire est-il encore utile ?

— La discussion à ce sujet n'est pas neuve, et ce que je vous dirai ne sera pas plus la conclusion du débat que ce que bien des orateurs et moi-même avons maintes fois dit depuis des années.

Il y a deux manières d'aborder le problème. Je veux dire de l'aborder de haut.
1. Il y a d'abord une approche politique. Faut-il en France des citoyens-soldats ? Je reste profondément républicain et même socialiste. La défense de la patrie ne peut pas être uniquement affaire de spécialistes. En même temps, il est bon que tous les hommes de France aient eu, pendant quelques mois de leur vie, une connaissance du métier militaire. Vous savez que je suis moi-même allé très loin puisque j'ai inscrit dans la loi formant code du service militaire une disposition qui autorise des jeunes filles à faire leur service si elles le veulent.

2. Il y a d'autre part une approche technique. On ne parle jamais des immenses difficultés de recrutement que rencontrent les armées professionnelles de nos alliés, Grande-Bretagne ou États-Unis. Elles sont considérables et se traduisent par de fortes dépenses. Pour faire face à l'ensemble de leurs charges, il leur faut des armées d'une certaine importance. Pour obtenir un nombre de soldats professionnels correspondant à ces objectifs, dans les économies industrielles et dans les sociétés telles que les nôtres, il faut proposer aux jeunes gens une rémunération importante et plus qu'une rémunération : la préparation à un métier, une petite importance à la fin de l'engagement, etc. Si ces conditions ne sont pas remplies, le recrutement est mauvais, voire insuffisant. Il faut proposer aux jeunes militaires non plus cette fois en fonction de l'intérêt national, mais en fonction des difficultés de personnes ou de difficultés financières.

Supprimer le service militaire — dans un premier temps on entendrait peut-être des applaudissements (moins qu'on ne pense) — mais dans un second temps les objectifs de notre politique de défense seraient réduits car nous ne serions certainement pas en mesure de faire face à toutes les tâches qui y correspondent.

— Il y a tout de même un

incontestable malaise du contingent.

— On fait état de quelques dizaines de lettres, de quelques centaines de notes, sur une pétition. Faut-il en faire un problème ? Faut-il en faire un problème ? Faut-il en faire un problème ?

Bien des problèmes se posent. Il y a cent ans les casernes militaires étaient en avance sur l'habitat civil. Maintenant, c'est le contraire. Compte tenu des contingences financières, j'ai établi un programme de chauffage, d'améliorations sanitaires, il faudra des années pour le réaliser, et les conscrits d'aujourd'hui sont plus sensibles que les conscrits d'hier à un confort matériel élémentaire.

D'autre part, nous sommes dans une société permissive, et il n'y a pas de forces armées sans discipline. Je serais tenté de dire qu'il est surprenant, compte tenu de l'atmosphère générale, de voir à quel point le service militaire est accepté. En 1973, au plus fort de certaines manifestations de rue, il n'y a pas manqué une recrue sur les quarante et quelque mille qui étaient convoqués pendant la semaine même de ces manifestations.

Enfin, il est exact, et c'est tout à fait satisfaisant, que les jeunes gens d'aujourd'hui sont plus exigeants que les jeunes gens d'hier. Je n'ai cessé de dire aux officiers que avaient charge de commandement : « Vous recevez aujourd'hui des jeunes qui, en écoutant la radio ou en regardant la télévision, savent où croient savoir non seulement ce que pensent nos dirigeants, mais ce que pensent M. Brejnev, M. Mao ou M. Nixon. Considérez désormais qu'ils peuvent être surpris s'ils ne savent pas ce que veulent deux leurs colonels ou leurs capitaines ! »

Il y a donc des adaptations de modernisations. Les récentes décisions de M. Soufflet sont bien inspirées et viennent à leur heure, mais je continue de considérer que le service militaire peut et doit être une bonne école, y compris une école de difficultés et d'endurance. C'est une responsabilité désormais capitale des chefs militaires que d'intéresser les jeunes. Cela dit, vous trouverez toujours des contestataires ! Le fait n'est pas nouveau, mais ce n'est pas la contestation de faire en tout et toujours la loi !

— Reste le problème de la durée : douze mois, n'est-ce pas trop, ou trop peu ?

— En 1969, après avoir procédé à un examen, j'ai proposé au gouvernement, puis au Parlement, la réduction du service à douze

mois — en fait un peu plus de onze mois. Faut-il davantage ? Si, ce qu'à Dieu ne plaise, nous ou nos enfants devions connaître des périodes de tensions ou de menaces, la tradition républicaine est là pour nous répondre : on augmenterait la durée du service. Je ne souhaite pas que cette hypothèse se vérifie.

La tradition républicaine veut aussi, et j'en suis fort partisan, que l'on fasse d'un nombre relativement important de conscrits des officiers, des sous-officiers ou des gradés de réserve. J'ai en son temps rajouté et diversifié la préparation militaire pour que certains aient une formation antérieure au service. Sous cette réserve la période de douze mois

Six mois, ce serait une mutation

La réduction à six mois dont on parle n'est pas une réduction comme les autres, c'est une mutation : les forces armées deviennent une université militaire. Nous n'avons plus, avec les conscrits, d'unités opérationnelles, il faut donc augmenter l'armée professionnelle et ne pas l'augmenter de quelques centaines ni même de quelques milliers : il faut des professionnels supplémentaires par dizaines de mille en sus du noyau d'armée dite « de métier » que représentent nos trois armées. Je ne cesse de dire aux officiers que ont charge de commandement : « Vous recevez aujourd'hui des jeunes qui, en écoutant la radio ou en regardant la télévision, savent où croient savoir non seulement ce que pensent nos dirigeants, mais ce que pensent M. Brejnev, M. Mao ou M. Nixon. Considérez désormais qu'ils peuvent être surpris s'ils ne savent pas ce que veulent deux leurs colonels ou leurs capitaines ! »

La réduction du service à six mois, c'est en fait la manière déguisée de modifier nos objectifs militaires. Je suis sûr, par exemple, que nous ne pourrions pas maintenir notre corps de bataille à son niveau actuel, que déjà, faute de crédits, — ce correspond pas exactement aux orientations fixées par le conseil de défense.

— Le président de la République a déclaré que l'Europe avait beaucoup plus de capacités qu'on ne croit à assurer sa propre défense (1) : ne faut-il pas voir dans cette idée l'annonce d'une orientation stratégique ?

Je n'ai pas souvenir de cette déclaration du président de la République. Pour ce qui me concerne, je doute à l'heure actuelle de la capacité militaire de bien des nations européennes. Comme il s'agit de l'Europe, l'Europe de l'intégration atlantique cache dans de nombreux cas un renoncement militaire. Il faudrait regarder nation par nation.

permet à l'armée de terre et, pour certaines fonctions, aux autres armées de former des cadres de réserve. Il y a aussi les techniciens : le rajoutement de l'appel décidé en 1970 peut donner à l'armée, parmi ses conscrits, un moins grand nombre de techniciens alors qu'elle en a grand besoin. J'ai pensé, et je continue de penser que, pour un petit nombre, des contrats complémentaires et volontaires de six mois, par exemple, comportant une formation technique civile parallèle, pourraient présenter des avantages pour les armées — et pour certains jeunes gens — encore une fois, un petit nombre.

— Dans ces conditions, je crois que la durée actuelle est bonne.

Juger à quel point la faible augmentation de leur budget militaire correspond, du fait de l'augmentation des soldes, à une diminution réelle et souvent profonde de l'efficacité de leurs armées. Enfin, j'oserais m'avancer avec prudence sur le terrain politique : le neutralisme a fait de grands progrès — et je ne m'en réjouis pas.

Quant au sentiment de la défense européenne, je dis, en pesant mes mots, non seulement il n'existe pas, mais il a considérablement diminué. Voyez-vous les pays nordiques émus par une menace sur l'Europe méditerranéenne ? Voyez-vous les pays méditerranéens émus par une menace sur l'Europe nordique ? Je préfère ne pas aller plus loin.

— Le problème ne se pose-t-il pas en termes nouveaux du fait de la mise en service d'armes nucléaires tactiques dans l'armée de terre, et d'autre part de la discussion de contrats d'armement avec plusieurs pays européens ? N'y a-t-il pas là deux éléments qui appellent une certaine coordination européenne ?

Ne méions pas deux problèmes tout à fait différents ! Le problème de l'armement tactique de notre corps de bataille est une affaire nationale que nous n'avons pas, à mon sens, à discuter avec quiconque hors le cas échéant, de certaines conversations très particulières pour certaines hypothèses déterminées. Il faut bien savoir que l'arme nucléaire est une arme nationale, et je ne vois pas comment une autorité non nationale pourrait en connaître.

Quant aux armements, il s'agit d'une affaire industrielle. Je puis dire que j'ai été pendant quatre ans de tous les ministères européens de la défense alors en fonctions, de loin le plus désireux de coopération industrielle européenne. C'est un problème qu'il

faut traiter comme on traite des problèmes industriels. Il n'y a pas d'incidence sur la politique ni la stratégie militaire. En particulier, la coopération doit être dissociée de toute pensée, ou arrière-pensée, d'intégration.

— Une dernière question d'ordre politique : pour assurer la survie de l'U.D.R., les uns estiment qu'elle doit se rallier au nouveau régime, les autres pensent qu'elle doit entrer dans l'opposition et se placer au centre gauche. Quelle est votre position ?

— Je n'ai à juger personne. Je vous dirai toutefois que le mot « nouveau régime » me paraît fort. Il y a des hommes nouveaux, et c'est déjà beaucoup.

L'U.D.R., certes, se trouve dans une position qui n'est pas celle qui fut la sienne. Les gaullistes ont été dans l'opposition sous la IV^e République, sous réserve pour certains d'entre eux de participation à quelques gouvernements. Sous la V^e République, ils ont fait partie de la majorité gouvernementale. Il leur est même arrivé d'être cette majorité à eux seuls. Tout est changé. Mais, à mon sens, il reste un élément : si l'U.D.R. cherche à se situer selon le vocabulaire traditionnel lié à une vision des amphithéâtres parlementaires, il n'y aura plus d'U.D.R. Tantôt avec de gros effectifs, tantôt avec des effectifs plus faibles, le raisonnement d'être d'un mouvement d'inspiration gaulliste est de chercher un rassemblement. Il y a des moments où ce rassemblement réussit. Il y a des moments où les circonstances conduisent l'opinion à ne pas vouloir de rassemblement ou à en vouloir moins. Ces circonstances ou ces mouvements d'opinion moins favorables ne doivent pas faire abandonner nos principes.

— J'ajouterais un dernier mot, politique, pour répondre à cette question politique. Je l'ai dit récemment à l'occasion d'un modeste comice agricole : la France vit dangereusement, l'inflation et la hausse du coût de l'énergie sont les causes de cette situation. La montée des prix, l'endettement à l'égard de l'étranger, les tensions sociales, en sont les aspects les plus inquiétants. Faire face exige une politique d'une rare fermeté, non pas pendant des semaines, mais sans doute pendant des mois ! Si cette analyse est exacte, peut-être faudra-t-il un jour concevoir un assez large rassemblement pour dominer cette situation dangereuse.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI.

(1) Dans une interview au Monde, le 3 mai, avant le premier tour de l'élection présidentielle.

Suivez les hirondelles. Plein sud.

Oubliez l'automne, les jours gris, les jours trop courts. Au Club, il fait plein soleil. Venez bronzer, juste avant l'hiver. Au Club, les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante. Vous profiterez des tarifs basse saison. Avec les excursions du Club, vous découvrirez de nouveaux horizons, pour vous tout seul, ou presque. Et si vous ne voulez pas bouger, le far niente aura bien du charme. Vous pourrez bronzer sans témoins ou bridger en toute quiétude. Goûtez les plats typiques de notre table d'abondance ou faire une cure de jerks au night-club, histoire de faire un peu plus de sport. Au Club, tout est compris et le Club a bien du charme en automne.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre gratuitement, salle 3 au cinéma l'Ermitage, 72, Champs-Élysées, permanent de 10 h à 13 h 30, non stop.

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8 / Tél. 266.52.52. Agence Harvas-Voyages de votre ville.

صحة العمل

ÉDUCATION

A L'UNIVERSITÉ DE PARIS-NORD

Un institut prépare aux métiers de la communication de l'information et de la documentation

Que faire quand on est étudiant en lettres, ou sur le point de le devenir, et qu'on ne se destine pas à l'enseignement ? Ce problème, qui est celui de dizaines de milliers d'étudiants, commence à recevoir quelques solutions, encore limitées. Celle par exemple celle proposée par l'institut des sciences et techniques de la communication (ISTECO). M. Abbon, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche des sciences de l'expression et de la communication de l'université de Paris-Nord (Paris-XIII), dont fait partie l'ISTECO, a présenté cet institut à la presse, le jeudi 5 septembre, dans les locaux de l'Agence nationale universitaire d'information (I).

Depuis un an, l'ISTECO (2) prépare les étudiants aux professions de la communication, de l'information et de la documentation : responsables des services de formation des entreprises, des services de relations publiques, des services audiovisuels, documentalistes, d'entreprises, par exemple. L'université, par l'entremise de l'ISTECO, vient donc « chasser » sur un terrain occupé principalement par des écoles privées. L'existence de cet institut d'autre part, correspond à la décision du conseil de l'université de Paris-Nord d'adapter ses enseignements aux finalités professionnelles.

Une large participation des professionnels

L'enseignement de l'ISTECO est sanctionné par deux maîtrises, qui ont valeur de diplôme national : la maîtrise des sciences et techniques de la communication et la maîtrise des sciences et techniques

(1) 11, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, Paris (75001).
(2) Avenue J.-B. Clément, 93030 Villiers-sur-Marne, tél. 82-16-20, pour. 425

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY
35, rue de Valenciennes, 75011 Paris

- Le REGENCY est à la fois un lycée et une école.
 - Pas de limite d'âge.
 - Classes (de 9 élèves en moyenne) de 3 heures par jour.
 - Leçons par petites sections dans chaque domaine.
 - Examen de Cambridge.
 - Cours, piscine, courtoisie, etc.
- REGENCY, NANGATE KENT G.R.
11, rue de Valenciennes, 75011 Paris
Tél. : 55-21-12 ou Mme BOULLON
4, r. de la Prévoyance, 95 SAUBONNE
Tél. : 95-26-33, en soirée.

M. Jean-Pierre Soisson reçoit
M. Sdzislaw Kaczmarek

LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE FRANCO-POLONAISE VA ÊTRE DÉVELOPPÉE

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, a reçu, jeudi 5 septembre, M. Sdzislaw Kaczmarek, vice-ministre de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique en Pologne. Les deux ministres ont discuté de la coopération universitaire entre les deux pays. La Pologne arrive, en effet, du point de vue de cette coopération, en tête des pays de l'Europe de l'Est.

Une délégation des présidents d'universités françaises se rendra en Pologne au mois d'octobre, et la France recevra à son tour, d'ici à la fin de l'année, un groupe de recteurs d'universités polonaises. Ces rencontres ont été organisées par la visite en Pologne, au mois de juillet, de M. Dischamps, qui présidait la commission internationale de coopération universitaire des présidents, avant d'être nommé directeur des enseignements de la recherche et des personnels au secrétariat d'État aux universités. Elles permettront, en particulier, de se rendre compte si une coopération plus large est possible, par le biais notamment des programmes de recherche communs et d'actions concertées entre les universités des deux pays. Une confrontation pourra avoir lieu sur les réformes de l'enseignement supérieur projetées, ou en cours, en France et en Pologne.

M. Soisson a émis le souhait, à cet égard, qu'une réflexion commune puisse être entreprise sur les finalités de cet enseignement et, au-delà, sur l'évolution des sociétés françaises et polonaises avec laquelle il interfère. Le secrétaire d'État français a, d'autre part, été invité à un voyage officiel en Pologne. Il pourrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année, compte tenu du calendrier des rencontres franco-polonaises que le voyage de M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ne pourra que renforcer.

COLLEGE PRIVE MAXE DE LOURDOUX-SAINT-MICHEL
(Indre 35) - Tél. : 42
400 m. d'altitude - Fondé en 1840
6 à 12 ans : A, B, C, D, G, Q, R
Mathématiques supérieures - Lettres supérieures
COURS AUDIO-VISUELS - NATATION - ÉQUITATION
EXTÉRIEUR - PENSION - Demi-pension
Cours de vacances 75 : 1^{er} au 31 août
Pour tous renseignements, écrire au collège ou téléphoner.

JUSTICE

LA GRÈVE « SAUVAGE » DE LA PRISON DE FRESNES

QUATRE SURVEILLANTS SONT PROVISOIREMENT SUSPENDUS DE LEURS FONCTIONS

Quatre surveillants de la prison de Fresnes, tenus pour responsables de la grève « sauvage » qui s'y était déclenchée jeudi 5 septembre (nos dernières éditions), ont fait l'objet d'une mesure de suspension de fonctions. Cette grève, qui a été par deux fois désapprouvée par l'intersyndicale des personnels pénitentiaires, a pris fin dès jeudi soir.

Ce mouvement spontané, qui n'a touché ni l'hôpital ni le personnel du Centre national d'orientation (C.N.O.), paraît avoir une double origine. D'une part, un fort accroissement de l'absentéisme pour cause de maladie des surveillants — une cinquantaine, dit-on — ce qui a accru notablement la charge de leurs collègues en poste. D'autre part, le libellé des circulaires de M. Jean Lecanuet, ministre de la justice (en date du 23 août) et de M. Georges Beljean (en date du 28 août) alors qu'il n'avait pas encore été remplacé à la tête de l'administration pénitentiaire par M. Jacques Mégret. Ces textes faisaient le point sur les modifications au régime pénitentiaire approuvées par les conseils des ministres du 31 juillet et du 7 août.

Dans la circulaire du ministre, figurent tout d'abord des dispositions tendant à la réorganisation de la fonction pénitentiaire et qui prévoient notamment la création d'une école de cadres — pour le recyclage — et un ren-

A Saint-Etienne

LES PARENTS D'UN DÉTENU TUÉ PAR UN GARDIEN PORTENT PLAINTE POUR HOMICIDE VOLONTAIRE

(De notre correspondant.)
Saint-Etienne. — Après la mort d'un jeune détenu, M. Gilbert Bernard, vingt-deux ans, tué d'un coup de carabine par un surveillant lors d'une mutinerie à la maison d'arrêt de La Talaudière (Loire), près de Saint-Etienne, le 28 juillet dernier, les parents de la victime viennent de porter plainte pour homicide volontaire. Alors que la prison était cernée par une compagnie de G.R.S., M. Vernot, un surveillant qui n'était pas en service mais avait été appelé en renfort, avait ouvert le feu sur M. Bernard avec une carabine 22 long rifle (le Monde du 30 juillet). Après l'ouverture d'une information par le parquet de Saint-Etienne, les parents de M. Bernard avaient déclaré qu'il leur paraissait impossible que leur fils ait été tué lors d'une tentative d'évasion puisque le toit du bâtiment sur lequel il se trouvait est situé au centre de la prison, loin des murs d'enceinte.

● De nouveaux offices de notaires sont créés, par arrêté du garde des sceaux, publiés au Journal officiel du 6 septembre 1974 : dix-neuf pour la cour d'appel de Paris, six pour celle de Lyon, six pour celle de Bordeaux (Gironde), un à Reims (Marne), un à Evreux (Eure).

LA CONSOMMATION DE FUEL

SERA RÉDUITE DE 15 % DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

M. René Haby, ministre de l'éducation, est un ministre heureux. Du moins se considère-t-il comme tel. Les ministres de l'éducation ont coutume d'être considérés comme des ministres « à la dérive », au mieux de France-Inter le jeudi 5 septembre, puisque son ministère n'a pratiquement pas participé aux économies importantes qui ont été demandées à cette année à d'autres ministères. D'autre part, il a été admis également que l'augmentation du budget (...) serait plus forte dans l'éducation que dans les autres ministères.

Interrogé sur les conditions de sécurité dans les établissements scolaires, M. Haby a indiqué que, depuis trois ans, une somme de 400 millions de francs avait été mise à la disposition des établissements « pour pouvoir retrouver des normes de sécurité satisfaisantes réclamées par des commissions spécialisées ».

Mais le ministre a surtout donné des précisions sur les conditions pour le chauffage des établissements scolaires, des restrictions de fuel envisagées par le gouvernement, et auxquelles son ministère n'échappera pas. Cette affaire de fuel est, selon lui, un drame national dont on n'a peut-être pas conscience encore. Actuellement (...). Dans ce domaine, l'éducation ne doit pas montrer l'exemple de la conscience civique. Ce qui ne veut pas dire que le chèque de la conscience civique, que les établissements scolaires soient plus froids que les bâtiments préfectoraux, par exemple. Bien entendu, on tiendra compte de la fièvre des enfants, des conditions particulières de la fonction enseignante. Mais si n'est pas question, pour nous, de demander un régime de faveur.

Les chers d'établissement ont reçu carte blanche pour préparer un programme d'économie sur la prochaine année scolaire. Il leur a toutefois été demandé de réduire leur consommation de 15 % par rapport à l'an dernier. « Il leur appartiendra », a précisé M. Haby, de choisir les moyens qui leur sembleront les meilleurs : dans certains cas, la fermeture du chauffage les jours de congé ou une certaine surveillance de façon à ne pas dépasser un degré excessif pourrait vraisemblablement suffire. Si vraiment il apparaît que ce n'est pas suffisant, nous pourrions des mesures plus importantes, comme par exemple des emplois du temps tels que l'on puisse, à certains moments, laisser des classes inutilisées et donc non chauffées. Ces mesures, souligne M. Haby, devront être étudiées avec les familles afin de ne pas se traduire, pour elles, par une gêne.

PÉRIPHÉRIQUES D'ORDINATEURS ?

ce que les autres promettent...

de l'innovation
● nous avons une politique de recherche qui vous apporte la meilleure technologie!

des performances
● grâce à notre matériel de pointe, vous gagnez plus de temps, donc plus d'argent!

du service
● notre réseau après-vente est le plus dense et vous êtes dépannés immédiatement!

des spécialistes
● notre expérience est basée sur des années d'activité dans l'informatique!

du dynamisme
● grâce à ces qualités, notre clientèle augmente notablement chaque année!

ce que tient MDS!

● MDS consacre 7 millions de dollars par an pour la recherche.
● 1985: MDS invente la saisie des informations sur bande magnétique. Avantage: rapidité d'entrée des informations en ordinateur, permettant de pallier à son rythme propre.
● 1974: 3 gammes complètes MDS: 2.400, 2.300, 1.200... et toujours la data recorder.
● MDS: 5 produits nouveaux chaque année.

● quand MDS dit "imprimantes 1250 LPM", elles impriment 1250 lignes par minute, avec un jeu de 64 caractères. Quand MDS dit: les terminaux lourds MDS transmettent à 50K bauds, ils le font bien à la cadence de 5.000 caractères par seconde.
● si MDS réalise 20 % de son chiffre d'affaires avec des constructeurs d'ordinateurs, il y a une raison...

● en France: 17 agences, 35 centres techniques.
● MDS n'est qu'à 1 heure de votre succursale ou de votre filiale.

● MDS ne fabrique pas d'ordinateurs, mais des systèmes périphériques d'ordinateurs. En tout, 150 systèmes ou produits, tous destinés à libérer votre ordinateur des tâches d'intendance: 40.000 postes de saisie et plus de 15.000 équipements de transmission et d'impression, dans le monde, sont des MDS.

● chiffre d'affaires 1973 de MDS: 170 millions de dollars.
● progression annuelle: +20 %...

MDS
MDS FRANCE S.A.
Tour Gamma B
197, rue de Bercy
PARIS 12^e Tél. 345.40.45

TWA PROPOSE UN NOUVEAU TARIF REDUIT VERS L'AMERIQUE. LE TARIF APEX TWA.

Economisez jusqu'à 2042F sur un aller-retour Paris-USA.

Vous pouvez réserver vos passages dès maintenant au nouveau tarif APEX (advance purchase excursion fare). Sujet à approbation gouvernementale, ce tarif vous permettra de voyager dès le 1^{er} novembre en classe économie, Service Ambassador sur les vols réguliers TWA, Boeing 747 y compris.

— Vous devez faire vos réservations aller-retour et acheter votre billet au moins deux mois avant votre départ.

Cependant, pour le lancement de ce nouveau tarif TWA Apex, vous avez jusqu'au 30 septembre pour réserver un départ en novembre. Même si celui-ci a lieu le 1^{er} novembre.

— Votre séjour en Amérique doit durer au minimum 22 jours et au maximum 45 jours.

— Vous devez prendre et payer la totalité de votre billet aller-retour dans un délai de 7 jours après que vos réservations aient été faites, sans toutefois que cela puisse être moins de deux mois avant votre départ.

— Après que vous ayez acheté votre billet, tout changement de destination, de vol ou de date de départ nous obligera à retenir

25 % du coût du voyage en frais d'annulation.

En outre, nous serions également obligés de prendre un supplément de tarif si ces changements avaient lieu une fois votre voyage commencé.

— Aucun arrêt en cours de route, si ce n'est au point de destination n'est possible à ce tarif.

— Les places à tarif réduit Apex sont en nombre limité.

Afin de vous assurer la vôtre, faites vos réservations aussi longtemps à l'avance que possible.

— Les économies indiquées sont celles que vous faites sur les tarifs réguliers d'hiver en classe économie au départ de Paris, pour la même destination.

Les tarifs indiqués ci-dessous sont valables jusqu'au 31 mars 1975.

Ces restrictions peuvent vous sembler importantes.

Les économies que vous pouvez faire le sont aussi. Vous pouvez bénéficier d'économies comparables à celles-ci pour d'autres villes desservies par TWA aux Etats-Unis.

Appelez votre agent de voyages ou TWA au 720 62 11 dès aujourd'hui.

PARIS-NEW YORK

Aller-retour APEX : 1603 F. - Vous économisez 1346 F.

PARIS-BOSTON

Aller-retour APEX : 1577 F. - Vous économisez 1321 F.

PARIS-WASHINGTON

Aller-retour APEX : 1761 F. - Vous économisez 1382 F.

PARIS-CHICAGO

Aller-retour APEX : 1848 F. - Vous économisez 1633 F.

PARIS-LOS ANGELES/SAN FRANCISCO

Aller-retour APEX : 2473 F. - Vous économisez 2042 F.

5000 م. الامل

Sealink

Le Monde DU TOURISME ET DES LOISIRS

Point de vue

N'IMPORTE QUOI A N'IMPORTE QUEL PRIX...

UNE certaine désaffection des Français pour les vacances à l'étranger, la faillite d'un grand tour-opérateur anglais, sont, à la fin de cet été, les éléments d'une réflexion à laquelle se livrent tous ceux qui s'intéressent au tourisme dans notre pays. On a tenté d'expliquer la faillite de la Court Line, en avançant, entre autres, l'hypothèse que la clientèle délaissait les soleils proches et baignés que l'on trouve sur la Costa Brava, aux Baléares, en Tunisie. Peut-être analyse-t-on les Français sur ces mêmes bases ?

Il est exact que, cet été, nos compatriotes ont été plus nombreux que ces dernières années à rester dans l'Hexagone pour leurs vacances. Les raisons ? Elles ne manquent pas : la hausse des prix de l'énergie dans le courant de l'été ; la situation politique française créée par la mort de Georges Pompidou, et la période d'incertitude inhérente à l'élection présidentielle ; l'augmentation du coût de la vie dans les pays réputés touristiques ; cités plus haut : l'effort fait par certains organisateurs de vacances pour proposer des séjours en France.

Qu'avons-nous constaté ? Qu'en réalité, ce sont les produits du « bas de la gamme », et non tel ou tel pays, qui ont été atteints par la mévente. Dès l'annonce des augmentations des tarifs aériens — réguliers et charters, — une première analyse de la situation permettait de prévoir cette éventualité. Les résultats de la saison touristique n'ont fait que le confirmer.

Sont restés en France (et ainsi ont « bouclé » la Roumanie, la Yougoslavie, l'Espagne, la Tunisie — régions où sont pratiqués le plus souvent les prix d'attaque des « marchands » de vacances) ceux pour qui une hausse de 10 ou de 20 %, même appliquée sur un prix très bas, représentait une augmentation impossible à faire absorber par un budget déjà calculé au plus juste.

Des preuves... Dès le mois d'avril, la Tunisie, les Baléares, accusaient une baisse de clientèle, alors que les long-courriers (ou parfois était exigé un supplément de 300 ou 400 F pour la taxe dite de carburant) n'enregistraient aucun fléchissement. Autre exemple. Cet été, aux Baléares, ce sont les hôtels les plus chers qui, en général, se sont le mieux vendus.

Enfin, si l'on examine la situation des tour-opérateurs français, on constate que ceux qui reconnaissent des baisses de l'ordre de 10 à 30 % sur les inscriptions de 1973 sont ceux qui avaient établi leur réputation sur de très bas prix et qui ne proposaient pas de produits français. En outre, les événements de Grèce n'ont rien arrangé, mais le phénomène de mévente était enregistré bien avant la date de la crise en Méditerranée orientale.

La réduction des marges, la majoration abusive des commissions au réseau de distribution, conduisent à mettre sur le marché des produits non rentables, et qui faussent le jeu. Ils attirent une clientèle qui, en réalité, n'a pas envie des moyens financiers d'accéder à un tel mode de vacances et qui s'effarouche et disparaît au moindre nuage économique.

Cette « réaction » est-elle grave, car établie alors des prévisions à un an de distance — délai minimum pour préparer une saison, — en tablant sur un pareil potentiel, relève plus de la voyance que du marketing. On voit tout le danger pour une activité en train de parvenir au stade industriel. C'est, en effet, sous cet aspect d'industrie nouvelle que doivent être considérées les perspectives du tourisme dans les dix prochaines années.

Les vacances à forfait ne trouvent, en France, que 3 % d'acquiescements. Parmi les vingt-quatre millions de nos compatriotes qui partent en vacances (selon les normes de l'INSEE), alors que les marchés anglo-saxons ou scandinaves évoluent entre 8 et 14 %, il est donc évident que nous allons assister en France à la naissance de géants du tourisme.

A nous de savoir tirer les enseignements des échecs étrangers d'aujourd'hui, et de retenir cette première leçon : ne pas vendre n'importe quoi, à n'importe quel prix.

Si, dans un premier temps, une folle politique de prix d'attaque, d'abaissment des marges, d'augmentation des frais de distribution séduit une nouvelle couche de clientèle, on voit mieux, désormais, les retours de manivelle qui peuvent en résulter. Dans un milieu soumis à autant de conjonctures différentes — politique, sociale, économique, climatique, sanitaire (le choléra, par exemple), — et qui exige, par conséquent, une gestion minutieuse : à une époque où l'on veut freiner la consommation et où le gâchis est condamné, il est temps de reconsidérer les objectifs et, surtout, d'habiller des produits à l'idée simple que tout se paie, même un charter, à son juste prix.

JEAN-PIERRE HUTIN, directeur général de Vacances 2000.

Un site et ses pierres

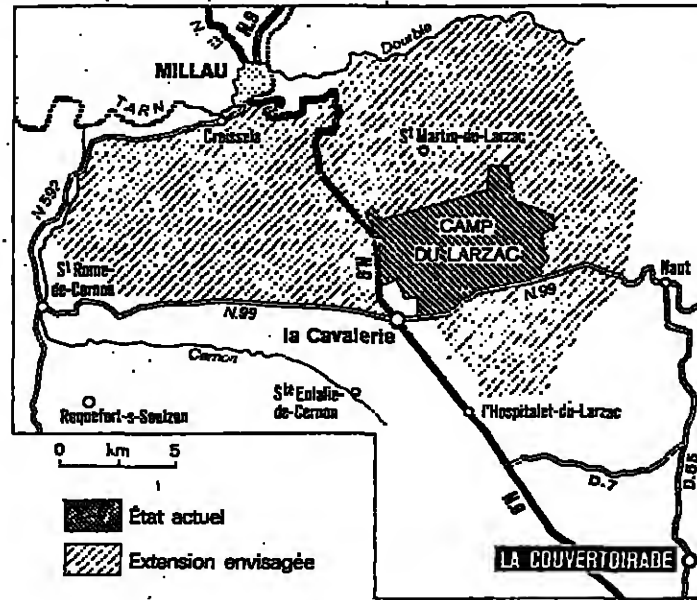
LE LARZAC DES TEMPLIERS

On dit déjà que, cet été, un peu moins de Français ont cherché hors de leurs frontières le « site peu connu » garant d'un dépassement dans le temps, devenu une des exigences majeures du voyage de vacances. Faut-il aller toujours plus loin pour rencontrer l'équivalent de ce que furent l'île grecque sans histoire et le village d'Anavolia intact ? Il s'agit de découvrir où elle se trouve une région en principe « échappant » au découvreur. Pourquoi pas dans le Larzac des Templiers où nous introduit une récente plaquette courte mais convaincante et soignée d'André Soutou, intitulée « La Commanderie de Sainte-Eulalie-du-Larzac » ?

La poursuite de l'île déserte étant toujours plus ou moins soustraite par celle de l'île ou trésor, cette exploration des paysages, qui est l'œuvre de l'homme, et des ruines austères, vers le sud-est de l'Aveyron, près des limites du Gard et de l'Hérault, risque de décevoir ceux qui croient aux légendaires caisses d'or des Templiers. Les « trésors cachés » du Larzac n'en existent pas moins. André Soutou les a rencontrés tous les jours, pendant des années de patientes et ferventes observations ici résumées. Il nous invite à les partager. Il suffit de « laisser sa voiture » et de se mettre en route de marche dans l'air vif du plateau calcaire. Là, le « vrai trésor » des Templiers se révèle dans la mise en valeur exemplaire de la région et dans l'organisation de leur Commanderie.

Déjà les militaires !

Alors, au milieu du douzième siècle, l'implantation militaire sur le Larzac (déjà !) se caractérisait par le respect des civilisations locales. Les Templiers et les Hospitaliers, qui leur succédèrent après l'arrestation massive due à Philippe le Bel, en 1307, et la dissolution de l'ordre, ont laissé un ensemble de chartes rédigées non en latin mais en langue locale. André Soutou puise largement dans le « fonds de Malte », des archives départementales de la



Haute-Garonne à Toulouse, où les documents administratifs en langue d'oc du douzième siècle, venus de la Commanderie de Sainte-Eulalie, sont particulièrement précis, abondants et d'une lecture savoureuse.

Ces textes suffisent pour reconstituer la politique d'installation de l'ordre qui élimine peu à peu la tutelle des seigneurs locaux et l'appartenance à des « bailliages » lointains (Cavaud, Saint-Guilhem-le-Désert), grâce à d'habiles achats et à une non moins habile manière de susciter les donations : « Donations à Dieu et à la Commanderie ».

Bien entendu, en échange des fermes, la Commanderie devait recevoir « et assurer le salut » des « donnants ». Ainsi libérée d'une double autorité, la population se concentre sur trois points d'appui bien gérés et protégés : Sainte-Eulalie, la Courtoisade et la Cavalerie. Au dix-septième siècle, les Hospitaliers, comme l'avaient fait les Templiers, investissent sur place dans des aménagements le produit de leurs redevances : embellissement du château, fontaines publiques, etc.

André Soutou a photographié pour illustrer une visite archéologique de ces ruines murales, qui ne manquent pas de dignité, ce qu'il reste du système défensif du château de Sainte-Eulalie ou Larzac, devenue Sainte-Eulalie-de-Cernon : machicoulis sur arcade, couronnement des tours d'angle curieusement surmontées d'une poire de poulies saillies dans la pierre, etc. Il a entrepris de relever des fresques du dix-septième siècle, encore fraîches mais toujours menacées, et des inscriptions. Surtout, il nous invite de façon directe et persuasive, sur un ton juste, à le suivre sur ces itinéraires du Larzac où l'on croise encore « de grands troupeaux de brebis gâtées » ou de moutons transhumants. Il a déjà consacré aux voies anciennes (voies romaines et médiévales...) et à la Courtoisade, d'autres petites plaquettes où l'on apprend à voir la fenêtre bouchée, l'escalier dans le roc, la « crotte » de la bergerie ou, en remontant dans le temps, le dolmen, les restes de la station routière des Romains, transportant à dos de mulet des poteries entre ces points sur la carte qui deviendront Millau et Lodève.

L'escalier dans le roc

Surtout, il fait systématiquement l'économie de l'érudition comme telle : sa manière de citer les textes ou ses appels à la toponymie semblent venir simplement enrichir la pure observation d'un paysage par un promeneur solitaire.

PAULE-MARIE GRAND.

* A. Soutou, la Commanderie de Sainte-Eulalie, « de Larzac », 34 pages, 1974, 10 F. G.O.P. Toulouse 1975-23. A. Soutou, 32, rue des Cadres ; la Courtoisade, « le Larzac autour de la Courtoisade », 32 pages, 1973, 6 F. ; en collaboration avec Claude Rivale, Rougemont en Languedoc, 32 pages, 1974, 6 F.

A SUIVRE... Le confort sans étoiles

C'EST avec une satisfaction évidente, mais où transparaît toutefois une solide pointe d'amertume, que les propriétaires d'hôtels dits « de préfecture » (les établissements non homologués « de tourisme » par le commissariat général) ont accueilli les récentes décisions aux termes desquelles ils pourront désormais voir plus aisément leurs chambres accéder à l'homologation officielle et, partant, bénéficier à leur tour des primes accordées par le F.D.S. (Fonds de développement économique et social) à l'hôtellerie classée. En effet, M. Gérard Duceay, secrétaire d'Etat au tourisme, annonçait récemment qu'un nouvel arrêté ramènerait à sept le nombre minimum de chambres nécessaires, qui était jusqu'ici dix à dix-huit.

Ombrien sont-ils ces hôtels, que leur appellation actuelle plutôt péjorative dessert souvent bien injustement ? Il est encore difficile de les saisir très précisément, puisqu'ils se trouvent pile-niè sous une même étiquette des établissements mieux que « confortables », correspondant aux 1 et 2 étoiles anciennes normes, et des endroits réellement sordides.

Pourtant, le recensement mené en 1967 par l'INSEE, dernier travail officiel en date, faisait état de trente-cinq mille trois cent vingt-huit hôtels totalisant quatre cent sept mille chambres — toutes catégories confondues. Un chiffre loin d'être négligeable lorsqu'on le traduit en pourcentages, pour constater que ces anonymes représentent un tiers de la capacité totale de l'hébergement de nos provinces, et deux tiers de celui de la capitale.

M. Robert Rabier, président du Syndicat national de l'hôtellerie non homologuée, dit les raisons de cette amertume évoquée plus haut : « Si nous sommes très favorables à cette récente modification des normes, nous ne pouvons pourtant que déplorer qu'elle intervienne seulement aujourd'hui, alors que nous avons daté de nos années durant, alors que, surtout, le reclassement des hôtels de tourisme est terminé, et que nombre de nos adhérents se sont lancés dans de très coûteux investissements pour être agréés à l'homologation, investissements que les nouvelles dispositions auraient considérablement réduits... »

Autre grief, et non des moindres, le maintien d'une T.V.A. inexpliquable et écrasante : « Par un inexplicable phénomène, nos hôtels — des hôtels « modestes » par définition — restent assujettis à un taux de T.V.A. de 17,6 %, alors que la logique voudrait qu'il soit ramené, à l'instar de celui des terrains de camping, à 7 % seulement... Si nos hôteliers ne se sentent pas encouragés par une fiscalité assouplie, je doute qu'ils manifestent tout l'enthousiasme que l'on semble attendre d'eux ! »

Il est souhaitable que le nouveau secrétaire d'Etat au tourisme se penche plus attentivement que ses prédécesseurs sur ce dossier : son désir parait affirmé de doter enfin le pays d'un potentiel d'hébergements accessibles à des budgets « modestes ».

A cet effet, M. Duceay a annoncé aussi « un espoir sur ce qu'il est convenu d'appeler « les « chambres d'hôtes » style B&B and Breakfast anglais », c'est-à-dire chambre chez l'habitant avec petit déjeuner. Dès l'an prochain, deux régions — non encore déterminées — serviront de banc d'essai pour une expérience qui, si elle devait être positive, pourrait modifier grandement dans un avenir relativement proche les habitudes des Français en vacances.

Mais le problème fiscal que pose nécessairement la formule, reste entier : comment — une fois vaincues les probables réticences de nos compatriotes à ouvrir leurs portes à des « étran-

gers » — le ministère de l'économie et des finances entendrait-il taxer ces ressources particulières d'un caractère très particulier en France, mais dont l'Europe — et notamment la Grande-Bretagne — a depuis longtemps su apprécier les bienfaits, au double plan de la rentabilité et de l'agrément du voyageur ? C'est à M. Pourcade qu'appartient la réponse. Une réponse qu'il devra livrer sans plus attendre, si l'on veut penser en temps voulu à l'été prochain.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Circuits Touristiques de 3 à 7 jours pour découvrir la République Démocratique Allemande

Le REISEBURO de la R.D.A. vous propose trois intéressants circuits, à des prix choc, pour visiter la R.D.A. Départs chaque semaine jusqu'au 23 septembre (sauf 1re semaine de septembre) - Circuits en autocar ou en voiture particulière. Hôtels 1re catégorie - Guides et interprètes.

- Circuit A : 3 jours
Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig, Berlin.
- Circuit B : 5 jours
Berlin, Dresde, Leipzig, Wittenberg, Potsdam, Berlin.
- Circuit C : 7 jours
Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig, Weimar, Eisenach, Erfurt, Potsdam, Berlin.

Pour tous renseignements concernant ces circuits et toute forme de voyages individuels ou en groupe, consultez :
CGIT : 10, rue de Séze 75009 - PARIS Tél. 742-43-50
TRANSTOURS : 149, av. de l'Opéra - 75009 PARIS Tél. 742-47-38
WAGONS-LITS : 14, Bd des Capucines - 75009 - PARIS Tél. : 260-33-10
ou votre agence de voyages.

REISEBURO de la R.D.A.

A pied, par le train ou en voiture...

car ferries

Sealink

LA PLUS GRANDE FLOTTE POUR L'ANGLETERRE

Brochure Sealink dans les gares et les bureaux de tourisme SNCF, aux Chemins de Fer Britanniques Paris, dans les Agences de voyages ou à Air-Transport, 4, rue de Surène, Paris 8^e.

SNCF

ASSOCIATION DE RENCONTRE ET LOISIRS POUR CELIBATAIRES

Une méthode moderne qui vous permet :

- de multiplier vos relations (masculines et féminines) ;
- de participer à des soirées dansantes ;
- de passer vos vacances avec d'autres célibataires.

Donnez une documentation à :

ELYSEES RENCONTRES
25 rue Chaligny
75119 - PARIS
Tél. : 256.02.47 (24h. sur 24)

À DÉCOUPER

tourisme

DE MOULINS A MOULINS

Circuit royal en Bourbonnais

PAROIS assimilé, à tort, à l'Auvergne, le Bourbonnais, autant que sa voisine, plus rude, plus sombre, forme à lui seul une province, avec ce que cela comporte d'originalités rassemblées, d'unité propre et véritable. Les rois de France l'accréditaient dès son rattachement à la couronne, en 1527, et en firent l'appanage de près en fils de la dynastie bourbonnienne. La famille royale, dont le nom se ramifiait par le jeu des alliances partout en Europe, donnait ainsi un gage d'affection particulière. C'est François II qui réclama l'héritage bourbonnais au célèbre comte-taille.

A parcourir la région — l'Allier actuel recouvre à peu près la province d'aujourd'hui — on peut aisément faire revivre dans leur cadre ces premiers ducs de Bourbon, dont la seigneurie naquit à Bourbon-l'Archambault. Les curistes, prenant les eaux, voient les ruines de la demeure. Au fil des routes, en rayonnant autour de l'ancienne capitale du duché, Moulins, on

retrouve nombre de leurs souvenirs que le temps a hélas ! en grande partie dispersés au vent de l'histoire. Les Bourbonnais habitent dans leur fief selon des nécessités mais aussi, et c'est notre chance, au gré de leur fantaisie.

A Moulins, le vieux château semble s'abriter derrière la cathédrale : on s'arrête là plus volontiers pour admirer le triptyque du « Maître », chef-d'œuvre de la peinture française du quinzième siècle, dont un timbre à multiples résonnances un fragment de beauté. En direction du sud-ouest, à 12 kilomètres, Souvigny. Les ducs y sont à jamais présents : l'église abbatiale Saint-Pierre (onzième siècle) renferme la sépulture des ancêtres, inhumés là avant leur accession au trône.

De Moulins, par la R.N. 5 longeant l'Allier, on rejoint Saint-Pourçain, sur la Sioule. La rivière est devenue sage, après un amont plein d'impétuosité, ayant taillé d'après gorges dans les roches que lui opposait le Massif Central. Dès le haut Moyen Âge, Saint-Pourçain connut une juste célébrité : pour ses vins à déguster en regardant les éleveurs du Charolais conduisant les marchands par de joyeux « tope là ». Remonté aussi, la belle église Sainte-Croix, dont l'appareillage sombre rehausse la sobre architecture (dixième, treizième siècles).

Derrière l'abside, à droite, un panneau indique Chantelle (R.N. 637). L'abbaye bénédictine, peu connue, est logée dans ce qui fut un des châteaux des intrépides ducs ; sa fondation remonte à 836. Les vieilles maisons alentour achèvent de donner à Chantelle ce ton grave mais accueillant des cités chargées d'ans.

La départementale 42 conduit à Gannat, aux confins de la Limagne et des dernières collines qui, en la bordant, dominent la plaine. Site privilégié où s'arrêtaient les légions romaines ; un autre château des Bourbonnais, les remparts les demeures médiévales, tout confirme l'importance et l'histoire de la ville.

En suivant la R.N. 9A, on traverse d'abord la Limagne bourbonnaise, agricole, ensoleillée. La grande Limagne, qui la prolonge, s'étale sur la droite, « communautaire, roulante, commerciale, terre riche, concentrée de fertilité », telle que l'a décrite le poète-écritain Henri Pourrat.

Une taverne pour le roi

Traversez la forêt de Montpensier, on arrive à Vichy. La ville d'eaux, grâce aux aménagements du fleuve, a reçu une nouvelle ampleur. En pleine saison, l'animation rivalise avec l'élégance ; mais l'hiver, sous les ombrages solitaires, du parc,

l'évocation des ducs sera plus nostalgique : leur lointain passé flotte encore dans l'église Saint-Étienne ; ce fut leur ancienne chapelle. Rattaché à Vichy — sans en être un faubourg — et cité plus ancienne, Cusset fut le lieu d'une rencontre historique. En 1440, dans une taverne devenue monument historique, Charles VII se réconcilia avec son fils Louis XI. Le duc de Bourbonnais avait aidé à la formation de la révolte. Les maisons à encorbellement, à pignons, l'église romane, ont peut-être assisté aux fastes royaux du quinzième siècle. Il ne reste plus qu'à imaginer les rassemblements que Louis XI avait fait édifier.

Des épices sur la berge

L'Allier conserve au sortir de la Limagne les lents méandres que lui facilite la plaine. De part et d'autre de Saint-Yorre, au sous-sol aquifère, deux haltes encore. L'une au château, presque inconnu et caché derrière ses frontons, de la Foivre, issu directement d'une époque de féodalité pacifique, assez peu remanié, le château tirerait son nom du lieu où, sur la berge, étaient déchargées les épices. L'autre, coustale alors juste en contrebas. Sur la four polygonale de l'intérieur, au-dessus de la porte d'entrée, dans un raffinement qu'apporte la Renaissance, sont sculptées les armes des seigneurs fondateurs, les Groing, nom qui sous-entend force et rudesse : trois lures de sangliers. En face, sur l'autre rive, le château de Bussat. Construit au quatorzième siècle par les sires de Vichy, il est la possession de la famille de Bourbon-Bussat, descendant de Louis, évêque de Liège, fils du duc Charles IV, écarté du trône.

Pour rentrer, selon le temps dont on dispose, deux itinéraires possibles. Soit directement par Charlemagne, la forêt domaniale de Margnat et l'abbaye de Saint-Gilbert, très artistiquement restaurée ; soit en faisant par la R.N. 106 B puis la R.N. 70, le déboulé jusqu'à Lempdes. Le château, sur un promontoire, le château renait sans cesse à la vue. Grille et austère du côté de la ville, il se révèle d'une prodigieuse harmonie, en ayant fait le tour, on découvre sa façade intérieure. Les briques colorées dessinent sur les murs des figures géométriques ; la chapelle du quinzième siècle, légèrement en retrait, rompt sans la dénigrer la perspective qu'agrandit le parc. On regagnera Moulins par la R.N. 7. Le jaquemart, qui se dresse en parallèle aux échecs des clochers, rythme imperturbablement et éternellement le temps. Il reste à se faire servir l'opéonade, le dîner d'été, orgueil culinaire de la région. Certains disent même que ce mets avait les faveurs des ducs.

DOMINIQUE VERGNON.

UN CHATEAU EN ILE-DE-FRANCE

Jossigny, ses chinoïseries et son air baroque

Le domaine de Jossigny, situé non loin de Nogent, qu'on atteint par la départementale 10 et qui comprend un château Louis XV, un parc et 400 hectares de bonne terre de Brie va sans doute être coupé ou plus exactement décomposé par l'autoroute A 4 qui marquera la limite sud de la nouvelle ville de Marne-la-Vallée.

Or le château et son domaine ont été donnés à l'Etat il y a vingt ans par leur dernier propriétaire, le baron de Rohé, à condition que les terres ne soient pas morcelées, et cela afin de constituer un exemple de ce qu'était un domaine seigneurial sous l'ancien régime.

Construit en 1743 par Claude-François le Comte des Gravières, conseiller au Parlement de Paris, le château de Jossigny est un des seuls spécimens de style rocaille de la région parisienne.

Si la façade sur la cour d'entrée, encadrée de deux bâtiments bas et qui présente un corps central décoré de refends, surmontés d'un fronton triangulaire resté très classique d'allure, la façade sur jardin, dont le style rappelle un peu le pagode de Chanteloup que le duc de Choiseul fit élever à la même époque dans la forêt d'Amboise, est beaucoup plus inattendue sous le ciel d'Ile-de-France.

Le corps central en rondelle, les balcons ornés soutenus par d'élegantes consoles sont déjà très « baroques » ; mais c'est la toiture qui offre le plus d'originalité. Le grand comble se prolonge sur les pavillons d'angle et la toiture centrale par des toits incurvés tout à fait dans le style des « chinoïseries » du dix-huitième siècle.

L'intérieur du château, qui est remarquablement conservé, a gardé toute sa décoration et son ameublement d'origine. Mais, si le château de Jossigny, son parc et ses communs sont classés monuments historiques, cette protection ne s'étend pas au domaine proprement dit, et l'Etat ne devait se prononcer entre l'obligation de respecter les clauses de la donation, c'est-à-dire de laisser le passage de l'autoroute sur les terres, ou celle d'accepter le tracé maintenant fixé de l'autoroute.

* Visites samedi, dimanche et lundi.

ANDRÉE JACOB.

brocante

HALTE MAGNYTOISE

MAGNY, paisible bourgade du Vexin, terre de l'ancienne France, limitée par le pays de Bray, la Seine et l'Oise, compte encore quelques maisons anciennes et de beaux hôtels Louis XIII et Louis XVI.

Les commerces d'antiquités et de brocante y sont nombreux, et chacun, dans son genre, mérite une visite. Clodonne, 50, rue de Rouen, est un vrai « broc », traditionnel ; Niselen, 32, rue de Paris, s'est spécialisée dans les talenches de qualité ; Jallier, 9 bis, rue de Croissy, présente un bon choix de marchandises. On verra aussi les maisons Peghaire, 4, boulevard Dailly, et Orange, 8, rue de Croissy. Mais la demeure de M. et Mme Simon, 27, place d'Armes, mérite un long moment d'attention. Georges Simon et son épouse font partie de ces antiquaires, de plus en plus rares, qui savent et connaissent à fond le métier, qui sont capables de parler pendant des heures de leur amour des objets, qui sélectionnent bien leur marchandise, qui pratiquent des prix honnêtes (toutes les étiquettes sont facilement visibles et tout est livré remis en état) et qui savent accueillir le client.

Trois pièces sont consacrées à l'exposition de la marchandise. Il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses. Nous avons vu beaucoup de beaux meubles, des tableaux, des bibelots bien sélectionnés, des sièges, des lampes anciennes montées avec des abat-jour toujours harmonieusement choisis (300 F à 1 000 F) ou au goût du client.

Dans la première pièce du rez-de-chaussée, en principe réservée à l'escalier, nous avons remarqué un fauteuil de repos Louis-Philippe, 2 400 F ; des assiettes peintes, dont une série de cinq, en Glen (85 F pièce), évoquant le transfert des cendres. A noter encore une bonnetière de Haute-Normandie dans sa forme originelle, ce qui devient rare, 4 300 F ; une belle table à jeu, en acajou de Cuba, pieds Jacob, 1 800 F et un bureau tout à fait exceptionnel 13 400 F.

Amoureux des bois sculptés, Georges Simon nous a montré trois panneaux (environ 80 x 110) double face, provenant d'un autel Louis XIV, 3 200 F ; une paire de volets intérieurs espagnols du dix-septième siècle, 1 700 F. Nous avons aussi remarqué quelques objets d'art populaire, bien sélectionnés (50 F à 100 F) ; une targuette de portail dix-septième siècle, 200 F ; une serrure marquée 1758, 180 F.

Dans une ancienne buanderie, qui constitue la deuxième salle d'exposition du rez-de-chaussée, est entreposée la marchandise destinée, en principe, à des budgets plus moyens. Nous y avons cependant vu une pièce tout à fait remarquable : une armoire Directoire en chêne, transformée sous Charles X — à la girafe — avec incrustations de palissandre et de citronnier.

Dans l'escalier qui conduit au premier étage, on remarquera une série de cinq gravures de Daumier (150 F l'une), une paire de bois dorés sculptés, Louis XV, 1 800 F, et une

paire de Médicis, dix-huitième siècle, à anses, 2 200 F.

La pièce du premier étage la haute époque et la dix-huitième siècle. Nous y avons vu un beau fauteuil Régence, non recouvert, 6 300 F ; une ravissante table Louis XV, provinciale, à pieds de biche, 2 800 F ; une paire de vases japonais, dix-huitième siècle, 1 500 F les deux, Georges Simon expose 18 ses plus beaux tableaux. Il retrouve alors ses premières amours — il fut longtemps commissionnaire en tableaux pour les musées nationaux et les grands collectionneurs — et joint à chaque toile une petite fiche d'information.

ELVIRE VALOIS.

PROCHAINES MARCHÉS, FOIRES, EXPOSITIONS

- Gennevilliers : 6 au 15 septembre.
- Haut-de-Cagnes : jusqu'au 8 septembre.
- Zurich : jusqu'au 8 septembre.
- Bar-le-Duc : 8 au 9 septembre.
- Paris, magazine « Au Printemps » : jusqu'au 11 septembre.
- Beaumont : 12 au 23 septembre.
- Villeneuve-les-Avignon : 13 au 16 septembre.
- Eprenon : 20 au 23 septembre.
- Compiègne : 20 au 23 septembre.
- Chateaux : 27 septembre au 6 octobre.
- Paris, porte de Pantin : 27 septembre au 6 octobre.
- Paris, Biennale des antiquaires : 3 au 20 octobre.

Correspondance

Les « mauvaises roulantes » du réseau Ouest

Nous avons reçu la lettre suivante :

Je ne dois pas être le premier à vous signaler le service déplorable de restauration sur les trains du réseau Ouest (Montparnasse). Ma dernière expérience confirme hélas ! les précédentes.

Quand que la prétendue carte était incrustée dans les dernières étaient à la limite de la fraîcheur et la cuisson laissait plus qu'à désirer : un côté rémouillé qui avait le goût de la remoullade mais non certes du côté, des côtes d'agneau mal cuites, où il y avait plus à donner à manger qu'à chasser le client, une garniture de mauvaises cantines, une pâtisserie devenue fruste ; seul le plateau de fromages sauvait l'honneur, et encore... Le tout pour 36 francs, sans parler d'une demi-bouteille de beaujolais, indigne de cette appellation, plus ou moins contrôlée, à 11 francs.

Mais cette cuisine de mauvaises roulantes serait passée si l'accueil, le service et l'atmosphère avaient été ceux d'un restaurant. On comprend que le personnel paraisse las, las d'un régime de travail un peu trop dur et, surtout, d'être obligé de servir des plats de gargot, les d'entrepreneurs de réceptions courtoises, puis amusées, auxquelles il ne pouvait mais. La démolition du chef de brigade, à la limite de l'insolence, nous a conduit à la mesure de son découragement.

Si l'on ajoute que la propriété de l'ensemble est pour le moins douteuse, on est convaincu que la S.N.C.F. qui confie la restauration à cet établissement qui ose s'appeler Rail-Service, c'est vraiment porter atteinte à la renommée de la S.N.C.F. et c'est tout simplement se moquer du monde.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
N. Appia calmes, 44 à 54 F TTC
Centre affaires et spectacles
2, place de la Comédie, Bordeaux
Tél. : 52-44-03 à -06

Côte d'Azur

MENTON (96)

HOTEL DU PARC *** NN Pré mer et casino, plein centre. Parc et piscine.
HOTEL FRATEL *** NN (Pl. centre)
N. neuf, calme, jardin, piscine chauffée. Pension complète : 120 F
1/2 pension : 100 F TTC.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA - 1^{re} classe
Centre de talents, piscine plein air et piscine couverte.

Campagne

MIRMANDE (Orléans)

LA CAPITELLE *** NN. Cadre méditerranéen, séjour au stade Sud Valence, 5 km. A7, NT. Pension complète 30 F
Tél. (75) 61-02-72.

échecs

N° 571

ROMANTISME

(Championnat de Lorraine, Metz, 1974)

Blancs : 1. KILVIAN

Noirs : 2. FETTERVIC

Défense est-indienne

1. d4
2. c4
3. d5
4. c5
5. d6
6. c6
7. d7
8. c8
9. d9
10. c10
11. d11
12. c12
13. d13
14. c14
15. d15
16. c16
17. d17
18. c18
19. d19
20. c20
21. d21
22. c22
23. d23
24. c24
25. d25
26. c26
27. d27
28. c28
29. d29
30. c30
31. d31
32. c32
33. d33
34. c34
35. d35
36. c36
37. d37
38. c38
39. d39
40. c40
41. d41
42. c42
43. d43
44. c44
45. d45
46. c46
47. d47
48. c48
49. d49
50. c50
51. d51
52. c52
53. d53
54. c54
55. d55
56. c56
57. d57
58. c58
59. d59
60. c60
61. d61
62. c62
63. d63
64. c64
65. d65
66. c66
67. d67
68. c68
69. d69
70. c70
71. d71
72. c72
73. d73
74. c74
75. d75
76. c76
77. d77
78. c78
79. d79
80. c80
81. d81
82. c82
83. d83
84. c84
85. d85
86. c86
87. d87
88. c88
89. d89
90. c90
91. d91
92. c92
93. d93
94. c94
95. d95
96. c96
97. d97
98. c98
99. d99
100. c100

NOTES

- a) A de nombreuses reprises, nous avons rencontré la « Défense » dans une de ses variantes à la mode : 1. d4, c5 ; 2. c4, d5 ; 3. c5, d6 ; 4. d6, c7 ; 5. c7, d8 ; 6. d8, c9 ; 7. c9, d10 ; 8. d10, c11 ; 9. c11, d12 ; 10. d12, c13 ; 11. c13, d14 ; 12. d14, c15 ; 13. c15, d16 ; 14. d16, c17 ; 15. c17, d18 ; 16. d18, c19 ; 17. c19, d20 ; 18. d20, c21 ; 19. c21, d22 ; 20. d22, c23 ; 21. c23, d24 ; 22. d24, c25 ; 23. c25, d26 ; 24. d26, c27 ; 25. c27, d28 ; 26. d28, c29 ; 27. c29, d30 ; 28. d30, c31 ; 29. c31, d32 ; 30. d32, c33 ; 31. c33, d34 ; 32. d34, c35 ; 33. c35, d36 ; 34. d36, c37 ; 35. c37, d38 ; 36. d38, c39 ; 37. c39, d40 ; 38. d40, c41 ; 39. c41, d42 ; 40. d42, c43 ; 41. c43, d44 ; 42. d44, c45 ; 43. c45, d46 ; 44. d46, c47 ; 45. c47, d48 ; 46. d48, c49 ; 47. c49, d50 ; 48. d50, c51 ; 49. c51, d52 ; 50. d52, c53 ; 51. c53, d54 ; 52. d54, c55 ; 53. c55, d56 ; 54. d56, c57 ; 55. c57, d58 ; 56. d58, c59 ; 57. c59, d60 ; 58. d60, c61 ; 59. c61, d62 ; 60. d62, c63 ; 61. c63, d64 ; 62. d64, c65 ; 63. c65, d66 ; 64. d66, c67 ; 65. c67, d68 ; 66. d68, c69 ; 67. c69, d70 ; 68. d70, c71 ; 69. c71, d72 ; 70. d72, c73 ; 71. c73, d74 ; 72. d74, c75 ; 73. c75, d76 ; 74. d76, c77 ; 75. c77, d78 ; 76. d78, c79 ; 77. c79, d80 ; 78. d80, c81 ; 79. c81, d82 ; 80. d82, c83 ; 81. c83, d84 ; 82. d84, c85 ; 83. c85, d86 ; 84. d86, c87 ; 85. c87, d88 ; 86. d88, c89 ; 87. c89, d90 ; 88. d90, c91 ; 89. c91, d92 ; 90. d92, c93 ; 91. c93, d94 ; 92. d94, c95 ; 93. c95, d96 ; 94. d96, c97 ; 95. c97, d98 ; 96. d98, c99 ; 97. c99, d100 ; 98. d100, c101 ; 99. c101, d102 ; 100. d102, c103 ; 101. c103, d104 ; 102. d104, c105 ; 103. c105, d106 ; 104. d106, c107 ; 105. c107, d108 ; 106. d108, c109 ; 107. c109, d110 ; 108. d110, c111 ; 109. c111, d112 ; 110. d112, c113 ; 111. c113, d114 ; 112. d114, c115 ; 113. c115, d116 ; 114. d116, c117 ; 115. c117, d118 ; 116. d118, c119 ; 117. c119, d120 ; 118. d120, c121 ; 119. c121, d122 ; 120. d122, c123 ; 121. c123, d124 ; 122. d124, c125 ; 123. c125, d126 ; 124. d126, c127 ; 125. c127, d128 ; 126. d128, c129 ; 127. c129, d130 ; 128. d130, c131 ; 129. c131, d132 ; 130. d132, c133 ; 131. c133, d134 ; 132. d134, c135 ; 133. c135, d136 ; 134. d136, c137 ; 135. c137, d138 ; 136. d138, c139 ; 137. c139, d140 ; 138. d140, c141 ; 139. c141, d142 ; 140. d142, c143 ; 141. c143, d144 ; 142. d144, c145 ; 143. c145, d146 ; 144. d146, c147 ; 145. c147, d148 ; 146. d148, c149 ; 147. c149, d150 ; 148. d150, c151 ; 149. c151, d152 ; 150. d152, c153 ; 151. c153, d154 ; 152. d154, c155 ; 153. c155, d156 ; 154. d156, c157 ; 155. c157, d158 ; 156. d158, c159 ; 157. c159, d160 ; 158. d160, c161 ; 159. c161, d162 ; 160. d162, c163 ; 161. c163, d164 ; 162. d164, c165 ; 163. c165, d166 ; 164. d166, c167 ; 165. c167, d168 ; 166. d168, c169 ; 167. c169, d170 ; 168. d170, c171 ; 169. c171, d172 ; 170. d172, c173 ; 171. c173, d174 ; 172. d174, c175 ; 173. c175, d176 ; 174. d176, c177 ; 175. c177, d178 ; 176. d178, c179 ; 177. c179, d180 ; 178. d180, c181 ; 179. c181, d182 ; 180. d182, c183 ; 181. c183, d184 ; 182. d184, c185 ; 183. c185, d186 ; 184. d186, c187 ; 185. c187, d188 ; 186. d188, c189 ; 187. c189, d190 ; 188. d190, c191 ; 189. c191, d192 ; 190. d192, c193 ; 191. c193, d194 ; 192. d194, c195 ; 193. c195, d196 ; 194. d196, c197 ; 195. c197, d198 ; 196. d198, c199 ; 197. c199, d200 ; 198. d200, c201 ; 199. c201, d202 ; 200. d202, c203 ; 201. c203, d204 ; 202. d204, c205 ; 203. c205, d206 ; 204. d206, c207 ; 205. c207, d208 ; 206. d208, c209 ; 207. c209, d210 ; 208. d210, c211 ; 209. c211, d212 ; 210. d212, c213 ; 211. c213, d214 ; 212. d214, c215 ; 213. c215, d216 ; 214. d216, c217 ; 215. c217, d218 ; 216. d218, c219 ; 217. c219, d220 ; 218. d220, c221 ; 219. c221, d222 ; 220. d222, c223 ; 221. c223, d224 ; 222. d224, c225 ; 223. c225, d226 ; 224. d226, c227 ; 225. c227, d228 ; 226. d228, c229 ; 227. c229, d230 ; 228. d230, c231 ; 229. c231, d232 ; 230. d232, c233 ; 231. c233, d234 ; 232. d234, c235 ; 233. c235, d236 ; 234. d236, c237 ; 235. c237, d238 ; 236. d238, c239 ; 237. c239, d240 ; 238. d240, c241 ; 239. c241, d242 ; 240. d242, c243 ; 241. c243, d244 ; 242. d244, c245 ; 243. c245, d246 ; 244. d246, c247 ; 245. c247, d248 ; 246. d248, c249 ; 247. c249, d250 ; 248. d250, c251 ; 249. c251, d252 ; 250. d252, c253 ; 251. c253, d254 ; 252. d254, c255 ; 253. c255, d256 ; 254. d256, c257 ; 255. c257, d258 ; 256. d258, c259 ; 257. c259, d260 ; 258. d260, c261 ; 259. c261, d262 ; 260. d262, c263 ; 261. c263, d264 ; 262. d264, c265 ; 263. c265, d266 ; 264. d266, c267 ; 265. c267, d268 ; 266. d268, c269 ; 267. c269, d270 ; 268. d270, c271 ; 269. c271, d272 ; 270. d272, c273 ; 271. c273, d274 ; 272. d274, c275 ; 273. c275, d276 ; 274. d276, c277 ; 275. c277, d278 ; 276. d278, c279 ; 277. c279, d280 ; 278. d280, c281 ; 279. c281, d282 ; 280. d282, c283 ; 281. c283, d284 ; 282. d284, c285 ; 283. c285, d286 ; 284. d286, c287 ; 285. c287, d288 ; 286. d288, c289 ; 287. c289, d290 ; 288. d290, c291 ; 289. c291, d292 ; 290. d292, c293 ; 291. c293, d294 ; 292. d294, c295 ; 293. c295, d296 ;

ISE

chronique sportive

L'équitation sous la botte féodale ? A quand les abîmes pour un homme nu ?

AOUT touchait à son terme. La forêt, ce soir-là, baignait dans une chaleur d'été, que nul souffle ne tempérait. Les laons et autres succurs de sang s'acharnaient après les chevaux et il fallait, pour s'en libérer et en finir avec les croupades, traverser les massifs de fougères, chasses-mouches d'une efficacité éprouvée.

Nous venions, le temps de lui ouvrir les pommiers, de faire galoper une femelle, un peu plimbèche, d'italien quand, dans la cour d'écurie rinée à grands seaux d'eau, deux brillantes cravaches des années 50, de passage à Fontainebleau, nous accostèrent, la poignée de main cordiale. O surprise ! les cavaliers de métier étant plutôt du genre pète-sec. Commencée au pied de l'animal, la conversation se poursuivit, fourchette en main, dans une auberge de la rue de France réputée pour certaines pommes de terre soufflées.

Nos convives étaient pessimistes avec fougues et bonne humeur. Plus leur tabeau de la France à cheval virait au noir, plus ils jubilaient. La situation à tous les niveaux (petit écolier de glotte) ne valait même pas la controverse. Les candidats à la carrière équestre, bémés par des promesses illusives, imputables à trouver un emploi stable honorifique et convenablement rémunéré, fuyaient à la débânde les écuries. La main-d'œuvre qualifiée ? Les maréchaux-ferriers se faisaient rares. « Il n'existe plus que quatre en France. Les autres sont des cordonniers. » Les palefreniers ? Qui savait aujourd'hui tondre correctement un cheval à rebrousse-poil, en suivant les épis et sans toucher aux jambes par l'animal doit « chasser ses des » ? La concours hippique ? Où nos chevaux se distinguaient-ils dans les grandes compétitions internationales ? Erreur sur erreur, ruine sur ruine.

Le « scandale » de Deauville

Nous écoutions, muets de réticence — le sujet débattu nous étant familier — ces deux juges hilares. Leur catilinaire, loin de s'essouffier, reprit de plus belle. Connaissions-nous le « scandale » de Deauville ? Si oui, quelle était notre opinion ?

A Deauville, le 19 juillet dernier, lors d'une vente aux enchères, dit-on, le responsable des achats pour le compte de l'Etat a payé, avec notre bel argent, 70 000 francs un poulain de trois ans. Ne chicanons pas sur le choix de l'animal, un fils de Débuté, fort bien établi, agréable d'allure et de mœurs, encore que son dos « pêche ». Cependant, à l'heure où l'on nous rebat les oreilles avec l'équitation populaire et où les écuries de France les plus déshéritées, et non les moins méritantes, sont invitées en toute occasion à regarder le plateau fédéral sans y toucher, cet achat peut choquer. Nous nous fitions d'avoir été parmi les affluents qui ont chahuté, marché conquis, le représentant de la Fédération.

La triomphante lumière

Le commentaire ici appelle la nuance. Ce « trois ans » fait effectivement beaucoup parler de lui dans les milieux professionnels, l'enchère constituant un record pour un tout jeune cheval de selle que peut emporter en un petit quart d'heure une simple collique. Et puis, malgré ses origines, il peut décevoir. Néanmoins, soyons équitables. Son dressage, sa préparation à l'obstacle, à Saumur — il y est déjà — entre des mains économes et diligentes, devraient le mettre à l'abri des impondérables. Ce cheval d'Etat, au rebours de tant d'animaux appartenant à des particuliers pressés de remplir leurs escarcelles, ne sera pas ruiné prématurément. Nous tenons peut-être en lui un futur crack olympique. Il serait temps. Quant à notre « bel argent », il est totalement étranger à cette transaction, la Fédération des sports équestres butinant sur deux ministères.

La conclusion de nos hôtes ? Sévère, on s'en doute. Les dirigeants forment à eux seuls une petite colonie féodale glorieuse dans la conviction qu'elle ne doit de compter à personne, possède la triomphante lumière. Communauté par ailleurs plus aimable que guerrière.

Notre opinion ? Il n'y a ni scandale, ni drame, ni ruine au sein des organismes intéressés, en tout cas ni plus ni moins qu'à l'étranger où

l'intransigeance cavalière et ses menus caprices mènent également grand tapage.

En revanche, il n'est pas interdit de parler de grande confusion dans les assemblées aux responsabilités mal définies. Les rapports ambigus Fédération-conseil supérieur de l'équitation, où l'on s'observe la raplère dans une main, une coupe dans l'autre, en sont l'illustration vivante.

Dans la même temps, les jeunes aspirants à la galopade, de cœur généreux mais de bourse modeste, attendent les conseils dont ils sont privés, enfin et surtout des chevaux dignes de ce nom, et non pas des rossinantes sur le dos desquelles ils se rongent douloureusement le coccyx sans espoir de progrès. Ce n'est pas en composant des rapports au quintal qu'on règle les problèmes en suspens, celui, si délicat, de la pédagogie de base, de la pédagogie attrayante et courtoise, étant le plus urgent.

ROLAND MERLIN.

« EN bas de cette longue pente, ils parvinrent à une vaste plage de gros galets roulés par les eaux et de bancs de sables jaunes et noirs. Là, sous leurs yeux, la rivière disparaissait définitivement, aspirée, bue par ses propres allures. Et eux, les hommes, se trouvaient arrêtés, définitivement aussi, devant une formidable paroi de calcaire sombre, haute de 100 mètres, haute comme deux cathédrales superposées. »

Ainsi que l'a raconté Haroun Tazieff, le 13 août 1953, les spéléologues Lépineux, Epelly et Théodore parvenant au fond de l'incroyable salle de la Verna, marquant alors le terme des premières explorations dans le gouffre de la Pierre-Saint-Martin.

Cette aventure marquait peut-être aussi la fin d'une époque. La « belle époque » pour la conquête des abîmes avait débuté, comme il se devait, aux environs de 1900. Vers ces années-là, un jeune géographe à la barbe en pointe et au regard coqueleur de

ciel délavé, Edouard-Alfred Martel, inaugurait dans les cotrailleries des Causses, du Vercors et des Pyrénées, ces voyages au centre de la Terre que n'aurait pas désapprouvé Jules Verne. Au même moment, dans les montagnes du Karst, deux naturalistes autrichiens, Hanke et Marinitsch, se lançaient eux aussi dans cette imitation fidèle de l'araignée au bout de son fil. La spéléologie était née.

Dans le souvenir de Loubens

Les successeurs de ces pionniers allaient connaître des fortunes diverses au cours de la première guerre mondiale. L'étoile montante de la spéléologie autrichienne, Alexander von Mork, trouva une mort prématurée dans les tranchées de la Somme, tandis que, des lignes d'en face, le Français Norbert Castaret ramenait une bourguignotte qu'il allait trainer, par la suite, dans des gouffres de plus en plus profonds. Son compatriote, Robert de Joly, utilisait les inventions de l'industrie de guerre, voiture de dirigeable, métaux spéciaux des armes modernes, pour forger l'arsenal des nouveaux spéléologues. Ce matériel, ces hommes, fidèles qu'ils se faisaient de la conquête souterraine, tout cela prévalut durant l'entre-deux-guerres, et survécut une bonne dizaine d'années après la libération. Cette spéléologie à résonance d'épopée trouva son maître avec Marcel Loubens succombant au fond du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, son apothéose avec le premier record mondial conquis au sein de ce même abîme pyrénéen et son chant du cygne lors de la remontée du corps de Loubens, deux ans après sa mort, le 15 août 1954. C'était il y a juste vingt ans !

Aujourd'hui, tout a changé, même le décor ! A la Pierre-Saint-Martin, les après-solitudes de jadis ont laissé la place à une station de vacances. Le lapiaz d'un gris lunaire, où l'on n'accédait qu'après une journée de marche, est maintenant traversé par une route internationale. A la poignée de spéléologues chevronnés, a succédé une marée de jeunes. Cette année, quatorze

clubs avaient annoncé leur venue, des quatre coins de l'Europe.

Ces jeunes sont attirés d'abord par le prestige du gouffre, bien sûr ; mais aussi par cette ambiance de meeting, de rassemblement qu'engendrent la jeunesse et le nombre. L'île de Wight pour amateurs d'abîmes, en quelque sorte, il n'y a plus d'explorations spéléologiques sans ce saupoudrage plutôt hippy.

Ce besoin de rassemblement est particulièrement sensible aux abords du Sotano de las Colonias, province de San-Luis-Potosi, au Mexique. Voici moins de dix ans que ce gouffre a été exploré, mais il jouit pourtant d'une immense réputation. Parce que son premier puits nécessite une descente à pic de 333 m dans le vide complet, ce gouffre de la sierra Madre attire les jeunes.

L'efficacité désinvolte à la mode

Après avoir dépassé Tamapatz, le dernier hameau, déjà perdu au cœur de la sierra, on arrive à une clairière noyée dans la jungle, bordée de tannaniers où fascinent des perruches vertes. Là s'agglutinent en ce moment des « gringos » en jean et à cheveux longs. Ils attendent en jouant de la guitare ou de la flûte leur tour pour affronter l'abîme. Cela peut durer deux jours ou deux semaines. Une aussi longue attente les rend-elle anxieux ? Bof ! En 1974, la mode dans les gouffres n'est plus à l'héroïsme de composition, mais plutôt à l'efficacité désinvolte.

A l'image du nouveau matériel. Au début du siècle, le transport des impédiments indispensables pour une exploration souterraine nécessitait plusieurs charrettes. Les paysans causeurs voyant passer l'expédition Martel pensaient qu'il s'agissait d'un cirque ambulante. Le treuil qui permit en 1953 l'exploration de la Pierre-Saint-Martin jusqu'à la salle de la Verna pesait de jadis cent kilos sans son câble. Vingt ans après, la même descente se pratique à l'aide d'un « descendeur » pesant 150 grammes et placé sur une simple corde.

A quand les abîmes pour un homme nu ?

PIERRE MINVIELLE.

philatélie

FRANCE : Œuvre originale de Miro.

« Œuvre dite « Miroé Imaginaire » » enrichit d'une œuvre originale de Miro, le 16 septembre en vente générale.



N° 1345

La mise en vente anticipée : — Les 14 et 15 septembre, de 9 h. à 12 h., par le bureau de poste temporaire ouvert aux Galeries nationales d'exposition du Grand Palais des Champs-Élysées, porte A, 75008 Paris.

Philatélie « premier jour » spéciale pour ce timbre. — Le 14 septembre, de 9 h. à 12 h., à la Recette principale, 22, rue du Louvre, Paris-1^{er}, au bureau de Paris 41, 5, avenue de Saint-Pierre, et de 10 h. à 17 h., à la Maison de la poste et de la philatélie-Musée postal, 34, boulevard de Vaugrand, Paris-15^e. — Bofte aux lettres spéciale pour l'oblitération « premier jour ».

REUNION : Miro avec surcharge C.F.A. — Le timbre métropolitain, représentant l'œuvre originale de Miro, pour le département de la Réunion recouvrant, en surcharge, sa valeur en francs C.F.A. Vente générale le 16 septembre.

190 francs C.F.A./2 F, mêmes caractéristiques. — Il sera mis en vente anticipée, le 15 septembre, au bureau de poste temporaire installé au lycée Roland-Garros, Le Tampon (Réunion). — Oblitération « premier jour » spéciale pour le timbre.

ADALBERT VITALYOS.

PARIS-NEW YORK-PARIS.....	1603 ^F
PARIS-BOSTON-PARIS.....	1577 ^F
PARIS-LOS ANGELES-PARIS...	2473 ^F
PARIS-MONTREAL-PARIS.....	1495 ^F
PARIS-MEXICO-PARIS.....	2760 ^F

(A condition d'acheter votre billet 2 mois* avant le départ. Tarifs "Apex" valables pour des séjours de 22 à 45 jours).

*Pour les départs de novembre 74, vous pouvez encore acheter en septembre.

Que vous partiez seul ou en groupe, en tourisme ou pour affaires, que vous ayez moins de 18 ans... ou davantage, Air France vous propose ses tarifs "Apex", les plus bas pratiqués actuellement sur des lignes régulières vers l'Amérique du Nord, valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

A cela, une seule condition : acheter votre billet deux mois à l'avance.

Mais nous vous conseillons de ne pas changer d'avis, car la réglementation IATA nous impose, en cas de modifications ou d'annulation, de retenir 25 % du montant du billet.

Les tarifs "Apex" s'appliquent à toutes les destinations du Canada, des USA et du Mexique.

(Sous réserve d'approbation gouvernementale.)

Et bien sûr, vous retrouverez à bord l'ambiance sympathique des vols Air France. Personnel français, films en version française (supplément IATA), cuisine française préparée par de grands chefs... Une façon agréable de passer le temps.

TARIFS "APEX"
AIR FRANCE

© 1974 AIR FRANCE

hippisme

La balance est détraquée

C'EST un bien mauvais tour qu'on joue au président de la Société d'encouragement des ventes anglaises de yearlings. Le 31 août, il a été acheté, dans son propre journal, un large emplacement publicitaire et il y a fait imprimer ceci : « Année record pour les pur-sang anglais. Gains de chevaux nés et élevés en Grande-Bretagne, en France, en 1973 : 28 141 468 F. »

On ne saurait mieux mettre l'accent sur l'échec auquel a abouti l'extrême libéralisme de la Société d'encouragement. Car nul n'ignore que, dans le temps où les chevaux britanniques gagnaient en France 28 141 468 F., ceux nés chez nous parvenaient tout juste à grappiller, de l'autre côté de la Manche, un petit million, vingt-huit fois moins.

Si l'on se réfère à la « balance commerciale » hippique franco-américaine, plutôt que franco-anglaise, le déséquilibre est encore plus total : les chevaux américains ont dû gagner chez nous, en 1973, cinquante fois plus d'argent que les nôtres n'en ont gagné dans leur pays.

Le phénomène continue : fin août, en dépit d'allocations supplémentaires accordées aux chevaux français vainqueurs, les pur-sang étrangers avaient gagné 45 % de la somme des prix offerts depuis le début de l'année par les sociétés françaises de courses de plat.

Dès lors, il était fatal qu'à un moment ou à un autre, quand les quelques acheteurs intérieurs cesseraient de la soutenir — ce qui s'est produit cette année sous l'influence de la morosité économique générale, — notre marché des yearlings tombât en chute libre.

La chute s'est réalisée la semaine passée : le prix moyen des yearlings à Deauville a baissé d'environ 22 % (48 498 francs au lieu de 59 467 francs en 1973) et il ne s'est

vendu que 65,13 % des sujets présentés (70,40 % en 1973). Les revers cuisants font toujours naître des solutions extrêmes, plus que le mal. Telles nous paraissent être celles qui a surgi en premier chez les éleveurs, autour du demi-cercle — cette fois désenchanté — de l'établissement de ventes de Deauville.

Elle consisterait à « fermer » nos courses, à les réserver à des chevaux nés en France. Du point de vue du spectateur, il y aurait peu d'inconvénients, même si les chevaux étaient moins bons. La différence est nulle pour l'œil — les péripéties restent les mêmes — entre une course qui se déroule au rythme d'une minute au kilomètre et une où il est de 59 secondes. L'exemple du trot est d'ailleurs rassurant : cette spécialité est fermée aux chevaux étrangers, à l'exception d'une quinzaine d'épreuves par an ; il n'empêche que ses recettes, donc son succès, croissent beaucoup plus vite que ceux du galop.

Au plan économique, l'édiction des chevaux étrangers ramènerait la prospérité (dans la mesure où il resterait — ce qui n'est pas certain — assez de chevaux français pour assurer tout de suite un nombre suffisant de partants et, par conséquent, le maintien des recettes) ; propriétaires et éleveurs — et après eux, le fisc — n'auraient qu'à tendre les mains à la pluie d'or de quelques 40 millions par an (sans compter les plus-values indirectes) que les ventes ne pousseraient plus vers Keeneland ou Newmarket. Mais on perçoit bien que les chevaux nés de ce système, pour une utilisation intérieure, n'auraient plus aucun crédit à l'extérieur. Lorsque, du bout de quelques années, le marché intérieur serait saturé, l'absence totale de débouchés extérieurs engendrerait un marasme pire que celui dans lequel nous venons d'entrer. D'ailleurs, à cet

égard aussi, l'exemple du trot est à considérer : il souffre d'une telle surproduction de chevaux, quasi invendables à l'étranger, que ses dirigeants en sont venus à y limiter les naissances en retardant, par voie autoritaire, l'entrée des juments au haras.

Une autre idée, bénéficiant celle-ci de l'appui du Syndicat des éleveurs, consisterait à imposer aux écuries faisant courir en France un quota de chevaux français qui pourrait être de l'ordre de 30 %. C'est la vente forcée : on vous accepte à notre table, mais à condition que vous achetiez un peu de nos soldes... Que fait le convive dans ce cas ? Il range les soldes dans un placard, d'où ils ne sortent plus. C'est ce qui se produirait, à coup sûr, avec le quota : le placard étant remplacé par quelque basse-cour d'écurie, antichambre de l'abattoir.

Beaucoup plus séduisant et réaliste est un plan, esquissé par quelques éleveurs et entraîneurs, qui aboutirait à diminuer les chances et les gains des chevaux étrangers chez nous, sans mettre aucun obstacle à leur entrée.

C'est surtout dans les épreuves de courte distance — jusqu'à 1 200 mètres chez les « deux ans », jusqu'à 2 000 mètres chez les « trois ans et au-dessus » — que nos chevaux sont écrasés. Au-delà, leur infériorité n'est plus constante ni indiscutable. Si notre programme de courses offrait moins d'épreuves inférieures à 1 200 mètres et à 2 000 mètres, et davantage de plus longue distance, un premier pas vers un nouveau d'équilibre serait probablement accompli. On objectera que la tendance étant dans le monde entier aux épreuves de vitesse, on en arriverait, comme dans une solution précédemment évoquée, à ne « fabriquer » que des chevaux à utilisation

intérieure, sans valeur internationale. Objection discutable.

Une chose est de « fabriquer », à l'abri de frontières étanches, de mauvais chevaux ; une autre d'intégrer un programme pour montrer que, dans certaines spécialités au moins, on peut (presque) rivaliser avec qui veut venir relever le défi. Il est très possible, au demeurant, qu'à moyenne échelle l'élevage mondial ait besoin d'apport de chevaux de tenue.

Une des raisons — mineures cependant — de notre régression, depuis dix ans, est que nous avons trop sélectionné sur l'endurance, pas assez sur la vitesse. Mais celle-ci conduit souvent à un abaissement de la taille, au nervosisme, et par conséquent à une autre forme de régression. Or, actuellement, dans certains pays, notamment en Angleterre, peut-être sélectionne-t-on trop sur la vitesse.

Si l'hypothèse est exacte et si, par une modification des programmes, nos chevaux retrouvent leur prestige comme animaux de tenue, une chance formidable s'offre à eux le jour où l'excès de vitesse aura, partout dans le monde, abouti au résultat qu'a vu chez nous l'excès d'endurance, lui aussi, on peut faire rétrograder au trot. Ce pari est celui que soulignent ses dirigeants, qui justifient la fermeture de leur « stud-book » par le souci de maintenir une race rustique et de grande taille, réservée, on se le rappelle, à l'entraînement des éleveurs américains quand leur race, par suite de la vitesse, sera devenue trop petite.

Même si l'hypothèse est fautive, si jamais la vitesse n'éprouve le besoin de se remettre au contact de la tenue, nous subirons un manque à gagner, pas une perte. Par conséquent, il nous semble s'y avoir que des avantages à envisager un allongement des distances de nos courses.

Il va de soi que cette mesure ne suffirait pas. Elle devrait s'accompagner, au moins, d'une intervention, que nous étudions, à l'égard des étalons.

LOUIS DANIÉL

Les dirigeants de la Société d'encouragement nous ont indiqué qu'à aucun moment ils n'avaient refusé de faire entrer les chevaux par un professionnel étranger ; et que, par conséquent, il fallait chercher ailleurs les causes du renouveau de la production. Pour cela, le renouveau en tout cas, est resté. Le comte de Balthazar a vendu, à Bagatelle, toute la production de yearlings de Bole-Boussel. Quant à la vente de l'année dernière, elle a été réalisée en deux millions et demi de francs. C'était beaucoup mieux que les prix qui auraient été atteints voilà un an.

jeunes

POINT DE VUE

Le théâtre et la vertu

Par PIERRE ROUDY

M. Pierre Boudy, proviseur de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (21, rue Blanche, Paris), donne son point de vue sur la préparation au métier de comédien.

Eucels

et découragement

CERTAINS adolescents sont attirés par le théâtre. Au moment où nombre de parents s'interrogent sur l'avenir de leurs enfants, au moment où des affrontements familiaux ont lieu — en dépit de notre loi toute neuve portant la majorité à dix-huit ans — certaines notions anciennes, certaines idées reçues devraient être combattues. Il faut et il faut tenter de les détruire pendant les bon nombre d'années encore, voire des décennies.

Deux voies royales pour un métier difficile

Pour le grand public, faire du théâtre n'est pas embrasser un métier sérieux. Ce n'est pas un métier du tout, d'ailleurs. C'est une entreprise de perdición, et sur le plan psychique et sur le plan moral.

Or, le sérieux de l'entreprise théâtrale peut difficilement être mis en doute. Pour y entrer, la route est étroite. Il n'existe que deux voies officielles : l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre et le Conservatoire national d'art dramatique. Par ailleurs, deux autres voies : l'École du théâtre national de Strasbourg, celle de Robert Hossain, à Reims.

A part ces voies royales, il n'en existe pas d'autres. Si l'on considère qu'à l'ENSATT, en particulier, sur les quelque cinq cents candidats qui se présentent chaque année, de vingt à vingt-cinq candidats sont définitivement reçus et qu'il en va de même pour les autres écoles, comment peut-on parler de facilité ? Le métier est difficile, et, s'il a cette réputation de fantaisie, c'est sans doute qu'il est encombré par nombre de gens qui s'improvisent comédiens.

Il y a dans cette profession des « acrobates » : jeunes, désœuvrés, éternels figurants, acteurs généraux non-encore-découverts qui portent des costumes longs et des vêtements voyants qui leur donnent lieu de personnalité. Ces « acrobates » ont toujours existé. Le métier de comédien les attire car ils ont l'impression que, dans ce métier, on peut réussir : sans avoir jamais rien appris. De plus, une certaine mode au cinéma, contribue à répandre cette idée qu'on peut « tourner » sans avoir fait ses

classes. Cela est vrai, sans doute, mais il ne peut s'agir que de faire un film, comme on dit, non de faire une carrière.

Nos écoles « fabriquent » des gens de spectacle en sélectionnant ceux qui semblent être les meilleurs. Mais sont ceux qui « réussissent » sans être passés par l'un de ces « moulins », même si l'on peut critiquer le contenu et la forme de l'enseignement dispensé. Un comédien doit ensuite quémander, offrir son travail à qui veut le prendre. Cette quête devient plus facile si le label de qualité qu'il peut présenter est décerné par nos écoles nationales. Nous décourageons les candidats qui n'ont pas conscience du travail qui sera le leur, du métier difficile qu'ils veulent embrasser. Nous sommes convulsés de tout ce que représente cette vocation en écueils et découragements de tous ordres. Nous exigeons du travail, du sérieux, de la constance, de la sensibilité, de l'intelligence, bref, des qualités qui pourraient être celles qui sont susceptibles de faire réussir un candidat dans n'importe quelle branche.

Une entreprise de spectacle est une entreprise que le hasard ne peut suffire à établir. Les gens de spectacle ne sont pas les croque-mitaine que l'on croit. Ce sont, au contraire, des gens sérieux, efficaces, exigeants sur un plan artistique et sur un plan personnel. Ce sont des chefs d'entreprise comme tous les autres en même temps que des artistes. Je connais assez de ces « entrepreneurs » de spectacle pour me porter garant de leur honnêteté, de leurs capacités, de leurs aspirations. C'est peut-être dans ce milieu que l'on rencontre le moins d'hypocrisie et le plus de vérité. Bien sûr, il y a dans la profession des gens moins scrupuleux, mais c'est quand même l'exception.

Si l'on croit à la vertu, une fille peut garder la sienne dans ce milieu, comme elle la garderait dans un autre. En vérité, l'important n'est pas là. Qu'est-ce que la morale traditionnelle quand on est habité par une vocation qui soumet tout le reste à ses exigences ?

En sérieux nous en avons au temps où l'on disait qu'il fallait éviter d'aller se froter à ces « allumettes d'impuddicité qui sont dans les théâtres », comme s'affirmait Boudy.

mode

Le prêt-à-porter des couturiers

BORDEAUX, Toulouse et Lille paraissent être les villes les plus élégantes de France, ou du moins, en dehors de Paris, celles où l'on s'habille le plus. C'est ce qui ressort du recensement des points de ventes du prêt-à-porter des couturiers. Suivent la Côte d'Azur et l'Est.

Si les prix des modèles choisis paraissent élevés, il faut savoir que leur classicisme, la qualité des tissus et la subtilité des coloris leur évitent d'être trop sensibles aux fantaisies de la mode. L'ampleur des manteaux, les mariages de lainage et de tricot, de cuir ou de fourrure, ont cette élégance désinvolte et passe-partout si recherchée.

— N. M. S.

MISS DIOR : Un des modèles favoris de Philippe Guibourgé comporte une veste tricotée en mohair chandrie à col châle fini de grandes franges, portée sur une jupe laine de même ton, boutonnée sur le côté, et un chandrie en mohair abricot et chandrie. 650 F, 455 F et 171 F, 11, rue François-1^{er}, Bordeaux, 30, allée de Tournay, Bruxelles, 180, avenue Louise.

SAINT-LAURENT RIVE GAUCHE : Ensemble demi-sol à sarrau en velours de coton anthracite et jupe à poches en diagonale, avec une tunique polo en soie imprimée en camaïeu de gris d'Abraham. 1 100 F, 500 F et 500 F, 21, rue de Tournay, Bordeaux, 25, cours Clemenceau, Toulouse, 29, rue Alsace-Lorraine.

PIERRE BALMAIN : Tailleur en fine flanelle chinée, à veste-chemise ceinturée et jupe à plis boutonnée. 1 200 F env. chez Fragonard, 66, boulevard Saint-Houert, Cannes-sur-Mer, Madame, 67, avenue du Maréchal-Juin, Toulouse, Cyria, 20, rue Alsace-Lorraine.

JEAN-LOUIS SCHERRER : Manteau en velours vert et laine formant de grands chevrons, sur une jupe de flanelle verte et un cardigan imprimé dans les mêmes tons. 1 550 F, 530 F et 610 F, 22, rue de Tournay, Cannes, Ariane, 30, Croisette, Strasbourg, Mariette Pour, 1, rue des Orfèvres.

NINA RICCI : Robe drapée de Gérard Piquet, en tweed moucheté noir et blanc, boutonnée sur le côté et bordée d'une frange. 1 775 F, 20, rue des Capucines, chez Cabessa, 122, rue La Boétie, à Lille, Corinne, 106, rue de l'Hôpital militaire.



(Croquis de Marq.)

La rentrée dans les grands magasins

APRÈS Mats le 3 septembre, le Printemps, étend encore ses unités de vente, notamment au centre commercial de Clichy, dans la périphérie parisienne, dont l'ouverture aura lieu le 10, alors que le lancement de Brunel à Toulouse est prévu pour le 17, 55, rue d'Alsace-Lorraine.

À Paris, au Bazar de l'Hotel de Ville, l'exposition « Isolation thermique » durera tout l'hiver. Elle comporte au troisième étage une maison entière, isolée du sol au plafond, des techniques, même en main, peuvent calculer tous les moyens d'économiser de l'énergie. Saint-Gobain lance même à cette occasion son nouveau diviseur, vitrage isolant, étanche à deux feuilles de glace.

Le Bon Marché, avec « London sur Seine », du 27 septembre au 12 octobre, nous apporte tout ce qu'il faut pour vivre à l'anglaise, de la vaisselle aux thé, en passant par les kits en cuir, les couvertures en mohair et les mini-serres.

L'Inde traditionnelle, et le Népal seront à l'honneur aux Galeries Lafayette, du 8 septembre au 12 octobre, avec des antiquités et des objets d'art, des colonnades imprimées, et des vêtements et costumes confectionnés. L'exposition sera suivie d'une sélection d'artisanat russe, en provenance d'Arménie, de Biélorussie, de Kirghizie et d'Ukraine, jusqu'au 2 novembre.

La Samaritaine entend nous familiariser davantage avec le Portugal à partir du 18 septembre : artisanat, dégustation de portos, conserves de poissons et de fruits de mer, ainsi que des vêtements typiques comme les grosses chemises de p^{er} heurs de Nazarée et les manteaux de berger en monton retourné. Mais les tentations exotiques ne s'arrêtent pas à Paris. Ainsi, au Capitole de Toulouse, pourra-t-on admirer les « miniatures indiennes » authentiques, comprenant des œuvres de l'École mongole du XVII^e siècle, du Rajasthan du XVII^e, et du Haut-Pendjab des XVIII^e et XIX^e siècles, faisant partie de la collection de la galerie Marco-Polo (210, boulevard Saint-Germain).

NATHALIE MONT-SERVAN.

maison

Halte au gaspillage !

L'ECONOMIE d'énergie ne s'applique pas seulement au chauffage. Les principales tâches ménagères qui sont maintenant « électrifiées », absorbent elles aussi une part d'une énergie qu'il ne faut pas gaspiller.

Le réfrigérateur a une faible puissance (de 150 à 350 watts, selon les modèles), mais il fonctionne environ huit heures sur vingt-quatre. Il faut l'installer le plus loin possible de l'appareil de cuisson et veiller à la bonne étanchéité du joint de sa porte pour que les frigories ne s'échappent pas. Pour éviter la formation de givre, les entrées et sorties d'aliments seront groupées, les liquides couverts et la nourriture emballée ou mise dans des bacs. Pour limiter la consommation d'électricité, il faut dégivrer régulièrement l'appareil si celui-ci ne possède pas un système de dégivrage automatique. La revue 50 millions de consommateurs de septembre consacre une page à ces conseils d'utilisation.

Les appareils de cuisson, utilisés plusieurs fois par jour, constituent le poste le plus important de dépense d'énergie. Sur une cuisinière à gaz, les brûleurs semi-rapides consomment de 1 000 à 2 000 milliwattheures/heure, les rapides de 2 000 à 3 000 mth/h et les plus grands, les ultra-rapides, plus de 3 000 mth/h. Ils seront utilisés selon la cuisson à réaliser, celle-ci exigeant toujours une allure rapide au début mais qui sera réduite dès que la température désirée est atteinte. Les flammes ne doivent jamais déborder le fond des récipients. Dans le four, actuellement de grandes dimensions, les cuissons seront groupées ou successives pour profiter de la chaleur émise.

Si la porte du four ne comporte pas de hublot, il faut limiter les ouvertures pour surveiller la cuisson.

Une cuisinière électrique avec four consomme de 6 à 10 kilowattheures à l'heure. Les plaques (sauf celles à chauffe rapide) ont une certaine inertie et restent chaudes après la coupure du courant ; il faut profiter de cette énergie résiduelle pour réchauffer un plat ou un liquide, ou simplement réduire le temps de cuisson. Dans un four électrique (dont la puissance va de 2,5 à 3 kW), le nettoyage par catalyse n'occasionne pas de dépense supplémentaire de courant, car il s'opère pendant la cuisson. Un nettoyage par pyrolyse, qui consomme environ 2 kW/h, peut s'effectuer après 22 heures si le compteur est à double tarif (heures « creuses » de 22 heures à 6 heures).

Le lave-vaisselle a une puissance de 2 à 3 kW. Sa capacité sera utilisée au maximum, c'est-à-dire que les vaisselles seront groupées pour remplir l'appareil. La vaisselle de chaque repas, mise en attente dans l'appareil, ne subira que la seule opération de trempage. Pour profiter au maximum des différents programmes de lavage, il est intéressant de faire un lavage des casseroles et plats de cuisson, puis des assiettes, verres et couverts.

Le linge, d'une puissance de 2 à 4 kW, sera également utilisé au mieux en groupant soigneusement les textiles par catégories, pour un lavage de toute la capacité de la machine. Des lessives moins fréquentes, faites avec les doses de produits et les durées de lavage appropriées, sont plus économiques.

JANY AUIJAME.

LE CHARME D'ANTAN AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Au sous-sol en labyrinthique de la galerie « Point-Show », aux Champs-Élysées, une nouvelle boutique pour la maison vient de s'ouvrir. On y découvre des objets, utiles ou de décoration, qui ont été choisis avec un goût des choses surannées qui font rêver à l'enfance. Les étagères peintes rappellent l'atmosphère des repas de jadis : assiettes à dessins à fleurs de tons pastels (8 F), plat à asperges. En porcelaine façon marbre, en rouge, bleu, vert, jaune ou noir : des assiettes ou des cache-pots (120 F). Contemporaines, des assiettes rondes ou carrées sont en nacre vitrifiées qui se lavent à l'eau tiède. Également en nacre, à facettes multicolores, des luminaires venus des Philippines : globe de plusieurs diamètres et suspensions style « Tiffany ». Dans l'irrésistible vanneerie chinoise, on a sélectionné ici des corbeilles d'aspect raffiné, laquées noir.

Pour un décor « début du siècle », sophistiqué, nous avons remarqué des miroirs rectangulaires sur lesquels sont représentés les graphismes de publicités promues au rang d'œuvres d'art. Il en existe une vingtaine de modèles, encadrés de bois vernis ou laqué, de 220 à 600 F. Une collection d'arabesques de style 1900 remplit la boutique.

Pour parfumer la ligne on la maison, des sachets odorants et des « pots pourris » de plantes séchées s'ajoutent à des produits de toilettes naturels, venus de Grande-Bretagne et des États-Unis.

J. A.
* Samedi, sous-sol galerie « Point-Show », 50, avenue des Champs-Élysées, ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 h. 30 à 20 heures.

SEVRES
"33"
PULL-OVERS DEMARQUES
EN SECOND CHOIX
33 rue de Sévres Paris, lit. 66.73

مكتبة الامم المتحدة

INDEX DE

la vertu

plaisirs de la table

UN PETIT SUPPLÉMENT DE VACANCES...

SEPTEMBRE. On est de nouveau parisien, mais avec le souvenir des vacances au cœur, un goût d'évasion dans l'âme, une dernière fringale de verdure à l'appel.

Par la porte de la Chapelle (R.N. 1). Ce n'est pas parce qu'il a eu l'honneur de servir de cadre à un film à succès que ce lieu paisible apparaît le Château de Chamouville (16, 30, à L'Ancre), mais bien parce qu'il est à l'abri, dans un parc de 4 hectares, des bruits de la ville et de la route. Une vingtaine de chambres, dans cet ancien pavillon de chasse du prince de Condé, et une cuisine qui a du mal à l'espérer de se voir simple. On peut pêcher dans le parc même, et le chef fera cuire votre poisson. On peut faire du cheval, jouer au golf à quelques kilomètres de là. On peut tout simplement faire une pique-nique, ne rien faire.

Par la porte de Vincennes (R.N. 4). En bord de Marne, cette Auberge de Quincangrognon (à Dampmart, tél. 43-20-46) a dépassé culinairement le stade des gibelottes et des fritures. On peut le regretter, mais se réjouir par contre du confort des vingt chambres de M. Keller. Sa terrasse de brochet (20 F), ses rôtis de veau au madère (25 F), sont savoureux. La forêt de Crécy n'est pas loin, et le souvenir de Proust ne se perd pas seulement par Odette de Crécy, l'amour de Suenn, mais par le château de Guermantes (on le visite) que l'on attend en passant par Lagny.

Par la porte de Charenton (R.N. 5). Sans être une ville à visiter longuement, et qu'on ne visite pas, en général, parce que la route va trop vite et qu'on passe. Évidente occasion d'y demeurer l'espace d'une halte à l'Éclair de Paris et de la Poste (97, rue de la République, tél. 65-17-43). Sans doute M. Sandré est un peu trop persuadé qu'il est le « meilleur » sur cette route du soleil. Mais du moins est-il excellent, et vous vous y régalez des escargots frais « dormeurs » (rare) et d'un boudin noir étonnant (10 F). Menu 45 F et carte.

Par la porte de Pantin (R.N. 3). Vous n'oubliez pas, d'abord, la grande halte de la route de l'Est : l'Auberge de Condé, à La Ferté-sous-Jouarre (1, avenue Montmirail, tél. 07), coq rouge couronné au Kieffer. C'est là une grande maison gourmande : moutons de homard, jambonneau de caneton au docteur, poularde de Bresse à la triade. La carte des champagnes mérite aussi vos hommages. Menu : 55 F, 75 F et carte.

Par la porte de Vincennes (R.N. 4). En bord de Marne, cette Auberge de Quincangrognon (à Dampmart, tél. 43-20-46) a dépassé culinairement le stade des gibelottes et des fritures. On peut le regretter, mais se réjouir par contre du confort des vingt chambres de M. Keller. Sa terrasse de brochet (20 F), ses rôtis de veau au madère (25 F), sont savoureux. La forêt de Crécy n'est pas loin, et le souvenir de Proust ne se perd pas seulement par Odette de Crécy, l'amour de Suenn, mais par le château de Guermantes (on le visite) que l'on attend en passant par Lagny.

Par la porte de Charenton (R.N. 5). Sans être une ville à visiter longuement, et qu'on ne visite pas, en général, parce que la route va trop vite et qu'on passe. Évidente occasion d'y demeurer l'espace d'une halte à l'Éclair de Paris et de la Poste (97, rue de la République, tél. 65-17-43). Sans doute M. Sandré est un peu trop persuadé qu'il est le « meilleur » sur cette route du soleil. Mais du moins est-il excellent, et vous vous y régalez des escargots frais « dormeurs » (rare) et d'un boudin noir étonnant (10 F). Menu 45 F et carte.

LES HALLES SANS PRÉSIDENT

Dans M. Giscard d'Estaing est descendu en version dans la rue, aux Halles, pour dîner. Mais si vous préférez les Halles sans président voici quelques adresses. Solides, elles :

- PHAROS, 24, rue de la Grande-Truandise (Téléphone : 231-06-72), pour ses trépas et ses poissons grillés.
- CHEZ CLOVIS, 33, rue Berger (Tél. : 233-01-77), un « ancien » qui continue, avec des plats régionaux comme on les aime.
- CHEZ PIERROT, 14, rue Edouard-Marcet (Tél. : 544-31-60), un ancien de chez Mondy.
- CHEZ RENOT, 28, r. Saint-Martin (Tél. : 272-25-76), admirable de présentation et dont le repartir.
- GÉRARD, 4, rue du Mail (Tél. : 26-03-77), petits prix pour habitués, un bon petit-sau quotidien.

L. R.

CHEZ TANTE MADÉE

Dans une salle à manger de campagne, retrouvez le charme d'une cuisine simple avec, garni d'œufs, les spécialités de boudin et de fardoullette maison, la tarte aux poireaux... et les délicieuses pâtisseries que tante Madée vous prépare. T.J. 11, r. Dupin (Sèvres-Babylone) tél. 22-44-56. Fermé le dimanche.

LE PETIT ZINC

FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE

Le Mouton

ENTRÉE, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS

NUIT DE SAINT-JEAN

SPECIALITÉS : Caviar, Arpège, Coq au vin, truffes, vitel de bœuf, Chateaubriand et Truand, saumon effilé par la maison. Fermé le dimanche. 24, rue Sureau (7^e) • 551-01-46

YVES ET SOLANGE

Poissons - Coquillages

12, rue Dauphine • 553-65-30 L.L.

PILLIVUYT FRANCE

la porcelaine dure française

MAISONNETTE RUSSE DE PARIS

DEJEUNERS D'AFF. - DINERS AMBIADES

le soufflé

ANDRÉ FAURE

La Truite George Sand

HÂLESE D'ORIN

Le Cygne

22, av. de Paris 94-Vincennes 328-03-06

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIERS

<p>ALÉSIA</p> <p>LA BONNE TABLE, 42, rue Prieur, 74-01, 12 sp. poissons. Park. Du 1^{er} au 31 juillet.</p> <p>CLAUDE DU MOULIN, 34, rue des Plantes, 74-01-31. De 13 à 150 chs.</p> <p>ALMA</p> <p>MARTIN ALMA, 44, rue J.-Goujon, 339-29-20. Coquilles, Pastilles. Livraison à domicile.</p> <p>AUTEUIL</p> <p>LE MURAT, 1, bd Murat, 228-33-17. Entrées, Coquilles, Poissons, Gibiers.</p> <p>BAC</p> <p>LA PETITE CHAISE, 30, r. Grenelle, 232-13-33. T.J. Men 17^e vin comp.</p> <p>BASTILLE</p> <p>ENGLOS DE NINON, 21, bd Beaumarchais, ADM. 20-61. Fermé mardi.</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>LES GRANDS HOTELS</p> <p>HOTEL CLAUDE, 74, Ch.-Meylan, 339-23-01. Sa terrasse au bar 23 F. boisson et service comp. Restaurant. 57 F + carte.</p> <p>RESTAURANTS</p> <p>LE 3 LIMOUSINS, 4, rue de Barri, 258-25-97. Spéc. de viande de bœuf.</p> <p>LE NAPOLEON, 6, r. Beaumarchais de son excel. restaur. renommé par ses repas d'affaires, présente son exceptionnelle carte de poissons, gare de satisfaction pour vos invités T.J. 227-29-50, 38, avenue Friedland.</p> <p>ELYSEES MANDARIN, 5, r. Colisée, 225-49-73. Entrée Ciel Paramount 1^{er} étage. Tous les jours.</p> <p>TONG YEN, 1 bis, rue J.-Mermoz, 225-04-23. Cuisine de grande classe.</p> <p>YAR, 2, rue R.-Bachelard, 225-31-21. Cuisine russe et orientale.</p> <p>Rue Pierre-Charron</p> <p>N° 46 JOSEPH, 339-23-25. Cuisine française traditionnelle.</p> <p>N° 48 WESTERN STRIK, 3^e de très gr. stand. 225-95-16. Grillades de 8 à 17 F. Bar belge et ses 20 bières.</p> <p>Avenue des Champs-Élysées</p> <p>N° 39 L'ALSACE, 359-44-74. Ses choucroutes et spécialités régionales.</p> <p>N° 43 NEW STORE, 225-95-16. Grillades de 8 à 17 F. Bar belge et ses 20 bières.</p>	<p>N° 144 LA PERGOLA, Grande Salle, ELY. 70-02. Cuis. 1^{er} étage. ELY. 63-60.</p> <p>Rond-Point des Champs-Élysées</p> <p>ELYSEES BRETAGNE, 4, av. F.-Roosevelt, 339-20-63. Crêpes, bûches, coquillages, crustacés, poissons.</p> <p>Avenue Franklin-Roosevelt</p> <p>N° 8 R. PLEGAT (ex-Westphalie), 339-91-97. Spéc. Houeque, Périgord.</p> <p>N° 61 LES TROIS MOUTONS, 225-28-65. Mouton et Agneau. Menu 55, 65 F. vin sans comp. P. dim.</p> <p>Rue Marbeuf</p> <p>N° 15 LA PETITE DUCHESSE, 339-78-69. Ses pois blanc huff P/dim.</p> <p>CHERCHE-MIDI</p> <p>TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (9^e), 223-51-07. Menu spécial Tiroir 28 F. Fermé lundi.</p> <p>DAUMESNIL</p> <p>LE CASTEL, 134, avenue Daumesnil, 343-04-22. Sp. basco-béarn. landais.</p> <p>ÉTOILE</p> <p>FRERE JACQUES, 4, r. Orléans, P. dim. ETO. 13-01. St-Pierre à l'œuf. Foie gras Maison, ris de veau aux groilles, vins de propriétés.</p> <p>LA SALLE à MANGER, r. Montanette 17^e, ETO. 20-32. Cuv. dim.</p> <p>LE RUDE, 11, av. Gde-Armée (10^e), PAS. 13-21. Le soir MENU 20 et 24 F.</p> <p>FAUBOURG MONTMARTRE</p> <p>Rue du Faubourg-Montmartre</p> <p>N° 1 LE DUPLOIN, 224-31-19. T.J. Très sp. grillades et coquillages.</p> <p>N° 12 AUBERGE DE RIQUERRE, 770-08-60. Déjeuners. Dîners. Soup.</p> <p>GARE DE L'EST</p> <p>ARMES DE COLMAR, 13, r. 9-Mai-1945, 226-94-30. Spécial. alsaciennes.</p> <p>CAFE DE L'EST, 7, rue 9-Mai-1945, NOR. 00-91. Spécialités alsaciennes.</p> <p>GARE DE LYON</p> <p>L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-06. Spéc. P. dim.</p>	<p>GARE DU NORD</p> <p>TERMINUS NORD, 21, rue Daumesnil, 224-31-19. Spécial. alsaciennes. Bouillabaisse. Ouvert tous les jours.</p> <p>Gobelins</p> <p>LA MOULLE, 82, bd St-Marcel, 707-12-07. Spécialités poissonnières. Bouillabaisse. Ouvert tous les jours.</p> <p>GRANDS BOULEVARDS</p> <p>LA COTERIE, 233-37-06, 5, r. Luce, Spéc. breton. On sert jusqu'à 23 h.</p> <p>LES HALLES</p> <p>LE GALIONS, 5, rue Coq-Béron, 339-94-70. Ses coquilles 11 h 30 à 22 h.</p> <p>JARDIN DE TROISIEUX, 139, rue St-Benoît, 220-23-80. Spéc. grecques.</p> <p>Rue Etienne-Marcel</p> <p>N° 19 CHEZ PIERROT (ex-Montand) même cuisine. 508-17-64.</p> <p>Rue Coquillière</p> <p>N° 13 ALCAS AUX HALLES, GEN. 74-34. Jour et nuit. Spéc. rég.</p> <p>Rue du Pont-Neuf</p> <p>N° 3 CHEN QUI FUME, 239-07-42.</p> <p>ILE SAINT-LOUIS</p> <p>TASSE DU CHÂTEAU, 639-56-00. Dîner aux chandelles. Peu de bois.</p> <p>LOUYRE</p> <p>GREPHER BERTONNE, Repas, tapas et galettes, 14, rue J.-J. Rousseau (1^{er}), 508-30-01.</p> <p>MABILLON</p> <p>LA POIX, 2, r. Clément (9^e) Fermé dim. 325-75-58. Alas aux fourneaux.</p> <p>MARAIS</p> <p>GERLE DU MARAIS, 13, rue Turpin, 224-31-19. Cuis. par F. dim.</p> <p>MONTMARTRE</p> <p>AUBERGE DU CLOU, 30, av. Trudaine 678-22-48. Spéc. bordelaises.</p> <p>MONTPARNAISE</p> <p>CHEZ BANSI, 5, place du 18-Juin, 548-04-41. Gde brasserie alsacienne.</p> <p>CHEZ PIERRE, 117, rue Vaugrard, 724-06-12. P.D. Jeune par. en coté.</p>	<p>Boulevard de Montparnasse</p> <p>N° 9 PLOUTON, 724-04-45. T.J. Cuisine chinoise authentique. Cadre oriental. Parking assuré.</p> <p>N° 9 bis AXOBA, 523-62-63. Méchoui, rôti charbon de bois dans la salle.</p> <p>MUETTE</p> <p>LA ROTONDE DE LA MUETTE, 12, chaus. de la Muette-10^e, 258-20-95.</p> <p>NOTRE-DAME-DE-LORETTE</p> <p>JEAN D'AUVERGNE, 52, r. Lamarque (9^e), 578-52-73. Ses sp. auvergnates.</p> <p>CARREFOUR ODEON</p> <p>RELAIS LOUIS XIII, 4, rue des Grands-Augustins, DAN 75-96.</p> <p>ODEON</p> <p>SAVOYARD, 16, rue 4-Vente, 325-20-30. M. Cochet, prop. Sp. rég. MENANDIERE, 12, r. Spon, Carrefour Odeon, 633-44-30. Déjeuners, Dîners. Spécialités Poissons.</p> <p>OPERA</p> <p>DROGSTORE OPERA, 6, bd Capucines, OPR. 06-80. 5 restaurants, 15 boutiques. De 9 h 30 à 2 h, du mat.</p> <p>LE PAILLARD, 38, bd des Italiens, 334-40-61. T.J. Ses Entrées et Pots.</p> <p>PASSY - AUTEUIL</p> <p>AUT. MOUTON BLANC, 60, r. Auteuil, 228-02-01. Spécial. Au CHARBON DE BOIS, 10, rue Guichard, AUT. 77-48. La grillade devant de la gastronomie.</p> <p>SULLY D'AUTEUIL, André Damary, 78, rue d'Auteuil, 525-63-43. T.J. Déjeuners d'aff. Dîners spéciaux. VOLS AUX DENTS, 6, bd Delaunay, 370-72-43. Terrasse ouv. Crust Grill.</p> <p>PLACE PEREIRE</p> <p>N° 9 DESHERIER, Maître d'œuvre l'œuf 1 h du matin 734-74-14. T.J. Poissons, crustacés, ses spécial.</p> <p>Boulevard Pereire</p> <p>N° 116 SAINT-SIMON, 734-47-20. P. dim et (rés. Coquillages charnières, loup aux herbes. Cadre jeune XVI.</p> <p>PLAISANCE</p> <p>GASTHAUD DU MOULIN, 70, r. de Vouillé, 15^e, 830-51-61. Spéc. allem.</p>	<p>PORTE MAILLOT</p> <p>FUNGAD, 21, r. Brunel-17^e, 330-23-70. Spécialités d'Afrique du Nord.</p> <p>PORTE DE SAINT-CLOUD</p> <p>BRASSERIE DES SPORTS, 6, place Pte-St-Cloud (16^e), 227-32-52. Fruits de mer, tripout du Rouergue. Ouv. jour et nuit.</p> <p>PONT-NEUF</p> <p>AU VILLAGE BULGARE, 6, rue Nègre (Pte-Neuf), 338-06-75. Ouv. N.J.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN</p> <p>LE BARLADAI, 2, r. de Vienne, 222-22-42. Cassoulet 20 F. contr. 2 F.</p> <p>SAINT-GEORGES</p> <p>Rue Saint-Georges</p> <p>N° 45 AUL. BOURBONNAISE, TRU. 40-30. P. aux. soir, dîm. Par. cuis.</p> <p>N° 35 TR. COZ, 675-42-05. Seul restaurant sans viande. Tous poissons.</p> <p>Rue Saint-Lazare</p> <p>N° 11 RELAIS BASQUE, Spécialités du pays, 578-29-27. Fermé dimanche.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</p> <p>LES COPAINS, 44, rue de Vercueil, LIT. 40-61. Patrons aux fourneaux.</p> <p>AU CHARBON DE BOIS, 16, rue du Dragon, 546-57-04. La grillade devant de la gastronomie.</p> <p>SAINT-LAZARE</p> <p>GARNIER, 111, rue Saint-Lazare. Le nouveau restaurant de la mer. Entrées et poissons. Tél. : 387-60-40.</p>	<p>SAINT-MICHEL</p> <p>GRANDE SEVERINE, 7, r. St-Séverin (2^e), 233-30-00. Salons p. Banquets. Spécialité Menu 13.50. 16, 17 F. + carte.</p> <p>EL DJAZAIR, 27, r. Hucholette (5^e), 335-26-79. Menu 50 F. Orch. Attractions. Cadre et cuisine orientaux. Ouv. après minuit.</p> <p>SEVRES-BABYLONE</p> <p>LE BORGHESE, 43, boul. Raspail. Tous les jours. Tél. 548-44-10.</p> <p>STRASSBOURG-SAINT-DENIS</p> <p>TOUR SAINT-DENIS, 1, bd de Strasbourg, 10^e, 770-73-21. Ses plats du jour. Grand Maman. Ouv. après minuit.</p> <p>TERNES</p> <p>L'ETOILE IMPERIALE, 100, av. des Ternes, 220-55-02. Le vrai restaurant chinois. T.J.</p> <p>VAUGIRARD</p> <p>TR. COZ, 33, r. Vaugrard-15^e, 828-42-05. Cuis. bretonnes et coquillages.</p> <p>VICTOR-HUGO</p> <p>BRASSERIE STELLA, 133, avenue V.-Hugo, 727-60-54. F. jeudi. Ouv. jusqu'à 2 h. du matin. Entrées, coquillages. Cuisine bourgeoise.</p> <p>VILLIERS</p> <p>EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 287-22-57. P. mardi soir. Mer. banq. jusqu'à 100 conv. Paella, sarrasins.</p>
--	---	---	--	--	---

23 SEPTEMBRE
son agrément
publirain lorrain

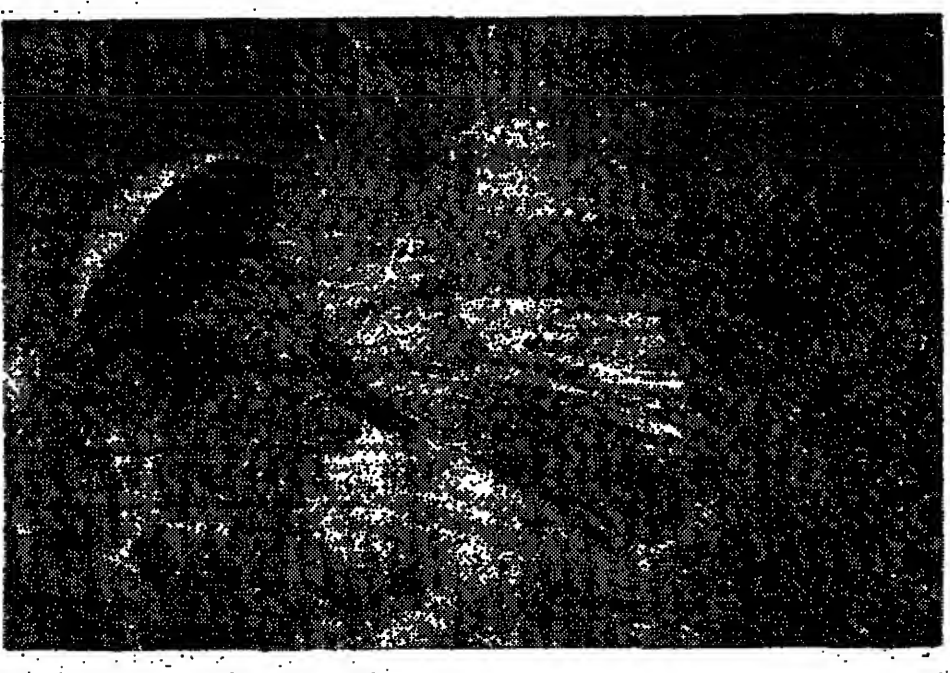
critique Com
r réaliser
un aciente

A LA FÊTE DE L'HUMANITÉ parmi les événements culturels

L'exposition
aux sources de la peinture moderne
L'IMPRESSIONNISME

jamais un public
aussi nombreux n'a pu écouter
LE REQUIEM
DE BERLIOZ

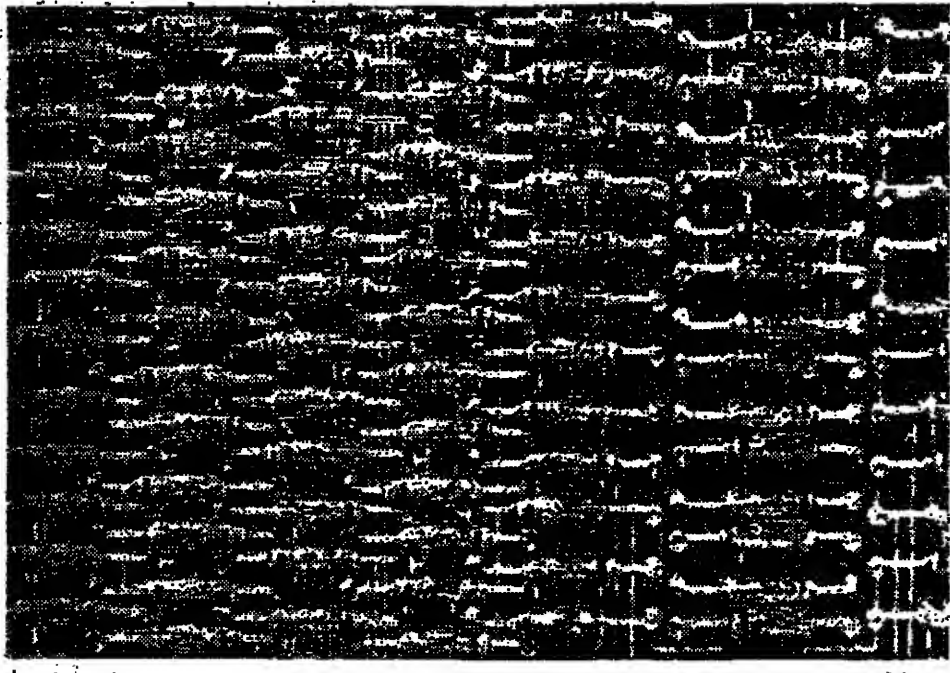
L'exposition
LA SCIENCE POUR L'HOMME



Il y a cent ans, un groupe de peintres, indépendants des canons et des modes officielles, rejoints du "salon", ont lieu de l'époque pour montrer la peinture, se dressent contre l'académisme et déclarent d'organiser ensemble leur propre exposition. Se saisissant du titre d'une toile de Claude Monet, un critique leur donna le nom d'"impressionnistes" pour les tourner en dérision. Le stand du comité central du parti communiste français et de son journal l'Humanité donnera à voir des tableaux des principaux de ces hommes. Leur travail est la source de la peinture moderne. Mais tel comme ailleurs, la création procède de l'assimilation critique de l'héritage culturel. Aussi l'exposition 1974 de la Fête de l'Humanité montrera par quelques exemples d'où vient l'impressionnisme et par quelques autres ce que sont ses prolongements.



Composé en mars 1837, joué pour la première fois le cinq décembre de la même année, l'œuvre de Berlioz connaît un succès immédiat et immense. Le musicien a dit d'elle que s'il était menacé de voir brûler son œuvre moins une partition, c'est pour elle qu'il demanderait grâce. Jouée à la Courneuve par 440 exécutants (orchestre philharmonique de Budapest, orchestre de l'association des Concerts Coloniaux sous la direction d'Andréa Kovodi, avec la participation exceptionnelle du chœur National de l'Armée Soviétique, dirigé par Olegas Tchekeljan, du chœur National de l'URSS dirigé par Alexandre Sverdlikov et du Chœur de l'Ensemble Kiz de Hongrie dirigé par Fül Szegedy). Le Requiem de Berlioz trouvera dans l'ampleur de la Fête de l'Humanité, le public qu'il mérite.



Gros plan sur les participants d'une carte génétique

En un temps où la science elle-même est contestée dans ses buts, à une époque où les propriétés du meilleur du capitalisme tendent à être croisées que c'est la science et le développement de la production qui elle-même permettrait de résoudre les problèmes économiques que l'on nous fait subir, la Fête de l'Humanité remet à sa juste place cette immense activité humaine dans sa diversité. L'exposition, la science pour l'homme sera populaire parce qu'elle montrera concrètement un certain nombre d'aspects essentiels de la recherche scientifique. Elle montrera la science comme un élément de la culture, élément intégré à tous les autres, élément indispensable du développement de la pensée humaine et de cette maîtrise de la "nature", que l'on appelle "culture" qui doit être le but même de toute l'activité sociale, pour les hommes.

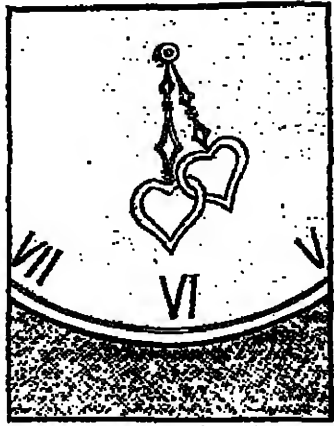
سكيا من الامل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Les Dernières Fiançailles »

DE JEAN-PIERRE LEFEBVRE



Un cinéaste « provincial »

Par un patient travail d'approche, Jean-Pierre Lefebvre est devenu, en trente-trois ans, un maître en scène « chevroté », le professionnel intégral qui connaît toutes les ficelles du métier et, en même temps, le prototype du cinéaste québécois, d'une certaine indépendance farouchement protégée.

Professeur de français, Jean-Pierre Lefebvre débute très tôt dans la critique. À partir de 1960, le nouveau cinéaste canadien fait ses premiers pas à partir du « candid eye » le futur cinéma direct repris des Français aux Anglais, la « révolution tranquille » du premier ministre Lesage porte ses fruits. En 1963 sortent « A tout prendre », de Claude Jutra, et « Pour la suite du monde », de Brault et Perrault. Lefebvre critique à la dent dure. Pour Jutra, pour le cinéma direct, pour l'O.N.F., repère de fonctionnaires.

Il va prouver que le cinéaste canadien peut exister en dehors de l'O.N.F. En 1964, il dirige son court métrage, « L'Épave », puis, en 1965, « Les Deux », un métrage en 16 mm noir et blanc, « Révolutionnaire », pour 30 000 francs. Une date. Lefebvre montre de jeunes révolutionnaires barbus empiétrés dans la neige, bavards, maladroits, qui se tuent entre eux. En 1967, il présente à l'Exposition de Montréal un « vrai » film, bien fait, bien raconté, doublé, au son bien propre, pour aller contre la mode du direct : « Il ne faut pas mourir pour ça », dédié à la mémoire de sa mère.

Provocateur de naissance, il entre à l'O.N.F. comme directeur de production après avoir réalisé pour la télévision une « Mon amie Pierrette » (1967), film de... direct monté en fiction, et « Les Deux » (1968), son « Bien sûr ». Il convainc l'O.N.F. de produire quatre films pour le prix d'un, avec 135 000 dollars il donne leur chance à quatre inconnus : André, Chabot, Patry, Thiberge. À vingt-huit ans, il se considère déjà comme un vieux, estime qu'il doit passer la main aux jeunes. Il retourne dans le privé et tourne en 1971 « Les Mandés Sauvages », en 35 mm couleur.

C'est ensuite une demi-retraite. Il s'installe définitivement à la campagne, dans sa maison coloniale de Bedford, en pleine nature, à 10 kilomètres de la frontière américaine. Il s'occupe de tables de montage, ne vient plus qu'une fois par semaine à Montréal. Un enfant, Éloïse (à qui sont dédiées « Les Dernières Fiançailles »), naît de son mariage avec Marguerite Duparc, française, qui monte ses films, organise ses productions et ses coproductions (les deux premiers longs métrages de fiction de son ami Denis Arcand, « La Mandite Galette » et « Béjane Padovani »).

Jean-Pierre et Marguerite recréent à Bedford l'image du bonheur, d'une bohème bien ancrée dans la réalité, le travail, l'amitié. Photographe passionné, Jean-Pierre Lefebvre tire des centaines de clichés parfois remarquables qu'il développe lui-même. Poète à ses heures, comme des bois, sorte de bricoleur du cinéma, ayant déjà tourné douze films conçus en toute indépendance et hors des modes, Jean-Pierre Lefebvre est peut-être, avec Michel Soutter en Suisse, le premier cinéaste « provincial » de notre ère mécanique.

Tout est bleu dans ce film, les vêtements des personnages, les rideaux et les papiers des murs, les meubles, la vaisselle et jusqu'au tuyau de la machine à laver. C'est sans doute que le bleu est pour Jean-Pierre Lefebvre la couleur de l'harmonie, de la sérénité, de l'apaisement de l'innocence. De l'innocence. La couleur d'un ciel qui attend Ammand et Rose, époux séparés par la mort ne pourra séparer. Les Dernières Fiançailles évoquent les derniers accords, les derniers échos, les derniers échos d'une longue vie conjugale que seule la disparition d'un fils (tué à la guerre) a justifié bouleversée. Ammand : « Voilà cinquante ans qu'on s'attend, ma vieillesse... ». Et Rose : « Passer une existence ensemble pour se licher à la dernière minute, ce n'est pas juste... ». Deux phrases qui résument le film du québécois Jean-Pierre Lefebvre, la discrétion et la pudeur de cette chronique d'un amour insaisissable, d'une chaude tendresse enfouie sous les cendres du souvenir.

Dans la petite maison qu'habitent

les deux retraités, les jours coulent goutte à goutte. Lenteur des mêmes gestes répétés aux mêmes heures. Un signe de croix au réveil, puis les occupations ménagères, les menus travaux de jardinage et de bricolage (la marotte d'Ammand est la réparation des horloges), parlois une brève promenade, un rappel furtif des bonheurs et des chagrins partagés. Et, le soir, devant la télévision vite éteinte, pour elle un jeu de patience, pour lui un « almanach » sur lequel il s'endort.

A cet emploi du temps que les habitudes ont pétrifié, seules la maladie et la mort peuvent apporter un changement. Un jour, la douleur terrasse Ammand, infarctus. Il refuse de se laisser transporter à l'hôpital. Rose le veille, attentive, soucieuse, semblable à elle-même, ne laissant rien paraître de son angoisse. Le matin de sa mort, Ammand se lève et va s'asseoir dans son fauteuil à bascule, sur le porcelain de son fauteuil. Les horloges font entendre leur tic-tac. Le fauteuil soudain s'immobilise.

Un instant plus tard, Rose prend place sur sa chaise à elle, près du fauteuil. Sa tête s'abat sur sa poitrine. Dieu n'a pas voulu qu'elle fasse attendre Ammand.

Cette fin est poignante et l'inter-vention de deux anges qui viennent chercher les vieux époux pour les conduire au paradis des couples exemplaires n'est pas nécessaire. Plutôt que de cette imagerie saint-sulpicienne (mise là sans doute pour mieux nous faire comprendre que cette idylle en bleu est du domaine des « légendes dorées »), c'est de la simplicité, de l'humilité, de la limpidité du récit que naît notre émotion. D'une mise en scène attentive aux moindres détails, d'un dialogue toujours juste, de cette illumination qui apporte la saine présence de l'amour.

Dans les traces des productions antérieures, cet éphémère du troisième âge surprend comme un chéri d'orgue dans un bastingage.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Le Marais.

« Je fais des films de signes »

« J'ai eu l'idée des Dernières Fiançailles après avoir vu l'inter-vention d'un vieux qui collectionnait les horloges », dit Jean-Pierre Lefebvre. L'histoire m'intéressait. Je voulais créer un parfait amalgame entre l'espace et le temps, au-delà du sujet. Dans les Dernières Fiançailles, j'ai rassemblé tous mes goûts, toutes mes préoccupations, tous mes amours et toutes mes émotions. Je parle du temps et de l'espace, à propos d'un phénomène très simple, réaliste : la fin de deux vieux qui devaient mourir.

— Le temps est l'une de vos principales préoccupations. On a dit que les Dernières Fiançailles étaient le Cris et les Chuchotements québécois.

— Le scénario des Fiançailles était déjà écrit quand Cris et Chuchotements est sorti : le film de Bergman est une des plus grandes déceptions de ma vie. Effectivement, certains critiques rapprochent les horloges du début du dernier Bergman (où il y a presque deux minutes d'horloge) de la scène d'horloge des Fiançailles.

« Mais l'horloge chez Bergman est symbolique. Tandis que, pour moi, il ne s'agit pas de créer des symboles, c'est-à-dire qu'à aucun moment je ne fais de l'horloge un élément dramatique. L'horloge est là, elle fait son tic-tac et une seule fois elle est reliée à une phrase :

— Tu devrais les arrêter, ça s'empêchera de dormir.

— Non, les horloges n'ont pas le droit de mourir... »

— Là, c'est une extrapolation très simple qui n'est pas du tout intellectuelle, qui est faite par un véritable paysan, qui sait juste ment qu'à sa mort il faudrait qu'un peu pour prendre soin de ses vieux. C'est d'un réalisme pur, banal et simple.

— Vous cherchez à nous dé-jendre de l'écriture symbolique, mais quelle différence faites-vous entre le signe et le symbole ?

— Un symbole vous suggère d'arru-ture, c'est de la phénoméno-logie pratique et élémentaire.

Un symbole vous suggère d'arru-ture sans dire si on s'arrête ou pas ; on rentre dans le do-main de l'interprétation. Je fais des films de signes. Il y a malheu-reusement très peu de signes dans la création, il y a beaucoup de moyens de reproduction, on a moyen d'enchanter tout ce qui se fait par le symbole, par les associa-tions.

— Il n'y a personne qui annonce une automobile sans en faire un symbole. Le signe est détruit au profit de son symbole.

— Et la voiture, signe ?

— Dans les Dernières Fiançailles, la voiture du facteur est un signe, la voiture du médecin est un signe : le signe est fon-da-mental.

— Dans ma façon de concevoir les films, il y a d'abord un témoi-gnage. Un créateur est un té-moin. Il regarde et il raconte, par ce que la chose qu'il regarde passe par lui, et lui passe par la chose qu'il regarde. Je n'ai ja-mais conçu une histoire qui n'est qu'une histoire, c'est-à-dire que les personnages ont toujours été pour moi une valeur interné-diaire qui n'est jamais sûre. Les anges des Dernières Fiançailles ne sont pas des symboles.

— Il n'y a que deux person-nages dans votre film : ils évoluent lentement, serene-ment, et partent pff.

— J'ai mis deux ans à écrire les dialogues. Ce sont les dia-logues les plus difficiles que j'ai jamais écrits : je peusse avoir attroué, jamais, une telle difficulté. Premièrement, je voulais à tout prix rejeter du dia-logue les interventions de ma sensibilité de mon ordre de vie. C'était donc essayer de parler comme un vieux : donc, faire par-ler un vieux sans poser de ju-gement.

CORRESPONDANCE

Comment agir contre les films « pornos » ?

M. Jean Scelles, maire adjoint de Saint-Maurice (Val-de-Marne), nous écrit :

An lieu de se plaindre des films licencieux, il est préférable d'agir. Voici un exemple récent.

Dans la banlieue de Paris, un cinéaste fait sa publicité pour des films « pornos » avec des affiches et des photographies qui ont reçu le visa de la commission « de con-trôle » des films. Un de nos amis porte plainte contre ces affiches « indécentes » en invoquant la jurisprudence commentée par le conseiller Laplatte dans son livre Outrage aux mœurs et affiches indécentes.

Le juge d'instance a prononcé six amendes pour six images indécentes et octroyé 1 franc de dommages-intérêts demandé par la partie civile. Quel a été le résultat ?

L'exploitant, convaincu d'avoir à payer d'autres amendes et aussi les honoraires d'avocat, a renoncé non seulement à ces af-fiches mais à ces films. Et il a protesté auprès de la police contre les affichages de ses concurrents des communes voisines : trois ci-némas ont été nettoyés. Le dis-tributeur, enfin, est entré en contact avec le « plaignant » pour une discussion courtoise sur la crise du cinéma. Si des plaintes étaient multipliées la publicité des films « pornos » disparaîtrait des murs. Privés de cette publi-cité, ces films seraient en crise.

« J'ai vérifié des phrases dans la vie. Je parle de personnages que je ne peux connaître de par ce que leur est extérieur. Je ne peux pas me mettre dans la peau d'un gars de quatre-vingts ans comme je le peux d'un jeune de mon âge. J'ai écrit tout particu-lièrement pour mes comédiens. J'avais repéré mes deux acteurs. J'ai eu le goût de leur écrire un film.

— Je les ai rencontrés. Je leur en ai parlé. Le scénario n'était pas encore fait. En même temps, j'écrivais le film. J'ai fait le montage de la Mandite Galette de Denis Arcand, dans laquelle jouait J. Léo Gagnon, et, pendant deux mois, j'ai entendu parler sur la table de montage, et j'ai écrit directement dans son lan-gage. Quand j'ai présenté l'avant-dernière version de J. Léo Gagnon, il a lu, et a dit : « Tabarnak ! J'ai plus rien à faire là-dedans, j'ai juré à leur mon texte. » En principe, je n'avais rien à changer.

— A l'avant-dernière version alors qu'on lisait à haute voix, je me suis rendu compte, par mo-ment, ils ne lisent pas du tout mon texte : ils reformulent certaines phrases d'après des expressions qu'ils avaient enten-dues ou qu'ils avaient l'habitude de dire, ils ne tenaient pas compte de la ponctuation, ils sautaient des virgules ou des mots. J'ai corrigé mon texte. Ils ne le chan-gèrent pas du tout, au contraire, ils l'incarnaient ! »

Propos recueillis par PATRICE BONNAFFE.

LA PAGODE
57 bis, rue Babylone tél. 551-12-15

32 films NEF
en alternance dans les 2 salles

Vendredi
QUELQUE PART
QUELQU'UN
de Michel Belloc
LES YEUX FERMÉS
de Joel Santoni
Samedi
FAMILY LIFE
de Kenneth Loach
LA SALAMANDRE
de Alain Tanner
LE CHAGRIN
ET LA PETITE
de Marcel Ophüls
Vendredi
UCCLELLI
de Pier Paolo Pasolini
Samedi
LA COLLETTONEUSE
QU'IL ETAIT BON
MON PETIT FRANÇAIS

PUBLICIS MATIGNON / MONTFARASSE PATHE / GAILMONT CONVENTION
ST-LAZARE RASQUEUR / ST GERMAIN HUPHETTE / A. JUILLET

le milieu du monde
un film de ALAIN TANNER

OLIMPIA CARLISI
PHILIPPE LEOTARD

Interdit aux moins de 13 ans.

Lettres

Le Québec à travers ses livres

La révolution pacifique des années 60 n'a pas été pour le Québec une révolution silencieuse. Il s'en faut. Pour la première fois dans leur histoire, les cousins pouvaient écrire, tout écrire, tout ce qui bouillonne et fuse dans la bonne tête d'un Québécois en révolte, et tout lire de ce qu'écrivent le voisin. Ils ont fait largement usage de cette liberté et de cette connaissance retrouvée entre un peuple et ses sensés de plume. D'où l'abondance, la variété, et tous comptes faits la qualité de ce qui s'est édité depuis une quinzaine d'années sur les rives du Saint-Laurent. C'est un sujet d'étonnement que le nombre et la vitalité des éditeurs québécois ; combien survivront à cette grande fièvre de lire ? Cela dépend pour une part de l'accueil que réservera, de façon durable, le public français à la production de livres.

En cette direction, trois initiatives et trois réussites honorables ont marqué déjà 1974 : une exposition, une diffusion, une librairie.

L'exposition « Le livre québécois 1764-1972 » aux archives nationales, du 15 au 30 mai, remarquablement organisée par le ministère des affaires culturelles du Québec et par celui des affaires étrangères d'ici d'abord. Un regret : le « lancement » de l'exposition a été tardif et discret, si bien qu'elle n'a pas déployé le public qu'elle méritait. Le catalogue (168 pages), peut-être encore disponible à la Bibliothèque nationale, sera un excellent préambule à la connaissance de la littérature du Québec.

Second initiative : « Livres du Canada » (1) distribue depuis le début de l'année une partie appréciable de la production québécoise ; cinq catalogues diffusés, le premier de littérature générale, les quatre suivants de science, économie, politique, etc. Le choix est honnête, encore timide ; mais ce sont pour de même environ sept cents titres, pour la plupart inconnus chez nous jusqu'ici, offerts aux libraires et au public. Il reste à souhaiter que l'activité de « Livres du Canada » s'intensifie, que la profession lui fasse bon accueil, et que la critique s'intéresse aux publications du Québec de façon assez suivie pour éviter les déceptions ou les désillusions inévitables.

Pas deux sans trois : cette fois, c'est une librairie qui se lance dans les eaux du Saint-Laurent (2). Au Centre Main-Montparnasse, la librairie-galerie « Platinium » a pris (en collaboration avec « Le Livre Canada ») un mois-Québec. Le choix est bon, la librairie toute petite et toute intime ; la sympathie intelligente de la présentation, de l'accueil, du renseignement, méritent un chaleureux bon point. Autour d'un thème et de quelques livres, « parloir » tous les mercredis : celui du 21 août, (« Fédéralisme et Langage ») abordait, comme d'habitude, l'inévitable problème du « journal ».

Des livres sur les rayons : les classiques du roman, bien sûr. Lisez ou relisez Saint-Germain, D'amour P.Q. de Jacques Godbout. Et un de ces deux Ferron (Jacques aussi) : le Ciel de Québec ou, plus personnel, plus intimiste (à mon goût), Du fond de mon arrière-cuisine. De Marie-Claire Blais, si ce n'est déjà fait, A cœur joindre (chez Laffont, et déjà bien connu). Vivant, signant, bonheur et jura, c'est à mon-rais : une lecture exquise. Le journal à deux de choc n'est pas une parodie. Un ou une sure que Marie-Claire Blais, ou que Godbout ou que Tremblay s'y oseront les reins et les amoureux les plus inconditionnels du cœur québécois s'en passeront et s'en laisseront quand la littérature journalistique deviendra un simple exercice d'école. Le beau rempement d'écrivain de M.-C. Blais l'en

préservé ; c'est peut-être un risque à ne pas courir quand on s'en compte beaucoup à dire.

Politique : le Combat québécois, et le Pouvoir québécois en négociation, de Claude Morin. Le classique Histoire du Canada, de G. Lanctôt, 3 vols. livre de base, à accompagner de Histoire des Indes du Haut et du Bas Canada, de Bernard Assiniwi, indien lui-même, également 3 volumes, passionnants ; pour nous surtout, qui n'avons jamais vu la coexistence entre les colons anglo-américains et les tribus indiennes du Canada qu'à travers des comptes rendus trop romanesques pour être vrais.

Politique encore : la grande contes-tation québécoise Québec underground, 1962-1972, à pour nous des succès maisonnaires familiaux. À lire et regarder, en même temps que la série, cocasse et vigoureuse, drôle et « indignante », des Léandre Bergeron : Petit Manuel d'histoire du Québec, 7 francs, l'achat à faire si vous devez n'en faire qu'un le premier jour, auquel vous joindrez (ne soyez pas pingre, et vous en lirez les deux cents pages d'une haleine), Pourquoi une révolution au Québec, ou Mao à Ville-Saint-Laurent, 7 francs encore. En bande dessinée, toujours de L. Bergeron (et Robert Lavoie), l'Histoire du Québec.

J'allais oublier, injustice, deux romans de l'autre grand journaliste de la belle province, Michel Tremblay : C'est à son tour, Laura Cadix. Ce n'est pas tout à fait du Gênes, mais il y a quelque chose de cela. Et de Gérard Bessette : le Cycle, entre fois grand et noble roman-poème tout à fait « à la française » et même « à la parisienne ». Je vous dirai sans aucune ponctuation et d'un dévidement linéaire dont la beauté paraît par moments un peu apprêtée.

Un bon rayon de théâtre-cinéma : Cinéma et société québécoise est à lire par les amateurs du cinéma de l'Île — c'est sans doute fait pour beaucoup — ; il leur restera une bonne revue, inédite en France, je crois : Cinéma-Québec. Une bonne année donc, pour le « comco-culturel » entre les cousins et nous ; ou si vous voulez, entre les maudis Français et ces ciboires de tabernacles d'orties de Québécois. Des frères.

JACQUES CELLARD.

(1) Livres du Canada S.A., 1, quai de Commerce, 75006 Paris, tél. 03-40-04.
(2) Librairie-galerie Platinium, centre Maine-Montparnasse.

Emmanuelle
« Le film de l'année »
vu par Siné

... C'EST DEPUIS QU'ELLE A VU EMMANUELLE !

Autour de TRIOMPHE - MARIVAUX
PARAMOUNT MONTFARASSE
PARAMOUNT GILLANS
PARAMOUNT MONTMARTRE
PUBLIOS ST GERMAIN
PARAMOUNT MAILLOT
LUX BASTILLE - MURAT
CLINT ETOILES - GRAND PAVOIS
PLAZA
peripherie : PARLY II
ARTEL (Nogent) - ARTEL (Rosny)
VELIZY II - GRIGNY II

ÉLYSÉES LINCOLN — CINÉ-HALLES — HAUTEFEUILLE

La Paloma
un film de DANIEL SCHMID

NOUVEL OBSERVATEUR
Nous voilà fascinés... envoûtés.
La Paloma rêvée par Daniel Schmid
a donné un chef-d'œuvre.

PARIS-MATCH
La plus belle réussite de ce cinéma
décadent germanique.

LE POINT
Schmid nous frappe par son art accompli
de la démesure.

PARISCOP
Il faut voir la fascinante Paloma.

QUOTIDIEN DE PARIS
Au royaume de la fascination.

LE MONDE
Un chef-d'œuvre.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« L'AMOUR FOU »
d'André Roussin

Simone Valère et Jean Desailly, qui sont gentils et attachants, mais qui, à la barre du Théâtre Féderal, exécutent un peu, remettent à l'affiche une comédie d'André Roussin créée en 1955 et qui n'est pas terrible.

Le thème ne surprendra pas l'adultère. Cet éternel plat du jour du théâtre de boulevard, Roussin l'a refait à la saute, l'a requinqué, en poussant à la caricature le personnage de l'amant de Madame : il ne dit pas sa passion, il la hurle. Il se jette à genoux, il se jette sur la bien-aimée, cela sous les yeux des enfants de cette dame, sous les yeux du mari qui, quand même, malgré tout, trouve cela curieux. C'est drôle par moments.

Les choses sont engagées si fort, l'amour réciproque de l'épouse et de l'amant est si brillant que le dernier acte est joué d'avance, va de soi : les deux amoureux partent vivre leur vie, plantant là le mari, les enfants, qui devront bien s'y faire.

Non. C'est ici, au dernier acte, que cette pièce pas fautive, mais bonne enfant pour les gens qui aiment ça, s'effondre. Car André Roussin n'a pas laissé partir Madame : elle fait un retour sur soi, elle restera à la maison. Pour y arriver, Roussin fait des contorsions affreuses : toutes les répliques sont à l'écrit, c'est un désastre. Le dernier acte de l'Amour fou est peut-être ce que Roussin a écrit de plus faible.

Simone Valère est bien, comme toujours. En mari un peu dépouillé, Bernard Lavallette est moins sans-rigue que d'habitude.

Le gag de la soirée, c'est que Jean Desailly, en amant tauromachique, s'est fait exactement la tête, la barbe, les cheveux d'Alexandre Soljenitsyne. La ressemblance est parfaite. L'intérêt de la pièce en est accru, forcément. C'est un exemple à suivre.

MICHEL COUNOT.

* Hébertot, 21 h.

MUSE AU POINT. — M. Henri Cartier-Bresson nous fait savoir que, dans l'intervalle qu'il a accordé à Yves Bourde (du Monde) du 5 septembre, il a lu : « On ne peut nier le grand succès de la forme chez Avedon et David Laubman, et les préoccupations de Deane Mitchell et Bruce Davidson n'ont rien à voir avec le mode et la publicité, et encore bien moins celles de Sude et de Diane Arbus. »

Festivals

« LA FEMME SANS OMBRE » A SALZBOURG

Le Festival de Salzbourg a présenté « La Femme sans ombre », de Richard Strauss, à l'occasion du centenaire d'Hugo von Hofmannsthal.

Jusqu'aux représentations mémorables de l'Opéra de Paris, il y a deux ans, la Femme sans ombre n'était guère, pour la plupart des spectateurs français, qu'une ombre vague. Et pas seulement pour les Français. Sans qu'il fasse figure de « chef-d'œuvre inconnu », l'ouvrage n'est pas encore au nombre des plus populaires de Richard Strauss. Comme le Chevalier à la rose, ou même Salomé, Longtemps retardée, sa représentation, dont la première est de 1919, demeurera rare et limitée aux trois ou quatre grandes scènes lyriques d'Allemagne et d'Autriche. C'est en 1955 seulement que l'enregistrement (par la Deutsche Grammophon) lui donna au moins les chances d'une audience universelle. Mais il aura fallu attendre, semble-t-il, que l'impulsion et l'interprétation magistrales de Karl Böhm agissent comme un révélateur sur le chef-d'œuvre de Strauss. Et d'abord, parce qu'il apparaît comme le chef-d'œuvre, par la beauté et la dimension, par les recherches et les hardiesses d'une partition qui se dégage de Wagner et s'élève vers l'avenir.

À Salzbourg, la Femme sans ombre trouve une sorte de couronnement. Elle y parut il y a quarante-deux ans, pour n'y reparaître qu'aujourd'hui dans cet éclat nouveau. Elle est contenue dans le festival lui-même, dont Strauss et Hofmannsthal furent les pères fondateurs. Et ce n'est pas hasard si on a choisi de la représenter ici en même temps que la Fête enchantée.

Mais c'est bien leur « Fête enchantée » qu'Hofmannsthal et Strauss ont donnée avec la Femme sans ombre. Mais cette fois, le musicien, contrairement à Mozart, a eu la chance qu'un grand poète fut son prétexte. C'est le même dualisme, le même combat entre le « haut » et le « bas », la

matière et l'esprit, les ténébreux et la lumière, où ne peut l'emporter que l'amour absolu.

La perfection de cette représentation — dans l'ampleur, la richesse du spectacle, dans l'extrême qualité musicale, — qui avait tant frappé à Paris, demeure égale, quoique différente en bien des éléments, à commencer par la distribution. Si on retrouve James King et Walter Berry, la « femme sans ombre » et la femme chargée de son ombre reçoivent une expression dramatique et plastique nouvelle, dans une semblable beauté vocale, avec Leonie Rysanek et Ursula Schröder-Weidner. La mise en scène, très méditée, très construite, de Günther Rennert abuse un peu d'une certaine emphase à la fois véridique et wagnérienne, avec un qui se jette par terre, qu'on rejette par terre.

Si la symétrie, qui est dans le drame même, contraind à nous balancer d'un mouvement un peu trop régulièrement attendu, entre le monde souterrain de la peine humaine et les hautes régions des mystérieuses douleurs. Comme cette mise en scène elle-même, la décoration de Schneider-Siemssen peut se déployer avec une tumultueuse ampleur dans l'espace horizontal, sur l'écran panoramique, de ce plateau du grand Festspielhaus : elle y trouve d'ailleurs des compositions réussies dans le fantastique et le sur-naturel. A nos yeux, elle l'emporte sur celle de la Fête, mais par une rencontre bien significative l'une et l'autre s'achèvent sur l'image presque identique de la même apothéose solitaire. Une apothéose qui enveloppe d'autant plus chaleureusement et intimement, Karl Böhm qu'il s'y mêlait un élément sentimental : le jour de cette représentation était celui du quatre-vingtième anniversaire du grand chef d'orchestre.

YVES FLORENNE.

MAXEVILLE - MONTMARTRE 83 - LE MONGE
LE ROISSY - ST-AMBOISE - PICARDY
ROYAL (Boulogne) - FRANCE (Brigny) - PALACE (Vincennes)

MARIE JOSE NAT
les Violons du BAL
MICHEL DRACH
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT

29^e semaine

Centre du Cinéma Nouveau
LES DERNIERES FIANÇAILLES
de J.P. LEFEBVRE

Le Marais
HOSPITAL
de Fred WISEMAN

20, rue du Temple 278.47.86
CETTE NUIT OU JAMAIS
de Daniel SCHMID

MICHEL PICCOLI
dans
GRANDEUR NATURE (LIFE SIZE)
un film de LUIS BERLANGA

«Un premier événement domine la rentrée : le nouveau film de Luis Berlanga». GILLES JACOB - L'EXPRESS

«Ce fabuleux morceau de cinéma mérite qu'on se précipite dans les salles». HENRY CHAPIER - LE QUOTIDIEN DE PARIS

«L'un des rôles les plus significatifs que joue Piccoli avec le talent de l'évidence». ROBERT CHAZAL - FRANCE-SOIR

«Prenez garde à la poupe... On s'attache». PIERRE BOUTELLIER - FRANCE INTER

BIARRITZ-MADELEINE-CLICHY-PATHE-LA MAXEVILLE-UGC ODEON
BIENVENUE MONTMARTRE-LA CLEF-CINE HALLES-MAGIC CONVENTION
ARTEL-ROBERT-MARLY-ROCHER-BOBIGNY-2-FLANADES-SARGELLES

INTERVU AUX MOINS DE 18 ANS

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

UNE AGENCE DE L'ARBRE
POUR LES MAIRES

La direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, au ministère de l'équipement, a décidé de mettre, gratuitement, à la disposition des collectivités locales, un bureau d'études de l'agence de l'arbre et des espaces verts.

Ce bureau composé de paysagistes, architectes ou d'ingénieurs pourra donner, en particulier aux maires, des conseils techniques pour l'aménagement de petits jardins publics, la création d'espaces verts naturels ou encore la création de parcs de plusieurs dizaines d'hectares.

* Renseignements : M. Jean-Bernard Perrin, avenue du Parc-de-Bussy, 75775 Paris. Tél. : 325-34-34.

MARÉE NOIRE
DANS LE DÉTROIT DE MAGELLAN

Vingt mille tonnes de pétrole brut se sont échappées des citernes du « Metula », tanker hollandais de 190 tonnes appartenant à la Shell, échappé depuis le début du mois d'août, dans le détroit de Magellan. Les côtes de l'extrémité sud du continent américain sont polluées sur 20 kilomètres. Les autorités chiliennes ont demandé l'aide des gardes-côtes américains. En outre, deux pétroliers sont sur les lieux, le « Barrella » de la Shell et le « Bactan » norvégien. « Bactan », en dépit du mauvais temps, 15 000 tonnes de brut ont été transférées du tanker échoué aux navires qui l'entourent. Les spécialistes espèrent pouvoir éliminer encore de 40 000 tonnes de pétrole et le remettre à flot au moment des hautes eaux de la fin de ce mois de septembre. — (A.F.P.)

A PROPOS DE...
LA « MORALISATION » DES MARCHÉS PUBLICS

Vrais coupables

Le ministère de l'économie et des finances et le ministère de l'équipement doivent prendre bientôt un ensemble de mesures qui auront pour but de « moraliser », la façon dont sont conclus les marchés publics. Au cours d'un conseil des ministres réuni le 7 août dernier, M. Giscard d'Estaing avait fait état de la nécessité de supprimer un certain nombre d'abus dont se caractérisent les marchés publics. Les fonctionnaires des collectivités locales ou de l'Etat (le Monde, du 9 août).

Plusieurs dispositions sont envisagées. La première est de favoriser la libre concurrence entre les entreprises, même si l'on applique la procédure des marchés de gré à gré qui permet de traiter directement avec un seul. Dans ce cas, l'administration devra, avant de conclure avec tel ou tel fournisseur ou entrepreneur, s'assurer qu'il est bien le meilleur ou le moins cher. On prévoit aussi de renforcer le rôle de la commission des ententes pour éviter que, avant les appels d'offres ou les concours organisés pour la construction d'un ouvrage administratif, par exemple, des sociétés ne se concertent pour majorer leurs prix ou se partager un marché.

De plus, on étudie les moyens d'organiser une meilleure information des collectivités locales sur les prix ou les caractéristiques techniques des équipements qu'elles commandent. Il n'est pas rare, en effet, que des entreprises profitent de l'ignorance de certains maires (dans les petites communes rurales surtout) et du silence de certains techniciens pour proposer des installations onéreuses qu'elles n'oseraient pas proposer ailleurs. Sont envisagées, en outre, pour éviter le favoritisme, des mesures afin de faire changer plus fréquemment de postes les fonctionnaires qui, dans une région, signent les marchés. On n'exclut pas, enfin, la création de « brigades d'enquêtes », spécialisées qui seraient chargées de déjouer les pratiques suspectes.

Au total, on souligne, dans les différents ministères concernés, que les mesures en préparation visent à modifier les textes existants qu'à créer un nouvel état d'esprit et à éliminer une sorte de code de déontologie à l'usage des fonctionnaires. Pourtant à des contrôles déjà nombreux risquent de s'ajouter de nouveaux contrôles qui aboutiront à éliminer complètement les mauvaises pratiques.

Il y a déjà les règles de la comptabilité publique qui sont fort contraignantes et désuètes au regard d'une gestion moderne. Le budget de l'Etat est d'ailleurs artificiellement en petites « rondelles » (spécial-

URBANISME

Les premiers habitants de la ville nouvelle d'Évry ont en moyenne vingt-quatre ans

Les villes nouvelles de la région parisienne sortent de terre. Des quartiers sont habités depuis un, deux ou trois ans, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), Evry (Essonne), Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines) et Melun-Sénart (Seine-et-Marne). Premiers habitants, premiers problèmes. Qui sont-ils ? Quels sont leurs besoins. Sont-ils satisfaits ? Deux séries d'études concernant la ville d'Évry permettent de mieux connaître ces nouveaux citadins qui ont en moyenne vingt-quatre ans.

L'association Evry - Animation (1) a trouvé l'origine géographique des Evryens à partir des listes électorales arrêtées au mois de mars 1974. Les naissances de France arrivent très largement en tête (38 % au total). On trouve ensuite les originaires d'Algérie (5,3 %), de Bretagne (3,6 %), de Picardie-Artois (3,2 %), etc.

Dans les ensembles immobiliers de Courcouronnes et du Champ-du-Cocq, les femmes solitaires sont en majorité des employées. On compte environ 10 % d'ouvrières. A Courcouronnes, on a été surpris surtout des maisons individuelles, les cadres moyens représentant 36 % de la population active et les ouvriers 31 %. Au Champ-du-Cocq, les proportions sont inversées : 34 % pour les ouvriers et 31 % pour les cadres moyens. Les cadres supérieurs et les professions libérales, qui sont 12 % à Courcouronnes, ne représentent plus que 7 % au Champ-du-Cocq.

Enfin, l'association a étudié l'âge des habitants. A Courcouronnes, la pyramide familiale est, en moyenne, représentée par un couple âgé de vingt-cinq à quarante ans, et par plusieurs enfants de zéro à quinze ans. La tranche d'âge la plus importante est celle de cinq à neuf ans. Au Champ-du-Cocq, où les H.L.M. sont en majorité, on trouve surtout de jeunes couples sans enfant, avec un seul enfant. La tranche d'âge la plus nombreuse est celle de vingt à vingt-quatre ans. Au Parc-aux-Lièvres, la pyramide d'âge est assez similaire et les vingt-cinq-vingt-neuf ans sont les plus nombreux. Au total, dans les trois quartiers, l'âge moyen se situe entre vingt-trois et vingt-quatre ans.

Une autre étude, effectuée au Parc-aux-Lièvres, par une équipe de jeunes architectes, a été publiée par le Centre de recherches sur l'habitat (2). Quatre groupes différents ont pu être identifiés par les enquêteurs. Le premier est celui de « Français moyens ». Sa famille compte quatre personnes. Il occupe un 74 depuis trois ans. Il vient de la banlieue où il était locataire. Il souhaite maintenant à la propriété. Il souhaite habiter le vieux Evry. Il est assez satisfait de son sort et ne désire pas participer à la vie de la cité.

Les « familles nombreuses » sont, elles aussi, contentes de leur situation. Avec trois ou quatre enfants, elles habitent un 75 ou un 74. Leurs préoccupations sont centrées sur l'école. On ne connaît pas leur situation financière. Elles sont satisfaites de leur logement.

Troisième groupe : les « participants actifs ». La famille se réunit pour des activités de quartier. Le père et la mère y ont tous deux des activités bénévoles. Ils tiennent de la province, connaissent des familles dans le reste d'Évry et souhaitent participer à la mise en place de leur quartier.

La catégorie des « mécontents » occupe les plus petits logements. Ils sont originaires de Paris ou de l'étranger. Il s'agit soit de jeunes ménages dont c'est le premier logement, soit d'anciens propriétaires. Pourtant, selon les enquêtes, leur insatisfaction ne les pousse pas à manifester ouvertement leur mécontentement.

ALAIN FAUJAS.

(1) Evry Animation, ferme du Bois-Briard, Courcouronnes, 91000 Evry.
(2) C.R.E.A.P., 352, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

MARINE
MARCHANDEL'AFRIQUE DU SUD
COMMANDE
QUATRE GROS NAVIRES
PORTE-CONTENEURS
A LA FRANCE

Johannesburg (A.F.P.). — L'Afrique du Sud vient de commander quatre grands navires porte-conteneurs à la France pour un montant total de plus de 1 milliard et demi de francs.

Le premier de ces navires — qui seront construits par trois chantiers navals français — sera livré en 1977 et le quatrième de la série l'année suivante. La France — Dunkerque — construira deux navires, les Chantiers de l'Atlantique et ceux de La Ciotat chacun un. Ils pourront transporter deux mille quatre cent cinquante conteneurs chacun à une vitesse de 21 nœuds et seront mis en service entre les ports européens et l'Afrique du Sud.

● APPEL A LA GREVE GENERALE DES MARINS C.G.T. La fédération des marins C.G.T. déclare dans un communiqué qu'elle a décidé que « la France sera occupée si la décision de la désarmement est maintenue, et qu'elle appellera l'ensemble des marins de tous les services, de tous les genres de navigation, à une grève générale ». Cette décision intervient à la veille de la manifestation de la marine marchande, le 10 septembre, en France et la construction d'un navire de remplacement. Les organisations syndicales veulent pouvoir se prononcer sur les mesures à prendre et les lignes à privilégier, pour que le personnel navigant soit associé à des problèmes qui le concernent directement.

TOURISME

● UNE NOUVELLE AGENCE DE VOYAGES BRITANNIQUE EN DIFFICULTÉ. — Moins d'un mois après que l'agence de voyage Court Line a été déclarée en faillite (le Monde du 17 août), un autre organisme anglais, l'Apal Travel Ltd, connaît à son tour de graves difficultés. En effet, l'Office national espagnol de tourisme vient de faire savoir aux autorités britanniques que les hôteliers de la péninsule n'accepteraient plus les clients de l'Apal en raison de dettes impayées. L'Apal aurait actuellement quelque sept cents clients en vacances en Espagne, et devait en faire partir deux cents autres durant le prochain week-end. — (A.F.P.)

صلى الله عليه وسلم

TRANSPORTS

PRÉVU POUR 1982

LE NOUVEAU TRANS-SIBÉRIEN : UNE VOIE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIQUE

Le ministre soviétique des transports, M. Yevgeny Kojouharov, a récemment confirmé que le nouveau Transsibérien — dont la construction a été annoncée au début de l'été par le secrétaire général du parti communiste soviétique, M. Leonid Brejnev — devrait être achevé en 1982. Dès 1978, a précisé le ministre des transports, des trains devaient pouvoir circuler sur certaines parties de la ligne. En revanche, la construction d'un oléoduc de 4 000 kilomètres reliant Irkoutsk à Makhodka, le port sibérien sur la mer du Japon, qui avait été envisagée et devait être réalisée avec l'aide conjointe des Américains et des Japonais, est abandonnée, ce qui a conduit les Japonais à renoncer, du moins pour l'instant, au pétrole de Sibirie.

De notre correspondant

Moscou. — Après des années de long et qu'elle traversera des régions extrêmement difficiles d'accès, au sous-sol gelé par intermittence, donc particulièrement instable. La voie ferrée passera de la ville de Oust-Kout, sur la rivière Léna, pour rejoindre Komsomolsk-sur-Amour à l'est, d'où le sigle BAM par lequel on la désigne depuis : voie Baïkal-Amour (1).

L'intérêt économique du BAM est évident et les Soviétiques ne manquent pas d'y insister : bien qu'une seule voie soit prévue, elle permettra de décongestionner sérieusement le vieux Transsibérien, dont la construction avait été commencée sous Alexandre III en 1891, et auquel on ajouta une deuxième voie après la première guerre mondiale. Le Transsibérien constitue en fait le seul lien d'union entre la Sibirie et la Russie européenne en ce qui concerne en tout cas le transport des marchandises. Bien qu'il ne représente que le tiers du réseau ferré soviétique, il supporte en

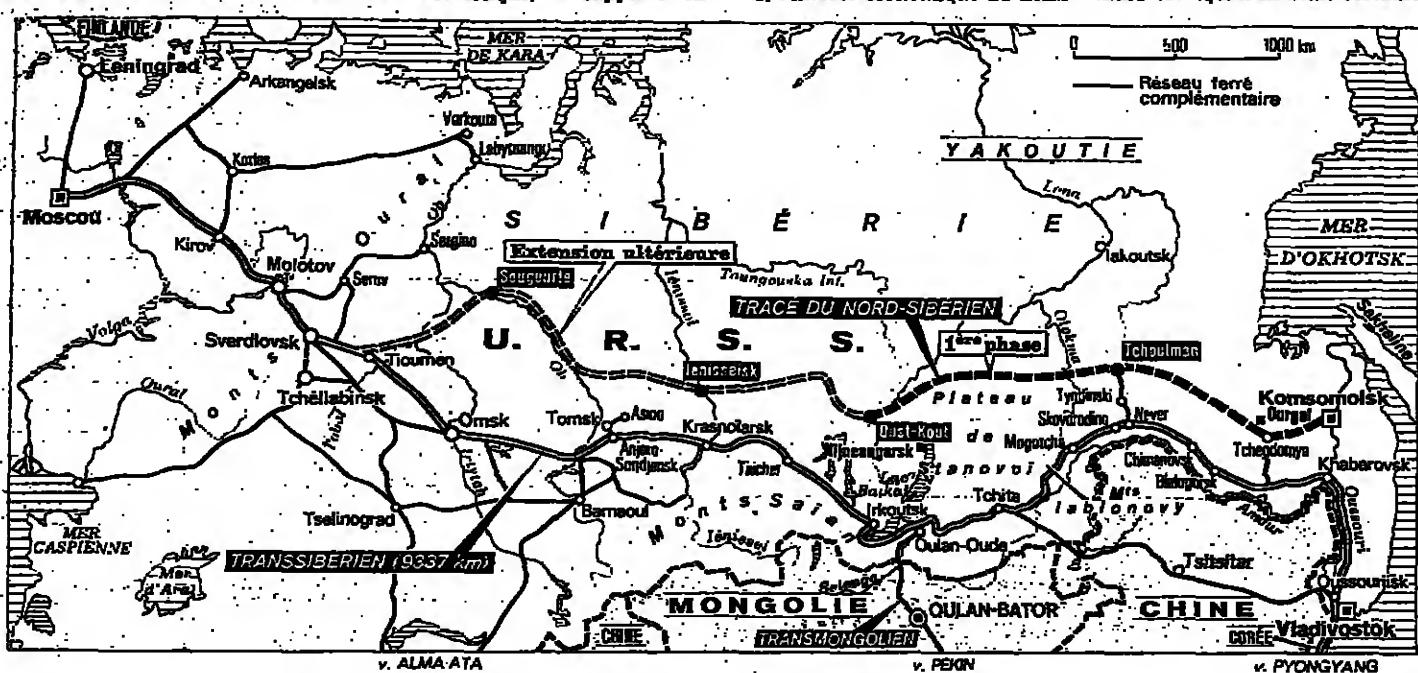
effet un système de tout le trafic ferroviaire de l'URSS. Le BAM permettra non seulement de développer les échanges, mais aussi d'ouvrir de nouvelles régions de Sibirie fort riches en certains minerais. Parmi les sites prometteurs qu'il traversera, les experts soviétiques mentionnent en particulier les gisements de cuivre d'Oudobansk, ceux de Nijneangarsk pour le cuivre et le nickel et enfin ceux de Tchoulyme et d'Ongal (houille). Un embranchement vers la Yakoutie, riche en charbon et en gaz, est également prévu, vers le nord à partir de Tchegodomy, d'où une rampe descend aussi vers le sud pour la liaison avec le Transsibérien. Une autre rampe ira de Tchoulyme vers Nijne.

Si l'intérêt économique du BAM n'est pas discutable, il en est un autre dont on préfère ne pas parler en U.R.S.S. et qui n'en est pas moins incontestable : c'est l'intérêt stratégique. Le « vieux » Transsibérien ne sert pas, en effet, qu'au transport des matières premières sibériennes et à l'approvisionnement des pionniers de l'est : son encombrement s'explique aussi par son rôle militaire. C'est par le Transsibérien que sont alimentées en vivres, armements, munitions, essence, la trentaine de divisions soviétiques stationnées à la frontière chinoise, ainsi d'ailleurs que l'armée mongole, entièrement dépendante de l'U.R.S.S.

En cas de regain de tension à la frontière, voire d'affrontement, le rôle stratégique du chemin de fer amorce par Blaise Cendrars (2) (qui n'en avait certainement pas vu la première traversée) grandirait encore, même s'il était doublé d'un pont aérien. Or, dans toute sa partie orientale, le Transsibérien est fort vulnérable, car il longe pratiquement la frontière chinoise et n'est nullement à l'abri de quelque coup de main. D'innombrables ouvrages d'art constituent, d'autre part, autant d'objectifs militaires relativement faciles à atteindre, mais qu'il serait très long de reconstruire.

Ce n'est donc pas un hasard si les dirigeants soviétiques ont décidé, en priorité, de construire le BAM, c'est-à-dire de doubler le vieux Transsibérien sur toute sa portion proche de la Chine. Le BAM sera construit de 200 à 700 kilomètres plus au nord, à l'abri d'éventuelles incursions chinoises.

JACQUES AMALRIC.



(1) Le BAM n'est que le tronçon le plus oriental du nouveau Transsibérien-Nord. Pour achever cette ligne, il faudra relier le tronçon en cours de construction entre Komsomolsk et Oust-Kout à Tienoumen (via Iakoutsk et Sougoutsk). C'est la ligne qui rejoindra le tracé du vieux Transsibérien. Une petite section de 400 kilomètres entre Tienoumen et Tobolsk a été construite durant le huitième plan quinquennal (1956-1970).

(2) Écrivain, mort en 1961, grand voyageur, Blaise Cendrars écrivit en 1913 un poème sur le Transsibérien.

DES HOTELS DE CHARME EN PLEIN PARIS ?

Les maîtres les connaissent bien. Chambres ravissantes, confort exquis, calme, verdure et confort raffiné. Gault-Millau en ont déniché un bon nombre, dans tous les quartiers. Vous les trouverez dans le 10 de septembre du Nouveau Guide Gault-Millau, magazine mensuel 6 F, chez tous les marchands de journaux.

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

Grille A/B	2500	2000	90%	CF	1974	Immeubles	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol du box	Paddings en surface	Gare	R.E.R. Station	Autoécole et périphérique
78	2500	2000	90%	CF	1974	Immeubles	Nombre d'app.	Maisons individuelles	Garages particuliers	Garages en sous-sol du box	Paddings en surface	Gare	R.E.R. Station	Autoécole et périphérique

A. B. C. D. E. F.

1	MAGNY-EN-VOXIN	CHARENTY	SENILIS
2	PONTAISE	TAVERNY	MEAUX
3	ST-DENIS	BOBIGNY	LAGNY
4	ST-GERMAIN	NANTERRE	CLAMART
5	VERSAILLES	CLAMART	BOISSEY-ST-LEGER
6	TRAPPES	ANTONY	CRETEIL
7	CHARENTY	EVRY	CORBEIL-ESSONNES
8	DOURDAN	ARPAJON	MELUN

LES HAMEAUX DE DOURDAN - La Croix-St-Jacques, Dourdan - Maisons individuelles de 6 p. et 4 p. + combles aménagés, terrain privé. Reste 16 maisons. Visite sur place du jeudi au lundi inclus de 14 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 12 h. Téléphone : 492-75-81. PIERRE BARON S.A., 36, rue Copernic, 75116 PARIS. Téléphone : 553-21-39.

LE 101, AV. JEAN-JAURES - CLAMART (Centre) - Sect. résid. et comm. Per. trin. de classe, foyers matins, grand confort. Studio, 2, 4 et 5 pièces. Bureau de vente sur place, samedi, dimanche, lundi, de 14 heures à 18 h 30. S.I.E.T.R.A. Tél : SUF. 24-28 - FON. 36-57.

LA HENIN

crédits immobiliers

16, rue de la Ville l'Evêque

75008 Paris - tél. : 260-35-15

COGEFIMO

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

...et pour financer votre achat

un prêt cde

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

6 rue Volney 75083 PARIS CEDEX 02

Tél. 260-35-10 et 742-73-15

DEMANDES D'EMPLOI	La Seine La Seine T.C.
OFFRES D'EMPLOI	8,00 6,89
REPRESENTAT. : Demandes	13,00 14,91
Offres	27,00 31,52
Offres d'Emploi "Piscards Encadrés" (2 col.)	
minimum 15 lignes de hauteur	35,00 40,86

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La Seine La Seine T.C.
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00 70,05
CAPITAUX	21,00 24,51
OCCASIONS	

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LES ÉTABLISSEMENTS NEU
IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION LILLOISE
fabricant du matériel d'équipement industriel
hautement qualifié
recherche :

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
PRÊT À VOYAGER DANS
LE MONDE ENTIER

- Ayant de préférence 2 à 4 ans de pratique en ingénierie ou industrie biens d'équipement ;
- Connaissance courante de l'anglais et de l'allemand exigée.

Adr. candidatures manuscrites avec C.V. détaillé et photographie de 3x4 cm, à :
CAMBRES 50, B.P. 37, TRAIT PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE
recherche pour siège social à VELIZY

INGÉNIEUR
E.C.P., A.M. ou équivalent.
1 à 2 ans d'expérience.

Pour étude et montage de matériels spéciaux et rationalisation des méthodes de montage.

- Evolution de carrière très ouverte dans société en expansion ;
- Formation nécessaire assurée ;
- Langue étrangère appréciée.

Ecrire avec Curriculum Vitae, photo et prétentions à :
O.P.C. Conseil n° 2393
13, rue d'Engoulven - 75010 PARIS.

INGÉNIEURS d'APPLICATIONS

Aimeriez-vous participer à l'expansion rapide de notre

DIVISION INFORMATIQUE
en commercialisant des produits d'avant-garde ?

TEKTRONIX

peut vous offrir cette chance si vous avez quelques années d'expérience de la vente de matériel informatique ou bien si vous souhaitez vous tourner vers un métier passionnant avec de solides connaissances en INFORMATIQUE ou en ELECTRONIQUE.

Nous assurons la formation technique et commerciale en France et à l'étranger.

Participation au bénéfice de la Société et voiture de fonction.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions à :
TEKTRONIX Division Informatique
B.P. 13 - 91401 ORSAY.

CAC2507

Nous sommes

UNE ENTREPRISE
L'IMPRESSION HÉLIOGRAVURE

avec tout l'équipement technique le plus moderne dans le sud de l'Allemagne

et recherchons dans l'immédiat

DESSINATEURS ou DESSINATRICES
POUR L'HÉLIOGRAVURE

Le salaire sera approprié.

Ecrivez-nous sous le n° 1.915, RÉGIE-PRESSE, GmbH, D - Frankfurt, Rathenauplatz 1a, R.F.A., qui transmettra. Nous vous répondrons de suite.

emplois régionaux

Grand Groupe International recherche

DIRECTEUR DES VENTES

pour sa nouvelle Société Française à Roubaix (Sud spécialisée dans les Clubs de livres et la vente par correspondance).

Ce DIRECTEUR DES VENTES devra être âgé de 25 ans minimum et avoir une expérience sérieuse comme responsable des Ventes ou comme Responsable de la Publicité dans une importante Société. Il devra, en outre, avoir un sens commercial très poussé.

En collaboration avec un « International Marketing-Director » et le Directeur Commercial de notre société belge, il sélectionnera les media publicitaires et adaptera au marché français les techniques modernes et agressives du groupe.

La Société paiera les frais d'un éventuel déménagement à Roubaix ou Lille et offrira à un homme dynamique et expérimenté un salaire et un intéressement qui seront dignes d'une organisation en pleine expansion en Europe.

Adressez C.V., offre détaillée et prétentions à :
N° 525.303, Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.
Discretion assurée.

Société Rhône-Alpes recherche

TECHNICIEN
en injection Thermo-Plastique
capable concevoir et fabriquer moules et alimenter les machines.

Disponible rapidement - Situation d'avenir

Ecrire à N° 57.450, CONTEXTE Publi-
cité, 30, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE lyonnaise importante,
marques connues, C.A. 200 millions
en forte expansion
recherche pour la Direction de ses services
comptables et financiers

GESTIONNAIRE COMPTABLE
niveau expertise, rompre aux méthodes modernes de gestion.

Situation intéressante et d'avenir.

Adressez curriculum vitae détaillé et références à :
HAYAS LYON 5007.

Centre d'Etude et de Recherches
du Bâtiment recherche pour
études essais

1 TECHNICIEN
SUPERIEUR
ayant quelques années d'expé-
rience, capable de concevoir et
de réaliser des mesures de
contraintes et des
modèles mécaniques.

INDISPENSABLES
Env. C.V. au CERIS (O.R. DR.)
B.P. 42 2030 EPERNON.

Recherches

TECHNICIEN
CHEF DE FABRICATION
pour atelier de confection
tissus techniques.

Anglais parlé nécessaire.
Situation très intéressante.

Rég. à N° 525.323, Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

Organisme de formation
professionnelle continue
grande ville Centre France
recherche

FORMATEUR
Homme, 25 ans minimum.

Solide formation aux techniques
de dessin, possible autodidacte,
bon niveau culture générale.
Expérience indispensable dans
secteur distribution,
pédagogie et homme de terrain,
à des missions les plus
dynamiques et exigeantes pour
former des adultes.

Lettre man. + C.V. + photo à :
Havas, 6300 Clermont-Ferrand,
n° 48.614.

Importante Société SUD-OUEST
recherche

2 INGÉNIEURS METHOD.
confirmés

Avoir minimum 30 ans, ayant
expérience de la production en
série de pièces mécaniques de
précision, de préférence dans
la mécanique automobile,
capables de mener des études
d'optimisation des formes et d'en
faire l'aboutissement.

Dolvent pouvoir également
assurer la liaison avec le
bureau d'ETUDES en vue
d'obtenir, dès le stade concept.,
des solutions optimales.

Ecrire avec C.V. et prétentions
à AG. HAVAS PAU D 11.89 et 1.

FONDERIE MODERNE
craie moule (200 pers.)
petite ville, situation région
nord de la Loire
recherche

**ADJOINT AU DIRECTEUR
TECHNIQUE**
AM-ENSI ou similaire,
5 à 8 ans d'expérience acier
moulé ou formation Exp.

Mission :
Supervision des services de
fabrication acier liquide,
travaux d'usinage, usinage,
entretien général, études de prix.

Logement en ville. Ets.
accueillants sur place permettant
études secondaires complémentaires.

Poste d'avenir stable.

Adressez C.V. détaillé à :
SELETEC
Conseil en recrutement,
GROUP STRASBOURG CEDEX
sous référence 570.

représent. offre

LABORATOIRE
en forte expansion,
développement en Europe
de Viste Médicale à
St. Denis.

recherche

**4 DELEGUES
MEDICAUX**

Pour les secteurs de :
• Haute-Savoie - 01 et 73
• Haute-Vienne - 15 - 19 et 23
• Haute-Saône - 70 et 71
• Hérault et 34

Nous souhaitons rencontrer
des candidats titulaires d'un
baccalauréat ou d'un diplôme
de bonne culture scientifique
et d'un bon niveau en langues
étrangères, de la Viste Médicale.

Il sera proposé, en sus de la
rémunération mensuelle, une
prime annuelle et des frais de
route remboursés selon un
système de forfaits.

Envoyer curriculum vitae, et photo à :
REGIE-PRESSE N° 56.108,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

8
(sous-vêtements, maillots de bain)

Dans le cadre de son expansion
recherche pour sa force de vente son :

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE.

Sous l'autorité du Directeur Commercial
France + Export

Il aura pour mission :

- de participer à l'élaboration de la politique commerciale ;
- de développer les ventes sur le territoire national en fonction des objectifs fixés ;
- de contrôler une force de ventes d'une trentaine de personnes en contact avec tous les canaux de distribution (V.P.C., Grande Magasin, Magasins populaires et de détail).

Ce poste de responsabilité correspondrait à un candidat ayant une expérience confirmée dans la vente de produits de grande consommation de préférence en une formation commerciale du type E.C.P. ou S.E.C.F.

Ecrire à S.E.L.L. Direction Générale,
158, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10°).

COLLEGE CERVINO
4300 CHAMON-LEZ-ANNONAY
ch. pour rentrée septembre 1974
un professeur licencié allemand, un
professeur licencié italien, un
comptable avec D.I.J.T. ou
B.T.S. comptabilité, un professeur
électronique physique.

**PLAQUETTES
INDUSTRIELLES**
S.A. 200 ans en expansion
régulière à Marolles (Sud 47)

Fournisseurs des grands
établissements de la radio-
téle, de la P.V. et de l'automobile.

**JEUNE DIRECTEUR
DE MARKETING**
H.E.C. ESC ou similaire
capable de travailler en allemand
3 à 5 ans d'expérience.

Mission :
— Organisation et animation des
ventes export (Allemagne) et
des ventes régionales Est.
— Gestion du service admini-
stration des ventes, liaisons
avec les clients.

Conception et réalisation d'étu-
des de marketing (nouveau
produit, nouveaux marchés),
interventions personnelles de
vente auprès des clients
importants (contacts
services achats, études,
études industrielles).

Poste d'avenir à larges
responsabilités.
Logement facilité.

Adressez C.V. détaillé à :
S.E.L.E.T.E.C.
Conseil en Recrutement,
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 541.

SKF
(mécanique de précision, 7000 personnes)
recherche

pour son SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL AU SIEGE

**UN ASSISTANT
AU CHEF DU SERVICE
GESTION DES CADRES**

le candidat que nous voulons intégrer dans
notre équipe à quelques années d'expérience
en entreprise ou dans un cabinet.

Probablement psychologue de formation, il
a déjà procédé lui-même à des recrutements,
il est attiré par la gestion prévisionnelle,
les études de structures et de liaisons entre
services.

La rémunération envisagée est de
50.000 à 60.000 F/an.
Possibilités d'évolution ultérieure.

Anglais excellent de la profession.

Lieu de travail : CLAMART
(Banlieue Sud de Paris)

Adressez C.V. détaillé à SKF
Service Central du Personnel
B/P 20 V - BP 72 - 92140 CLAMART

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ELECTRONIQUE**
Banlieue NORD-OUEST
recherche

A.T.3 D'ETUDE
B.T.S.

- spécialiste technologie digitale ;
- bonne connaissance de la technologie des
circuits intégrés ;
- connaissances en calculs numériques
souhaitées.

A.T.2 D'ETUDE
Niveau B.T.S.

- bonne connaissance des circuits digitaux et
analogiques.

**A.T.2
DE PLATE-FORME**
Niveau B.T.S. ou F.P.A.

- bonne connaissance des circuits digitaux et
analogiques pour mise au point et installations
de matériels électroniques.

Adressez C.V. détaillé et prétentions à :
SIPEP
2, rue de Châteaui - 75003 PARIS
sous la référence 4988.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
rattachée à un groupe multinational
recherche

**ASSISTANT
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

ayant une formation commerciale supérieure
(B.S.E.C. - E.S.C.P. - SUP. de CO. etc.) et de
préférence une expérience de Direction dans entre-
prises à succursales multiples.

Sera chargé d'assurer la coordination et l'animation
de 50 MAGASINS.

Ce poste peut rapidement permettre d'accéder à la
Direction des Ventes.

- Age : 28 ans minimum.
- Anglais couramment parlé.
- Rémunération prévue : de l'ordre de 80.000 à
90.000 francs l'an.
- Voiture de fonction.

Ecrire avec C.V., à M. MARTIN, 37 bis, rue de la
Grange-aux-Belles - 75010 PARIS, qui transmettra.

**INSTITUT DE RECHERCHE
DES TRANSPORTS**
recrute :

- Pour ARCEUIL :
**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
INFORMATIQUES
ÉCONOMISTE-STATISTICIEN**
- Pour LYON :
ERGONOME

Documentation sur ces postes à demander au :
Service du Personnel
IST - B.P. 28 - 69110 ARCEUIL.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
D'IMPLANTATION NATIONALE
recherche pour certains de ses établissements

**H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C., D.E.C.S.,
B.P., B.T.S.**

MEMBRE DESUTANTS
Formation pratique assurée par la Société
et

CANDIDATS
ayant expérience pratique de services de comp-
tabilité générale (G.E.P. COMPTABLE ou COMPTA-
BLES) ou de l'exercice libéral de la profession.

Sans des contacts humains.
Goût du travail en équipe.

Ecrire à N° 56.840, CONTEXTE PUBLI-
cité, 30, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

JEUNE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE (120 personnes)
recherche

INGÉNIEUR EN CHEF
pour diriger
un groupe d'ingénieurs d'études hardware
Haut niveau technique,
autorité et expérience exigées
Préférence A.M. + S.E.C. ou E.S.C.T.

Adressez C.V. et prétentions sous le numéro 228 CH.
à C.G.P., 23, rue Cavendish, 75019 PARIS.

IMPORTANT FABRICANT MEUBLES
REGION PARISIENNE, RECHERCHE

CADRE COMMERCIAL
ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

pour ANIMATION et INSPECTION RESEAUX
DE VENTES

Excell. possibilités promotionnelles et salariales de valeur
Exp. de quelques années de poste simil. exigées.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 62203 à
F.P.P. CONSEIL, 10, r. des Martyrs, Paris-9°, qui tr.
Discretion absolue. Réponse assurée à tte candidat.

LEADER EUROPEEN
recherche

**Responsable
du Personnel**

pour ses Unités de Production décentralisées
(200 kms Ouest Paris)

En accord avec la Direction, le candidat
retenu assurera tous les aspects de la fonction
(politique salariale, relations syndicales,
formation, recrutement etc...)

Goût des relations sociales et expérience
dans la fonction souhaités.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo
+ prétentions à N° 67423 Contesse Publ.
20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

سكوت الامال

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RENCONTRE DES CINQ MINISTRES DES FINANCES

Les quatre participants étrangers

● M. W.E. SIMON, secrétaire américain au Trésor, est âgé de quarante-six ans. Il a fait de courtes études de droit avant d'entrer dans les milieux de Wall Street. Après avoir exercé diverses responsabilités dans des sociétés financières, il devint secrétaire adjoint au Trésor le 22 janvier 1973. Le 4 décembre 1973, il fut nommé directeur du bureau fédéral de l'énergie, poste qui lui valut le titre de « baron de l'énergie ». Le 17 avril dernier, M. Nixon le désigna pour occuper les fonctions de secrétaire au Trésor en remplacement du démissionnaire, M. George Schultz.

● M. HANS APEL, ministre allemand des finances, est né à Hambourg le 25 février 1932. C'est un vieux routier des questions européennes : conseiller auprès du Marché commun, il fut ensuite, de 1958 à 1961, secrétaire du groupe socialiste au Parlement de Strasbourg. Membre du parti socialiste S.P.D. depuis 1965, M. Hans Apel, poussé par M. Schmidt, se présente aux élections de 1965 : élu au Bundestag, il se fit remarquer pour son dynamisme et ses qualités de « débateur ». En 1970, il fut élu au comité directeur du S.P.D. Secrétaire d'Etat parlementaire aux affaires étrangères, avec rang de ministre d'Etat, M. Apel a participé, depuis deux ans, à toutes les grandes affaires de la chancellerie.

● M. DENIS HEALEY, chancelier britannique de l'Échiquier, né en 1917 au Yorkshire, est surtout connu comme ancien ministre

des investissements officiels des pays producteurs de pétrole aux États-Unis, où il fut de l'ordre de 4 à 5 milliards de dollars depuis le début de l'année. A récemment indiqué le sous-secrétaire au Trésor, M. Jack Bennett, il s'agit là des investissements que les autorités américaines sont en mesure d'identifier comme venant directement d'agences monétaires des pays producteurs. Une bonne part de ces investissements semblent s'être placés en bons du Trésor américain achetés sur le marché financier de New York. En revanche, il ne semble pas que l'offre d'émissions spéciales de bons du Trésor faite par le secrétaire William Simon aux autorités d'Arabie Saoudite et du Koweït ait eu beaucoup de succès. Quelques centaines de millions seulement auraient été placés de cette façon, alors que les dirigeants américains s'attendaient à plusieurs milliards de dollars. — (A.F.P.)

de la défense de l'équipe gouvernementale travailliste. S'il fut tenté dans sa jeunesse par les idées d'extrême gauche, il devint par la suite l'un des plus vigoureux défenseurs de JOTIAN au sein du Labour. Il fut élu aux Communes pour la première fois en 1952. Il appartient à l'aile droite de son parti, l'aile gauche lui reprochant ses amitiés américaines.

M. Ohira, ministre des finances, étant hospitalisé, c'est M. Yoshida, vice-ministre adjoint des finances, qui représente le Japon à la réunion. Il est accompagné de M. Inamura, conseiller de M. Ohira, et d'un haut fonctionnaire de la Banque du Japon.

Les cinq gouvernements des instituts d'émission participant à la rencontre sont MM. Tadashi Sasaki pour le Japon, Egon Krause pour l'Allemagne, Gordon William Richardson pour la Grande-Bretagne, Arthur Burns pour les États-Unis, Bernard Clappier pour la France.

Des « accidents » qui se multiplient

Depuis le début de l'année, le système bancaire international a été secoué par une série d'accidents, qui ont fait naître un malaise grandissant dans les milieux financiers mondiaux et entraîné une défiance quasi générale, même vis-à-vis d'établissements réputés solides. A l'origine de ces accidents, on trouve presque toujours des pertes sur les opérations de changes, activité très fructueuse pour les banques, mais très mal contrôlée par leurs dirigeants et souvent plus hasardeuse par la suite en raison des monnaies. C'est ainsi que l'Union de banques suisses, première banque helvétique, a perdu de 4 à 5 millions de dollars, la Westdeutsche Landesbank (au quatrième rang en Allemagne fédérale) 100 millions de dollars, la Franklin New York bank

(Suite de la première page.)

Nul doute que de telles confidences répondent à l'attente de l'opinion, qui a pris l'habitude de compter sur la coopération internationale pour éviter le pire. « Une grande dépression est imminente à notre époque car, dit-on, les gouvernements ne laissent pas se propager. » L'argument est en partie juste, ne serait-ce que parce que le monde capitaliste risque moins de se diviser aujourd'hui qu'il y a quarante ans, étant donné le rôle prépondérant que jouent désormais les États-Unis.

Mais, contrairement à une idée largement répandue, les dirigeants américains, même s'ils ont su remarquablement tirer parti des situations les plus difficiles depuis la première dévaluation du dollar, ont montré eux aussi leur incapacité à maîtriser l'inflation et à empêcher la délocation progressive de ce que l'on appelle naïvement le système monétaire international. Ce qui a marqué l'époque récente, c'est en réalité la démission des gouvernements.

C'est ainsi que le projet de réforme monétaire, pourtant

(au vingtième rang aux États-Unis) 50 millions de dollars.

Le 26 juin, en revanche, la banque Herstatt de Cologne n'a pu échapper à la faillite, avec un passif supérieur à 200 millions de dollars, sa chute se faisant sous le choc d'une panique sur les marchés des changes internationaux, durement touchés par cette banqueroute inopinée. Ces jours derniers, enfin, l'agence de Lugano de la Blyde Bank, quatrième établissement anglais, avait, toujours sur les opérations de change, un trou de 35 millions de livres (76 millions de dollars). Ajoutons trois petites banques allemandes (Basa und Hertz, Wolff, Frankfurter Handelsbank), qui ont déposé leur bilan pour des raisons diverses, et l'on comprend que les autorités monétaires mondiales aient pu s'émouvoir.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	10 7/8 11 7/8	9 10	5 3/4 6 3/4
1 mois	12 12 1/2	9 3/4 10 1/4	9 3/4 10 1/4
3 mois	13 13 1/2	9 7/8 10 3/8	11 3/8 11 7/8
6 mois	13 1/2 14		

annoncé à grand son de trompe, il y a moins d'un an à l'assemblée générale du Fonds monétaire à Nairobi a été officiellement abandonné à Rome en janvier 1974, deux jours avant que la France ne laisse flotter le franc, portant ainsi un coup sévère à l'union économique et monétaire encore balbutiante, ramenant l'Europe deux ans en arrière, c'est-à-dire à l'époque où elle réagissait en ordre dispersé devant l'initiative prise par le président Nixon de couper les liens entre le dollar et l'or.

Quand au début de cette année le quadruplement du prix du pétrole — lui-même, conséquence de l'inflation préexistante engendrée par les pays riches — a commencé à développer ses effets, les grands pays industriels avaient quelque sorte officiellement renoncé à la direction des affaires monétaires de ce monde, comptant ouvertement sur les ressources du marché des eurodevises pour financer les déficits des pays en mal de balances des paiements. La réunion de samedi et de dimanche est-elle le début d'un sursaut ? Quelles sont les intentions des gouvernements et leurs possibilités de manœuvre ?

Leur première préoccupation sera sans doute de ramener un peu de calme dans les milieux bancaires, toujours sous le coup de l'affaire Herstatt, dont le premier effet a été de ralentir considérablement, pendant plusieurs semaines, les transactions sur le marché des changes et, par voie de conséquence, sur le marché des eurodevises, et qui, ensuite, a tronqué des milliers de marchés en plusieurs morceaux (un marché pour les très grandes banques considérées comme absolument sûres, un autre pour des banques moins importantes, etc.).

Quelques mots d'explication peuvent être utiles ici. Les opérations sur l'euromarché portent sur les eurodevises, c'est-à-dire des devises qui n'appartiennent pas à des résidents des pays d'origine, et qui sont déposées dans des banques de pays autres que celui qui les émet. Il s'agit, par exemple, de dollars appartenant à un chèque arabe ou à une banque centrale — la Banque nationale de Hongrie ou la Banque d'Espagne, pour citer au hasard deux instituts d'émission actifs sur le marché — et déposés dans une banque londonienne ou parisienne. Les banques dépositaires se prêtent entre elles ces fonds, selon qu'elles en ont besoin ou non pour faire face aux demandes de leur clientèle, composée notamment des entreprises qui, à l'aide de ces eurodevises, financent leurs importations, ou bien leurs exportations, ou bien encore leur programme d'investissement. Selon la BRI (Banque des règlements internationaux, dont le

siège est à Bâle) le montant total de ces dépôts en eurodevises atteignait, au début de cette année, 180 milliards de dollars, soit 45 % de plus qu'au début de 1973. Cette progression vertigineuse semble indiquer à elle seule que l'euromarché est doté d'un pouvoir de création monétaire semblable à celui qu'exerce à l'intérieur d'un pays quelconque le système bancaire qui crée de la monnaie en ouvrant des crédits. Ce pouvoir apparaît, au vu des chiffres cités, particulièrement vigoureux.

D'autres chiffres encore plus importants sont parfois avancés, mais ils correspondent à une autre notion. On a vu que les eurodollars (ou eurodollar, ou eurofrancs suisses, etc.) font l'objet de transactions et de prêts bancaires, et on comprend que le volume annuel de ces opérations dépasse de beaucoup celui de l'encours puisque le même dollar peut être la même année plusieurs fois prêt et remboursé. Selon certains experts, le volume de ces opérations avait atteint l'année dernière environ 300 milliards de dollars. Mais les événements auxquels on vient de faire allusion ont eu pour effet de contracter fortement ce volume depuis quelques mois, d'au moins, dit-on, un quart.

De quels dangers est menacé ce marché ? Bornons-nous ici à signaler l'un des plus pressants dans les circonstances actuelles. Il tient au développement de la technique des prêts renouvelables à taux variable (roll-over). Puisque l'état de la Bourse et l'élévation des taux d'intérêt rendent pratiquement impossibles les financements à moyen et à long terme par les procédés classiques (émission d'actions ou d'obligations), les emprunteurs, entreprises ou États, ont pris l'habitude, depuis environ deux ans, de contracter des emprunts sous forme de roll-over dont le taux d'intérêt est égal au taux des taux interbancaires pour les grands établissements de Londres) plus un certain pourcentage qui ne dépasse pas 1 % pour les bonnes signatures. Mais, depuis la fin du mois de juin, les grandes banques rechignent à prêter des fonds à leurs confrères de moindre surface dont beaucoup pourtant, notamment à Londres, s'attachent à faire des opérations de ce genre, consentant, en association le plus souvent avec d'autres établissements, des prêts renouvelables. Ces banques moyennes ont alors été très mal à se procurer les ressources correspondantes, ou plutôt, si elles veulent les obtenir, elles doivent payer des taux d'intérêt très élevés, supérieurs à ceux consentis à leurs propres emprunteurs.

Les gouvernements sont d'autant plus mal placés pour mettre de l'ordre dans ces pratiques que plusieurs d'entre eux en sont les bénéficiaires. La France, à la suite de la Grande-Bretagne et de l'Italie, ne s'est-elle pas vantée au début de cette année de contracter un emprunt de 1,5 milliard de dollars (c'était alors un record) dans les conditions que l'on vient d'exposer ? Depuis quelques semaines, cependant, les autorités responsables, « conseillent » aux grands établissements de se montrer plus compréhensifs vis-à-vis des banques moins importantes. Seront-elles entendues ? L'expérience passée a montré la limite de la persuasion dans un domaine aussi délicat.

Un pas dans la bonne direction

Un autre moyen de relâcher la pression sur l'euromarché serait de relayer les emprunts qu'y contractent les pays déficients par des prêts directs d'États à États. C'est ce que vient de faire la Bundesbank en concédant un crédit de 3 milliards de dollars à la Banque d'Italie, maintenant la mise en gage par cette dernière d'une partie de son stock d'or, évalué sur la base d'un cours de 120 dollars l'once, soit trois fois plus que le cours officiel. (Compte tenu du taux d'intérêt de 8 % qu'elles devront payer, ce cours de 120 dollars semble indiquer que les autorités italiennes s'attendent au maintien d'un prix au moins égal à 150 dollars sur le marché.) Cette initiative est sans doute très importante, car elle pourrait conduire au « dégel » des stocks d'or officiels et rendre du même coup beaucoup plus liquide tout le système international des paiements.

Jusqu'à maintenant, les banques centrales gardaient jalousement leur or, car elles ne pouvaient pas, théoriquement, le vendre à un prix supérieur à 42,22 dollars l'once. La faculté d'obtenir des crédits serait considérablement augmentée si l'on en venait à une situation plus normale. Les ministres des finances qui se réunissent pendant le week-end pourraient contribuer à ce progrès si, le secrétaire américain au Trésor et les secrétaires des autres pays, ils soulevaient le caractère non excoptionnel de cette opération, conforme du reste aux dispositions d'un accord conclu à Washington le 12 juin dernier entre les ministres des finances des Vingt.

Mais, comme on l'a vu, la spéculation sur la fluctuation des cours a, jusqu'à ce jour, joué un rôle considérable dans les troubles dont a été le théâtre la profession bancaire. Plusieurs ban-

ques centrales, dont la Bundesbank, ont récemment pris des mesures visant à obliger les banques à restreindre leurs engagements dans ce domaine.

La façon la plus radicale d'apporter un peu d'ordre sur le marché ne serait-elle pas d'établir les variations de cours ? Peut-être les ministres des finances des Six trouveront-ils le moment bien choisi pour exprimer — une nouvelle fois — leur volonté d'agir dans ce sens. En effet, les opérateurs (nous leur laissons sur ce point l'entière responsabilité de leur jugement) estiment que, s'ils n'agissent, nous serions entrés dans une période plus calme dans ce domaine.

Certains d'entre eux se demandent même si les États-Unis, pour attirer chez eux les « petrodollars », c'est-à-dire des dollars appartenant aux producteurs de pétrole, n'auraient pas accordé à certains de ces États une garantie de change. Cette question sera certainement abordée par les Cinq, certains pays européens craignant que le « recyclage » des petrodollars se fasse désormais plus à New-York que par l'intermédiaire des banques de l'Europe. Le gouvernement allemand voudrait, quant à lui, aller plus loin, et il est probable qu'il a demandé aux Italiens de faire cesser le plus tôt possible le flottement de la lire et de la réintégrer dans le « serpent » communautaire, dans l'espoir qu'un tel geste pourrait être suivi par la France, sous une forme ou sous une autre, lorsque les résultats du plan de refroidissement actuellement en cours d'exécution seront mieux connus. Son voudrait recréer une zone de stabilité relative des changes en Europe. Simultanément, le gouvernement ouest-allemand aurait cherché à obtenir auprès des dirigeants italiens l'assurance qu'ils renonceraient prochainement aux mesures restrictives sur le commerce extérieur (obligation pour les importateurs de faire un dépôt auprès de la Banque centrale).

Les ministres des finances s'engageront-ils réciproquement pendant le week-end à ne pas prendre unilatéralement des mesures visant à restreindre les échanges internationaux ? Cela est possible. Pour l'instant, le commerce mondial continue à se bien porter, si l'on considère que, de Liverpool à Melbourne en passant par Lourenço-Marques, il existe au moins une vingtaine de ports complètement engorgés, parfois par suite de grèves, mais aussi par leur incapacité d'assurer dans des conditions normales un trafic devenu trop important.

C'est, en définitive, presque exclusivement sur des questions d'ordre monétaire et bancaire que les ministres des finances porteront leur attention puisque aussi bien les menaces qui pèsent sur le développement des échanges, et donc la prospérité des différents pays, ont actuellement pour origine la confusion qui règne dans ce domaine. Le déficit de certains pays, notamment celui de l'Italie, est devenu si considérable d'un mois à l'autre que l'agitation sur le marché. C'est cette éventualité que les gouvernements chercheront à tout prix à éviter, car, dans les circonstances actuelles, il est inimaginable qu'une telle mesure, prise dans un pays en particulier, n'ait pas immédiatement des effets considérables sur l'ensemble de la communauté internationale.

Pour établir un minimum de confiance, les ministres des finances front-ils jusqu'à promettre une aide publique aux banques qui pourraient se trouver en difficulté ? Un double obstacle se présente avant d'arriver à un accord sur ce point. Le premier est la crainte de nourrir l'inflation. C'est ce qui est arrivé aux États-Unis au printemps dernier, lorsque le Système de réserve fédéral a avancé la somme considérable de 1 milliard de dollars en quelques jours afin de venir au secours de la Banque nationale Franklin. Il s'agissait d'une somme aussi importante que celle qui, il y a quarante ans, avait été avancée, aux plus mauvais moments de la dépression, à l'ensemble du système bancaire américain ! C'est pourquoi les autorités allemandes elles l'ont du reste prouvé — sont opposées à une politique de ce genre.

Pour surmonter l'objection, les autorités américaines distinguent subtilement entre le manque de liquidités dont peut être victime un établissement bancaire, même si ses affaires sont bien menées, et l'insolvabilité due à une mauvaise gestion (les établissements dits insolubles n'ayant droit à aucun secours). Une deuxième difficulté se présente : dans le cas où le principe d'une aide serait admis, qui devrait la dispenser ? Les autorités de Washington soutiennent que, dans le cas où la filiale d'une banque américaine serait mise en difficulté, c'est la banque centrale du pays où elle est installée qui devrait éventuellement la secourir. Ce point de vue est contesté notamment par la Banque d'Angleterre. On est loin, là, encore, de conceptions identiques. Il est probable, si l'on se réfère aux précédents, que les conversations des ministres des finances resteront en grande partie secrètes. Reste à savoir s'ils éprouveront le besoin, pour calmer les esprits, de publier un communiqué commun.

PAUL FABRA.

Au Club, les bougainvillées sont en fleurs

Au Club, les feuilles sont toujours vertes, le sable chaud, la mer accueillante. Tennis, ski nautique, pêche en mer, pique-niques, yoga, concerts, night-club, mini-club, toutes les activités vous sont offertes...

Les paysages du Club, les villages du Club, les activités du Club, vous pourrez les voir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma l'Ermitage, salle 3, 72 Champs-Élysées, permanent de 10 heures à 13 h 30, non stop.

Vous pourrez les vivre si vous profitez dès maintenant de nos tarifs basse saison.

Au Club, tout est compris et c'est moins cher en automne...

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8 / Tél. 266.52.52. Agence Havas-Voyages de votre ville.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

TOUT EN DÉNONÇANT LES « ENTREPRISES DÉMAGOGIQUES DU GOUVERNEMENT »

M. Séguéy renouvelle ses appels à la négociation

« Point n'est besoin que nous fassions des déclarations fracassantes ou menaçantes pour élever la combativité des travailleurs », dit M. Georges Séguéy. Et, de fait, le Palais des sports n'a retenti ni de propos apocalyptiques ni de « petites phrases » à retardement.

Cette fois-ci, les militants parisiens sont venus par milliers écouter le secrétaire général de leur confédération. Cinq mille personnes emplissent l'immense hall, et il y en avait sans doute autant à l'extérieur.

Cette fois-ci, le discours du leader cégétiste, dont nous avons publié quelques extraits dans nos dernières éditions d'hier, se plaçait sur un registre un peu différent. Les plénaires des déclarations gouvernementales déversées dans toute la presse écrite et audiovisuelle ayant déjà entraîné les répliques des dirigeants de la C.G.T., M. Séguéy a repris ses récentes attaques contre le gouvernement. Il est revenu sur les ravages de l'inflation, la menace grandissante du chômage, la détérioration du sort des salariés, exploités dans une « économie de classe ». « Les plus durement frappés par l'inflation sont les petits épargnants, victimes d'une véritable spoliation. Chaque jour, la liste des fermeciers d'entreprises et des licenciements s'allonge... au point qu'on est en droit de se demander si, en haut lieu, on ne souhaite pas une aggravation du chômage qui favoriserait la surexploitation du travail. »

Ce jugement très négatif ne signifie cependant nullement que la C.G.T. rejette toute idée de discussion. Il est absurde d'affirmer que par déception électoraliste ou par dépit elle céderait à l'obstruction systématique ou au boycott intégral. Bien au contraire, M. Séguéy réaffirme avec force la volonté de négocier. « Nous harcelerons le gouvernement et le C.N.P.F. de propositions de négociations, ne serait-ce que pour les mettre au pied du mur et leur rappeler les entreprises démagogiques qu'ils lancent sous le vocable de concertation, de participation ou de libéralisation. »

Caustique ou débordante, patelin ou persifleur, le secrétaire

général de la C.G.T. a pris pour point de mire MM. Giscard d'Estaing et Chirac, aussi bien que MM. Fourcade ou Sudreau.

Le président de la République « n'est pas à l'égalité pour s'en prendre aux puissances industrielles et financières qui l'ont porté au pouvoir. C'est précisément pour cela que nous ne croyons pas à sa volonté de combattre réellement l'inflation. C'est pour cela qu'il n'acceptera pas de discuter le plan anti-inflation que nous lui proposons », dit M. Séguéy. Ou encore : « La sérénité qu'affiche M. Fourcade est loin d'être corroborée par la réalité. La politique économique que ce gouvernement veut imposer à la nation repose sur trop d'incertitudes et d'injustices pour qu'elle puisse réussir. »

Quant à Mme Françoise Giroud — ses arguments, lorsqu'elle a participé à la récente conférence de presse de M. Fourcade, tels le mythe du foie de veau, « ne vont pas haut », a dit M. Séguéy. — elle « cautionne une politique de régression sociale dont les travailleurs ou celles qui ne peuvent l'être en raison de la crise de l'emploi sont les principales victimes, et nous tenons à le lui faire savoir. »

Complot contre les syndicats

Pourtant, la cible favorite a sûrement été M. Chirac, le secrétaire général des républicains indépendants. « Je n'ai pas vu M. Séguéy, on dit qu'il dit tout haut ce qu'il pense tout bas. Une part importante du discours du Palais des Sports a porté sur la déferlance de la C.G.T. et des libertés syndicales, mais aussi sur la centrale elle-même, son renforcement, sa démocratisation. »

Si M. Séguéy est allé jusqu'à parler d'un « complot qui a les relents de la sinistre charte du travail de traitre Pétain », c'est que les cégétistes se montrent persuadés de la volonté des nouveaux gouvernements d'éliminer et de discréditer le mouvement ouvrier. Dans ce but, le pouvoir met en avant son projet de réforme de l'entreprise, « mystification qui n'a d'autre

soutien idéologique que la vieille idée avilissante de l'association capital-travail ».

Le gouvernement pourrait donner une preuve de bonne volonté s'il faisait respecter le droit syndical et prenait des sanctions contre les « Bertels, Simco-Chrysler, Citroën et compagnie, usines d'officines d'espionnage et de marchandage baptisées syndicats ». Tout compte fait, le projet de réforme de l'entreprise tend à « remettre en cause ce que M. Chirac appelle le monopole des grandes centrales syndicales et met en scène des syndicats domestiques dont la C.F.T. pourrait constituer l'embryon ».

La classe ouvrière française « ne se laissera pas imposer ce syndicalisme de type corporatiste et fasciste » dont viennent de se débarrasser les travailleurs du Portugal et de Grèce. « Des conceptions de même nature » ont présidé à l'entente cordiale Ceyrac-Maillere sur la concertation dans « un but de division du monde du travail ». M. Giscard d'Estaing « réne à des syndicats sur mesure », estime M. Séguéy. Or la réalité c'est « l'existence d'une puissante centrale syndicale, de loin la plus représentative, indépendante, au pouvoir, du patronat, des Églises, des partis, n'ajoutant qu'en fonction des intérêts des travailleurs. L'organisation syndicale que tous les Français, de toutes générations, connaissent au travers de trois lettres prestigieuses : C.G.T. »

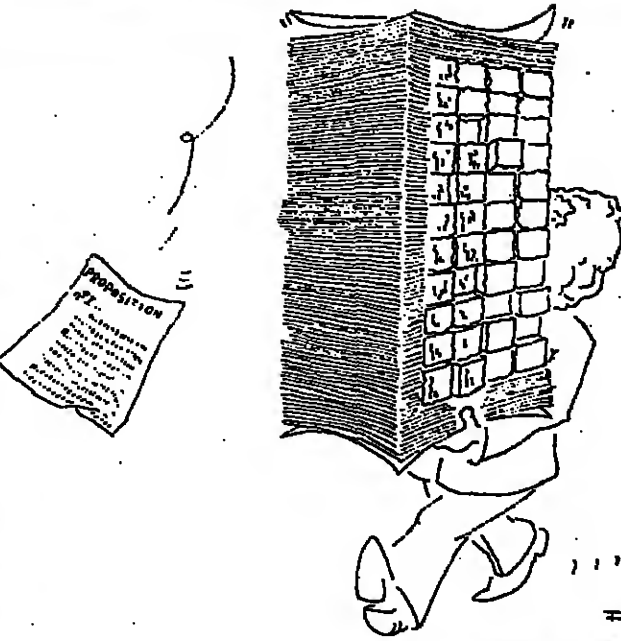
Rassemblement populaire et démocratie syndicale

En appelant les travailleurs et leurs organisations syndicales à lutter avec lui contre la hausse des prix et l'inflation, le président de la République a manifesté son intérêt pour l'opinion publique en sa faveur et à laisser supposer que les syndicats sont prêts à répondre à cette invitation ou qu'ils y mettent de la mauvaise volonté. Mais la C.G.T. ne prêterait pas la moindre caution à « la dérive opérationnelle aux yeux baptisés coup de frein sur les prix ».

Puis, dans le traditionnel appel à l'unité, M. Séguéy a mis en relief l'accord avec la C.F.D.T. et la déclaration, connue du 28 juin, « Jamais nous n'étions allés si loin ensemble », dit M. Séguéy en observant cependant que chacun conserve sa liberté d'initiative et que ne sont pas éliminées toutes les différences d'appréciation.

« L'effort intense » qui va être déployé doit permettre d'imposer d'importantes concessions au gouvernement et au patronat. Mais la C.G.T. a conscience de ses limites par rapport aux solutions fondamentales. Aussi n'est-elle pas question d'atténuer le combat, « avec toutes les autres forces syndicales et les partis de gauche pour faire triompher les changements pour lesquels nous avons lutté ensemble lors de la campagne de l'élection présidentielle ». Les grandes options du programme commun de la gauche doivent permettre de définir les objectifs communs capables « de promouvoir un rassemblement populaire beaucoup plus large que celui qui a frôlé la majorité électorale ». Il ne s'agit pas seulement de conquérir un « demi pour cent » de plus, mais de réaliser les bases claires d'un véritable rassemblement « qui peut s'amorcer avec les couches moyennes des campagnes et des villes à partir d'un débat ou d'un débat, ne s'interdisant pas questions des paysans et des commerçants qui pour mieux soutenir la droite ».

Enfin, M. Séguéy a exalté la démocratie et l'indépendance de la C.G.T. Elle « s'interdira toujours de prendre parti dans les domaines d'ordre philosophique, qui sont une des raisons de la plénitude de son mouvement syndical calqué sur les partis politiques, de longue date dépassés, n'a aucune chance d'être retenu au sein du mouvement ouvrier français ». L'avenir est au rassemblement de tous les travailleurs, indépendamment de leurs opinions politiques ou de leurs croyances.



(Dessin de CHENEA)

au sein d'une grande centrale syndicale unitaire ».

« Étant-ce un avertissement à l'adresse des courants de la gauche socialiste ou de l'extrême gauche et de certains militants de la C.F.D.T. ? M. Séguéy n'a pas précisé davantage. Mais c'est bien vers ses propres amis qu'il se tournait en disant qu'il restait beaucoup d'efforts persévérants à faire » pour que « le syndicalisme démocratique ne soit pas seule-

ment une théorie mais réellement une façon de vivre, de travailler et d'agir ». Certains cégétistes ne se sont pas encore suffisamment pénétrés des règles de bonne conduite qu'au congrès de la Fédération C.G.T. de la métallurgie à Grenoble, leur secrétaire général avait ses yeux spectaculairement précoisés. — J. R.

(Lire page 7 les déclarations du premier ministre sur la situation économique et sociale.)

Faits et chiffres

Affaires

● LA YUGOSLAVIE VIEND DE COMMANDE AU GROUPE ALSTHOM, TRENTA-NEUF LOCOMOTIVES ÉLECTRIQUES, dont la livraison s'échelonne du printemps 1976 à la fin 1977. Ce contrat d'un montant de 200 millions de francs environ, comporte également la fourniture d'équipements destinés à vingt locomotives construites en Yougoslavie sous licence.

Conflits et revendications

● AUX ROULIÈRES DE LORRAINE. — Les trois délégués syndicaux C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont cessé la grève de la faim qu'ils avaient commencée samedi 31 août pour soutenir les revendications des mille deux cents ouvriers des coquilles du bassin de Lorraine, demandant un statut spécial pour les coquilliers, se rapprochant de celui des mineurs de fond. À la suite de la réponse faite jeudi par la direction, qui constitue pour les syndicats une fin de non-recevoir, d'autres formes d'action vont être employées, ont déclaré les syndicats.

● À LA S.N.C.F. les représentants des cheminots et ceux de la direction se réuniront le 11 septembre, pour discuter du plan quinquennal définissant les objectifs de la société nationale pour la période 1975-1980. Tout en prenant acte de cet effort de planification, la Fédération C.F.D.T. souligne que la conjoncture actuelle conduit à la dégradation du pouvoir d'achat des cheminots, tandis que se développe le trafic ferroviaire.

Les cégétistes vont donc proposer aux autres fédérations de réclamer en commun une mesure salariale particulière, qui permettra aux cheminots de bénéficier de l'expansion de l'entreprise et aux discussions qui s'engagent « d'être bénéfiques ».

Énergie

● DU PETROLE a été trouvé en large du Sud-Vietnam dans la mer de Chine huit jours après le commencement des forages. On ne sait pas encore si les gisements sont commercialement exploitables. — (Reuters)

● LE KOWEIT a demandé à la Gulf et à la B.P. de payer en dollars 700 millions de dollars d'arriérés. Jusqu'à maintenant, le Koweït ne faisait toujours payer en livres sterling. On estime maintenant à 20 % le part des revenus qu'il exige en dollars. — (Agefi)

Économies étrangères

● LA GRANDE-BRETAGNE INTRODUIRA LE SYSTÈME MÉTRIQUE DANS LES POSTES, à partir de septembre 1975. Grammes et kilos remplaceront onces et livres pour peser le courrier et les colis, tandis que les mesures de longueur s'exprimeront en mètres et millimètres au lieu de pouces et de pieds. — (A.F.P.)

Monnaie

● LE KOWEIT SOUSCRIRAIT DES BONS DU TRÉSOR BRITANNIQUE À COURT TERME pour 750 millions de livres (1,8 milliard de dollars). C'est du moins la rumeur qui court actuellement dans la City. On fait état aussi d'un prêt analogue qui serait accordé par Abu-Dhabi, l'émirat et l'autre opération seraient assorties d'une clause sectorielle de garantie de change par le trésorier britannique. — (Agefi)

● UN PRÊT DE 100 MILLIONS DE DOLLARS est accordé à l'Égypte par un consortium bancaire dont le chef de file est l'UBAF (Union de banques arabes et françaises). Le prêt est accordé pour neuf ans à un taux d'intérêt de 1,25 % au-dessus du taux interbancaire de Londres (qui varie actuellement autour de 10 %).

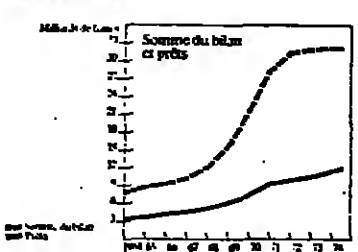
Une grande banque suisse communique

Durant le deuxième trimestre 1974, la marche des affaires du Crédit Suisse a été caractérisée par une demande de fonds étoffée en Suisse et à l'étranger. Les transactions sur devises et sur or ont également été nourries, tandis que les

opérations boursières et d'émission diminuaient un peu parallèlement à l'évolution générale du marché. La somme du bilan a légèrement augmenté par rapport à fin mars 1974 pour s'établir à 31,9 milliards de francs suisses.

Affaires de crédit animées

En ce qui concerne les prêts, l'activité toujours vive de l'économie suisse, alliée au renchérissement et à des échanges commerciaux étoffés, a fait s'accroître sensiblement l'utilisation des limites en comptes courants. Les autres facilités de crédit de notre banque ont elles aussi été fortement mises à contribution, surtout par des débiteurs suisses. Globalement, les crédits octroyés ont pour la première fois franchi le seuil de 12 milliards de francs.



Diminution des euro-transactions

Quant aux fonds de tiers, les créanciers à terme ont reculé de pas moins de 10% pour se chiffrer à 7,7 milliards de francs, en particulier à la suite de l'attitude plus réservée de la clientèle à l'égard des euro-marchés, mais aussi en raison des besoins accrus de liquidités. En revanche, les engagements en banque ont passé à 9,2 milliards. En partie du fait de cette évolution divergente des avoirs à terme fixe de la clientèle et des engagements en banque, les avoirs en banque, qui reflètent en particulier les place-

ments sur les euro-marchés, n'ont que légèrement diminué pour s'établir à 12,6 milliards de francs.

Les créanciers à vue ont enregistré une progression réjouissante de 376 millions (7%). L'accroissement des autres dépôts du public est resté modéré, de sorte qu'en définitive les fonds de tiers n'ont que peu augmenté et se chiffrent à 28,7 milliards. Les avoirs en caisse, auxquels s'ajoutent encore d'importantes réserves secondaires de liquidités, demeurent bien dotés puisqu'ils se montent à 1,9 milliard de francs.

Résultats réjouissants

Les recettes de la banque ont marqué une progression grâce surtout à l'accroissement des prêts et à l'animation des affaires; elles ont plus que suffi à couvrir l'augmentation des dépenses. Après déduction de provisions libres de prévoyance, il reste pour le premier semestre un revenu net supérieur à celui de la période correspondante de l'année dernière.

Représentation à Téhéran

Le Crédit Suisse, qui est déjà implanté sur toutes les places financières importantes du monde, où il possède des représentations, sociétés affiliées et succursales, a récemment établi une représentation à Téhéran; il est du reste la première banque suisse à le faire. Par là, il vise à favoriser les relations économiques et financières entre la Suisse et l'Iran, qui connaissent un essor réjouissant. La nouvelle représentation est administrativement rattachée au principal chaqon

de l'organisation de la banque dans le monde arabe, le Crédit Suisse (Moyen-Orient) S.A.L. à Beyrouth. En collaboration avec ses importants partenaires spécialisés dans les euro-transactions tels que la London Multinational Bank, le groupe Credit Suisse White Weld et la Mercant-Bank à Luxembourg, le Crédit Suisse espère notamment pouvoir répondre dans un cadre mondial aux nouveaux besoins de cette zone sur le plan financier.



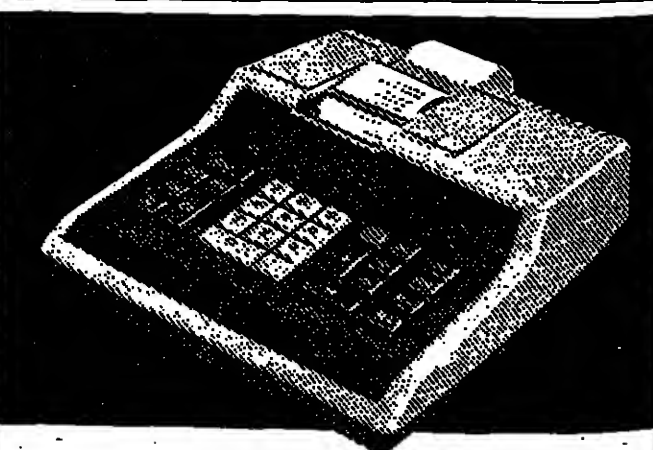
Monument Shahyad, Téhéran

Tradition et dynamisme — depuis 1856

Fondé en 1856, le Crédit Suisse est l'une des principales banques suisses du pays. S'appuyant sur une vaste expérience et usant de méthodes dynamiques, il continuera à tout mettre en œuvre pour offrir à ses clients dans le monde entier les services qui lui ont valu sa réputation internationale de banque spécialisée dans les opérations commerciales, les émissions et les transactions boursières.

CRÉDIT SUISSE
la banque de votre choix

Séjour central: Paradeplatz 8, CH-8001 Zurich
Succursales à: Berlin, Buenos Aires, Genève, Luxembourg, Londres, Lisbonne, Rio de Janeiro, Saint-Moritz, Tokyo, ainsi que dans 30 autres localités de Suisse.
New York, Los Angeles, Londres, Nassau (Bahamas), Singapour
Sociétés affiliées: New York, Beyrouth, Hongkong, Montréal, Mexico (Banques)
Représentations à: Beyrouth, Buenos Aires, Hongkong, Johannesburg, Los Angeles, Melbourne, Rio de Janeiro, São Paulo, Téhéran, Tokyo, Toronto.



CALCULATRICES ÉLECTRONIQUES

Affichage lumineux, avec capacités 8, 10 ou 12 chiffres. Imprimante rapide, avec capacités 12 ou 15 chiffres. Stockage en mémoire dynamique. Majoration et minoration automatiques.

6 rue aux Ours PARIS 3^e
Téléphone (1) 277.15.15

YAC CHAUVIN

SICOB 1974 Stands: Niveau 1 Zone F 1686 Niveau 3 Zone F 3504

سويسرا بنك الائحة

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LE GROUPE BRITANNIQUE GENERAL ELECTRIC Co. PREND LE CONTRÔLE DES MOTEURS BAUDOUIN

La Société des moteurs Baudouin sera sous le contrôle du puissant groupe britannique General Electric Co. (le Monde du 29 août). Celui-ci, qui n'a rien de commun avec le saint américain du même nom, a fait un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de livres (11 milliards de francs) en 1973. Le département diesel de la société britannique donnera son activité avec celle de la Société des moteurs Baudouin, spécialisée dans la fabrication et la vente d'engins à diesel destinés aux bateaux de pêche, aux transporteurs fluviaux et aux utilisateurs de groupes électrogènes. Cette opération permettra à General Electric Co. de prendre pied sur le marché français, où les moteurs Baudouin, installés à Marseille, ont fait un chiffre d'affaires de 100 millions de francs en 1973.

FORTE HAUSSE DES RÉSULTATS SEMESTRIELS DE BRITISH PETROLEUM

Stabilité à la Française des pétroles

Le groupe British Petroleum a réalisé un bénéfice net de 93,6 millions de livres pour le premier semestre 1974, contre 104,5 millions de livres pour le second semestre 1973. La progression a été motivée par le second trimestre qu'on premier, le bénéfice d'exploitation recouvrant de 220,8 millions de livres à 98,5 millions de livres, et la plus-value sur stocks atteignant 175 millions de livres après les hausses de l'été dernier.

Le résultat net de la Compagnie française des pétroles (maison mère seule) s'est élevé à 288,5 millions de francs pour le premier semestre 1974 contre 252 millions de francs en 1973. Les pertes importantes des filiales de raffinage et de distribution ont été réduites par les bénéfices comptables sur stocks.

Rompant avec Saint-Gobain-Pont-à-Mousson

Carnaud-Basse-Indre s'associe au groupe Total dans l'emballage plastique

Le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et les établissements J.-J. Carnaud et Forges Basse-Indre, qui depuis 1968 étaient associés pour la fabrication et la vente d'emballages en matière plastique au sein de la société Saint-Gobain-Carnaud Interplastique, ont décidé de mettre un terme à leur coopération. En conséquence, la participation que détenait le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson dans Interplastique (51 % du capital) sera cédée à une nouvelle société créée à cette occasion : Carnaud Total Interplastique, dont le capital sera réparti entre Carnaud-Basse-Indre (55 %) et Interplastique, filiale à 10 % de la Compagnie française de raffinage du groupe Total (45 %).

Pourquoi ce divorce ? Les deux ex-partenaires restent discrets dans leurs communications. Chez Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, on précise qu'il ne s'agit pas de l'annonce d'un dégageant dans le secteur de l'emballage. Bien au contraire, le groupe entend développer ses activités dans ce domaine et notamment dans les emballages à compo-

sites, qui lui semblent appelés à connaître une grande expansion. Pour ce qui concerne l'emballage plastique proprement dit, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson préfère s'orienter vers la fabrication de machines à fabriquer les bouteilles. Carnaud-Basse-Indre entend également développer cette activité pour son propre compte (tous les brevets de machines de l'ancienne association lui appartenant). Il a semblé préférable aux deux partenaires de se séparer.

Carnaud-Basse-Indre réalise la une opération satisfaisante. En rachetant 5 % du capital de l'ancienne société Saint-Gobain-Carnaud-Interplastique, il devient majoritaire dans un ensemble qui a réalisé en 1973 un chiffre d'affaires de 146 millions de francs, et renforce ainsi sa position de n° 1 français dans l'emballage plastique. Il trouve, de surcroît, un associé de choix : l'Interplastique, filiale à 100 % du groupe Total, qui, producteur de plastique, assurera directement l'approvisionnement de la nouvelle société en matière première.

EUROPE

La Commission de Bruxelles propose pour la C.E.E. un budget en progression de 37 %

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le budget de la Communauté pour l'année 1975, tel qu'il vient d'être proposé aux États membres par la Commission de Bruxelles, s'élève à 6 858 millions d'unités de compte (une unité de compte est égale à 5,50 F), soit une progression de 37 % par rapport au budget de 1974, qui atteignait 5 079 millions d'unités de compte.

Cette très vive progression, qui, sans nul doute, sera contestée par les experts financiers des Neuf, est due pour une large part à la prise en considération par la Commission

d'actions nouvelles. Les crédits inscrits dans le projet de budget de 1975 pour financer ces actions nouvelles s'élèvent à 883 millions d'unités de compte, le plus souvent des actions communes pour lesquelles il n'existe pas encore de décisions formelles du conseil des ministres. Ainsi la Commission a inscrit des crédits de 860 millions d'unités de compte pour la politique régionale, 20 millions pour les contrats de développement industriel, 210 millions pour la « fondation Chénay », c'est-à-dire pour l'aide d'urgence à accorder dans le cadre de l'ONU aux pays du tiers-monde les plus affectés par la crise de l'énergie. Au demeurant, cet effort de diversification des dépenses — où la Commission ne fait qu'anticiper sur des décisions qui, si l'on s'en tenait aux échéances établies par les Neuf eux-mêmes, devraient déjà être prises — est conforme à la volonté souvent exprimée par la plupart des États membres : ceux-ci, dans le passé, déplorant que la quasi-totalité des crédits inscrits au budget européen soient affectés à des dépenses agricoles.

Dans le budget de 1974, les crédits affectés au Fonds d'orientation et de garanties agricoles (FOGA) s'élevaient à 3 754 millions d'unités de compte, soit 75 % du total. Pour 1975, la Commission propose d'inscrire à ce poste 4 304 millions, soit une progression de 16,8 % par rapport à 1974. En dépit de cette augmentation, les crédits affectés au Fonds agricole ne représenteront cependant plus que 62,6 % du projet de budget présenté par la Commission.

Parmi les autres actions « nouvelles et complémentaires », notons la progression sensible des crédits affectés au fond social : 408 millions d'unités de compte pour 1975 contre 331 millions pour 1974. La Commission, par souci d'économie, a décidé de restreindre au maximum le recrutement de personnels nouveaux. Elle ne propose d'engager qu'un nombre très limité de fonctionnaires, essentiellement des techniciens pour le centre de calcul de Luxembourg, et des linguistes. Cependant, elle prévoit pour son personnel des augmentations de salaires de l'ordre de 14 %.

PHILIPPE LEMAITRE.

AGRICULTURE

LA « JOURNÉE EUROPÉENNE » DU 16 SEPTEMBRE

Session spéciale du Parlement des Neuf

« Parades de tracteurs » en France

Ce vendredi 6 septembre se tient au ministère de l'Agriculture la réunion préparatoire à la « conférence annuelle » agricole, qui aura lieu le 26 septembre à l'Hotel Matignon sous la présidence du premier ministre. Autour de M. Christian Bonnet sont réunis les responsables des quatre organisations agricoles représentatives : F.N.S.E.A., C.N.I.A., A.P.O., C.N.M.C.C.A. (1), pour mettre au point les dossiers de la conférence annuelle proprement dite. Le thème central de cette réunion est bien évidemment la baisse du revenu des agriculteurs, qui est estimée à 15 % par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. Au cours d'une conférence de presse, M. Ferrin, président de l'A.P.C.A., a souligné jeudi 5 septembre que l'objectif de 3 milliards de francs réalisé par le gouvernement depuis la mi-juillet aura uniquement compensé les conséquences d'une chute des cours plus forte que prévue pour le porc et les produits avicoles, de la sécheresse (baisse de la collecte laitière) et enfin la dégradation du franc. Ainsi, pour l'ensemble de l'année, les chambres prévoient une augmentation légèrement inférieure à 5 % pour les recettes des paysans, tandis que l'augmentation des dépenses atteindra 25 %.

Au cours de la session extraordinaire qu'elles ont tenue mercredi et jeudi, les chambres d'agriculture ont affirmé la nécessité d'alléger les charges des exploitants par des mesures fiscales. La table de fond de ces entretiens reste les revendications des agriculteurs européens, suspendues aux délibérations du conseil des ministres de la C.E.E. le 17 septembre.

Le Parlement européen tiendra une session extraordinaire d'une journée le 16 septembre à Luxembourg pour étudier la situation agricole. Le président de l'Assemblée européenne a invité les ministres de l'Agriculture des

Neuf à assister à cette session. M. Christian Bonnet a déjà décidé de s'y rendre. M. Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles, sera également présent.

Selon le quotidien de Bonn, General Anzeiger, M. Ertl, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, aurait écrit à ses homologues français et néerlandais pour leur faire part de la réserve qu'inspire au gouvernement allemand la proposition de la Commission de Bruxelles d'augmenter les prix agricoles de 5 %.

Dans cette lettre, M. Ertl indiquait que, selon le gouvernement allemand, le Marché commun agricole a échoué dans sa forme actuelle et que ces derniers temps les diverses mesures nationales prises par les États membres ont transformé ce Marché commun en une farce.

Les « très graves » mesures unilatérales

Comme condition pour un développement d'un nouveau programme agricole, le ministre demande un aménagement des décisions communes sur les prix agricoles, conformément aux différences monétaires, et la réduction de l'organisation des marchés, comme la diminution des interventions de l'État au strict minimum. De son côté, M. Rohr, secrétaire d'État ouest-allemand à l'Agriculture, a qualifié de « très graves » les mesures unilatérales prises par certains pays, et a déclaré qu'il était « inacceptable » que soient créés des faits qui éliminent la compétition économique dans la Communauté européenne.

(1) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, Centre national des jeunes agriculteurs, Assemblée permanente des chambres d'agriculture, Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole.

« Parades de tracteurs » en France

Tandis que se préparent, dans les neuf pays du Marché commun, les manifestations du 16 septembre destinées à soutenir les revendications communes des agriculteurs européens, les ventes sauvages et autres actions d'information continuent d'avoir lieu. M. Michel Debattise, président de la F.N.S.E.A., a recommandé à ses fédérations départementales d'organiser ce jour-là des « parades de tracteurs » dans le milieu de la matinée, pour ne pas trop gêner les automobilistes. Aux frontières allemande, belge et luxembourgeoise, la F.N.S.E.A. prévoit, sur le thème « plus de frontières », des rencontres symboliques de conducteurs de tracteurs français avec leurs homologues de ces autres pays du Marché commun.

Une vente sauvage de viande, de fruits, d'œufs et de légumes a eu lieu à Mulhouse, jeudi 5 septembre, à l'initiative des Jeunes agriculteurs et de F.O.-consommateurs (organisation de Force ouvrière).

A Lens-le-Sauvage, environ mille cinq cents agriculteurs du Jura et des départements limitrophes ont manifesté devant le palais de justice. Ils protestaient contre les incursions d'une dizaine de dirigeants agricoles de la F.D.S.E.A. et du C.D.J.A. à la suite de la destruction de fermes saines dans la propriété de M. de Broisic, beau-frère du président de la République.

● A Romans (Drôme), les soixante-dix employés de la société Franch en chômage technique depuis le début de la semaine et qui occupent toujours la salle d'honneur de la mairie ont, ainsi que leur employeur, demandé l'intervention du médiateur, M. Aimé Faquet, pour résoudre le conflit.

PRÉCONSULTATION INTERNATIONALE

L'Etat Marocain lance une préconsultation pour le choix des Sociétés qui seront consultées dans le cadre d'un Appel d'Offres pour la réalisation « Clés en main » d'un complexe de raffinage de pétrole brut, comportant essentiellement :

- Une distillation atmosphérique 3.500.000 T
- Un réformant catalytique 700.000 T
- Une Hydrodésulfuration du Kérosène.. 300.000 T
- Un gas plant et unités d'adoucissement de gaz et d'essences
- Ensemble des Utilités
- Parc de stockage.

Les Sociétés intéressées peuvent adresser leurs références à la DIRECTION GÉNÉRALE de la S.A.M.I.R. - Boîte Postale n° 89 - MOHAMMEDIA (MAROC) avant le 15 septembre 1974, nouvelle date limite.

(PUBLICITE)

LE MONDE ENTIER A CHOISI MARSEILLE POUR RENCONTRER LA FRANCE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE - BELGIQUE - BULGARIE - CAMEROUN - CANADA - CHINE POPULAIRE - COLOMBIE - CONGO - CÔTE D'IVOIRE - DANÉMARK - ETATS-UNIS - GRANDE-BRETAGNE - HAUTE VOLTA - HONGRIE - INDE - ITALIE - MAURITANIE - NIGER - NORVEGE - PAKISTAN - PAYS-BAS - PHILIPPINES - POLOGNE - RÉPUBLIQUE CENTRE AFRIQUE - SÉNÉGAL - SUISSE - TCHÉCOSLOVAQUIE - U.R.S.S., etc.

50^e FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

20-30 SEPTEMBRE NAUTIC EXPO Au port de la Pointe Rouge

enseignements : FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE, Parc Pharo, 13266 Marseille Cedex 02, T. (91) 54-15-60, Téléc 41.021 F

FORMATION CONTINUE

..... S. I. E. I.

Une équipe dynamique au service des HOMMES, des ENTREPRISES, du FUTUR

Société Internationale d'Etudes et d'Interventions

237, r. Saint-Denis - 75002 PARIS

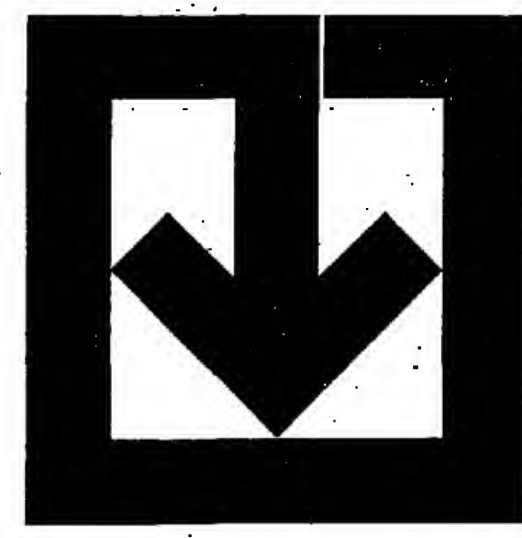
TEL. 236-58-29

Réglement COLMAR LEON, MARSEILLE

Dirigeant : André RAFFORT.

VOUS AVEZ DES PROBLÈMES D'IMPAYÉS !

ÊTES-VOUS SATISFAIT DE LA SOLUTION ACTUELLE ?



Retenez bien ce signal

Il vous désigne les commerçants qui ont accepté de s'associer spontanément à la lutte contre l'inflation entreprise par les Pouvoirs Publics.

A l'appel de leurs organisations professionnelles, ils ont décidé de participer activement à cet effort collectif de ralentissement de la hausse des prix par :

Une baisse volontaire de 5 % minimum

de septembre à novembre. Cette baisse s'applique aux articles indiqués par les affiches apposées dans les magasins. Les prix de référence sont ceux de fin juillet 1974.

Donnez la priorité à ce signal, et aux commerçants qui participent à ce mouvement.

Un signal, un objectif

FREINS SUR LES PRIX

Commerçants, si vous voulez vous y associer vous pouvez, dès maintenant, retirer signaux et affiches :

à PARIS

- Chambre de Commerce de Paris 18, rue de Chateaubriand (8^e)
- Bourse du Commerce 2, rue de Viarmes (1^{er})
- Direction de la Concurrence et des Prix 10, rue Comines (3^e) 41, quai Branly (7^e)
- Chez l'imprimeur 3, rue de Pondichéry (15^e)

en banlieue

- Délégation de la Chambre de Commerce Tour Franklin, LA DEFENSE 150, av. J.-Jaurès, BOBIGNY Route de Choisy, CRETEIL
- Direction de la Concurrence et des Prix 167/177, av. Joliot-Curie, NANTERRE Cité Administrative, Bât. J, BOBIGNY Cité Administrative, Route de Choisy CRETEIL

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Cherchant à obtenir d'abord un « consensus » politique et social M. Gerald Ford ne prendrait pas de nouvelles mesures contre l'inflation avant 1975

Washington. — M. Gerald Ford a ouvert jeudi 5 septembre par un appel à la coopération de l'exécutif et du législatif la première des réunions préparatoires au « sommet » économique, prévu pour les 27 et 28 septembre, et dont la tâche sera de définir les grandes lignes d'action de la lutte contre l'inflation, « un ennemi qui ne fait pas de distinction entre les partis », selon le président américain. À dire vrai, aucun miracle, de l'aveu même du président, ni même aucune décision immédiate ne sont attendus de ces grandes assises économiques auxquelles doivent participer environ sept cents personnalités, représentant des groupes d'intérêts variés et même opposés : banquiers, industriels, économistes, consommateurs, syndicalistes...

Les décisions seront prises finalement par le gouvernement, qui, en organisant ce « sommet » économique, poursuit plusieurs objectifs : éduquer le public et le préparer aux sacrifices nécessaires, contraindre si possible les divers groupes d'intérêt

De notre correspondant

à faire des concessions réciproques et aussi associer les démocrates majoritaires au Congrès à des mesures impopulaires. Le fait que les discussions seront rationnalisées donne à cette conférence un caractère d'opération de relations publiques, soulignant le souci du gouvernement d'agir conformément aux vœux des participants. Les officiels espèrent que, sous l'œil du grand public, les représentants des intérêts particuliers feront preuve de modération, ce qui permettra de dégager un accord, un « consensus » sur un certain nombre de mesures ; mais il n'est pas sûr, au contraire, que les participants n'utilisent cette tribune pour exposer leurs griefs particuliers et plaider leur cause.

Le président des États-Unis n'entend pas, en tout cas, brûler les étapes, bousculer le calendrier, bref « pour les cow-boys en tirant dans tous les sens sans savoir exactement sur quoi », selon l'expression de son porte-parole. Le président n'envisage pas de prendre de décisions avant l'an prochain, mais la majorité démocrate, estimant que M. Ford temporise trop, et qui compte nombre de membres favorables au contrôle des salaires et des prix, entièrement exclu par le président, se déclare prête à prolonger la session actuelle.

Dès cette première réunion, il apparaît que, dans leur majorité, les économistes sont d'accord pour recommander un assouplissement des restrictions de crédits imposées par le système fédéral de réserve, et dont souffre déjà gravement la construction immobilière, des millions d'Américains ne pouvant plus acheter leur maison. Un accord se dégage également sur les mesures à prendre pour aider les victimes actuelles de l'inflation et les autres catégories qui seront touchées par les éventuelles mesures de déflation, à savoir : réduction des impôts frappant les

petits et moyens revenus, financement d'un programme de création d'emplois publics par les États ou les autorités locales. Par contre, les divergences persistent sur le contrôle des prix et des salaires, dont ne veulent absolument ni les industriels ni les syndicats, ainsi que sur la nécessité pour le gouvernement de maintenir au-dessous de 300 milliards de dollars le budget de l'année fiscale, en opérant une réduction dépassant les 5 milliards de dollars. — H. P.

IMMIGRATION

● Trois cents travailleurs immigrés seront embauchés à l'usine Peugeot de Mulhouse, qui avait demandé à l'Agence nationale pour l'emploi de recruter cinq cents personnes pour faire face à de nouvelles commandes, notamment étrangères. L'agence, n'ayant trouvé dans l'est de la France que deux cents demandeurs d'emplois disponibles dans cette branche de l'automobile, a fait appel à l'Office national d'immigration — qui a ouvert une campagne de recrutement. Une partie des ouvriers migrants, venant du sud de l'Italie, sont déjà arrivés à Mulhouse (le Monde du 16 août).

(PUBLICITE)
Du 7 au 10 Septembre
LE CUIR DU MONDE ENTIER
à PARIS

Le plus grand marché du monde dans sa spécialité va se tenir à Paris, Porte de Versailles, du 7 au 10 septembre. Il s'agit de la SEMAINE INTERNATIONALE DU CUIR, qui groupe 1.200 exposants de 47 pays. Les difficultés sectorielles que traverse momentanément cette interprofession n'empêchent en rien le succès que remporte traditionnellement cette importante manifestation qui est axée sur la maîtrise première, la technique et la mode. Elle couvre tous les biens de consommation comportant du cuir et suscite ainsi l'intérêt de tous les professionnels et des consommateurs. M. Vincent ANSKWER, Ministre du Commerce et de l'Industrie, visitera officiellement, le 9 septembre à 11 heures, la SEMAINE INTERNATIONALE DU CUIR, qui est, comme chaque année, jumelée au Salon Européen de l'Habillage Masculin. Le nombre considérable de visiteurs français et étrangers dont la venue est annoncée laisse espérer que sera ainsi donné le signal de la reprise de l'activité économique.

Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris-I Panthéon-Sorbonne

C. A. A. E.

certificat d'aptitude à l'administration des entreprises

Cycle court en 9 mois, le journe
Cycle long en 27 mois, le soir

- 360 heures de discussion de cas
- Prix : 98 F par an
- Réserve aux diplômés de 4 années d'études supérieures
- Date limite d'inscription aux tests : cycle court 10 septembre, cycle long 31 octobre.

DIPLOME NATIONAL DE 3° CYCLE

RECRUTEMENT, DOCUMENTATION, INSCRIPTIONS
2, avenue de Polignac - 75013 PARIS
Bureau F 118 et 119 de 15 heures à 17 heures.
Tél. : XLE 50-20, poste 3003.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE

Intervention du groupe EF-Aquitaine dans la géothermie
La société Aquitaine Company of Canada Ltd. filiale canadienne de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, vient d'émettre à New-York le communiqué dont la teneur suit :
« Aquitaine Company of Canada Limited (de Calgary, Alberta) a fait connaître aujourd'hui son intention d'effectuer, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Al Aquitaine Exploration Limited, une offre publique d'achat de la totalité des actions ordinaires émises par la société Thermal Power Co., au prix de 15 dollars par action.
« L'offre porte sur un minimum de 540 000 actions correspondant de 540 millions de dollars de la dette de la société Aquitaine de réserve le droit de rachat à cette condition.
« Aquitaine a déclaré que l'offre sera valable entre le jeudi 3 septembre et le lundi 10 septembre, sauf prolongation décidée par Aquitaine.
« Mercredi 3 septembre, le cours de clôture des actions de Thermal Power Co. sur le marché New York des États-Unis était de 6 3/4 dollars offerts et 7 3/4 dollars demandés.

HUTCHINSON-MAPA

Les sociétés Hutchinson-MAPA et SALPA ont entrepris l'étude d'un projet de rapprochement basé sur la complémentarité de leurs activités. Les pourparlers devraient être conduits rapidement ; avant la fin du mois de septembre, les modalités d'accord envisagées pourraient être portées à la connaissance du personnel, proposées à la ratification des conseils d'administration et communiquées aux actionnaires.

DOLLFUS-MIEG & Co

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du premier semestre 1974 compare de la manière suivante au chiffre d'affaires du premier semestre 1973 par secteurs d'activité (en millions de francs).

	PREMIER SEMESTRE 1973 (chiffres définitifs)	PREMIER SEMESTRE 1974	VARIATION en %
Filtrerie	244.016	343.078	+ 40,5
Tissages	423.532	548.890	+ 29,5
Paratextiles et divers	146.378	183.731	+ 25,9
TOTAUX	813.926	1.075.699	+ 32,4

La progression se maintient à un niveau comparable depuis le début de l'année, une partie de cette augmentation étant imputable à la conjoncture inflationniste. Malgré un certain ralentissement enregistré dans les prises d'ordre depuis le mois de juin, il semble que l'alimentation de l'usine puisse être assurée, dans l'ensemble, pour le deuxième semestre. Quant aux résultats, ils seront évidemment influencés par les mesures fiscales votées par le Parlement et qui s'appliqueront à des bénéfices nominaux, dont une partie est liée directement à l'inflation, et, par conséquent, ne reflète pas exactement l'activité de l'entreprise. Ces bénéfices vont se trouver partiellement immobilisés par l'augmentation des stocks en valeur et par le montant des créances sur les clients dont les difficultés de trésorerie s'accroissent.



... ET L'INFORMATIQUE REDEVIENT SIMPLE

L'ordinateur Alvan est né de la constatation d'une évidence : plus la technologie informatique évolue, plus le dialogue devient difficile entre l'homme et les machines à traiter l'information. Exception faite de systèmes sophistiqués et coûteux réservés à des applications bien délimitées — par exemple, la réservation de place dans le transport aérien — aucun équipement informatique usuel ne permet, dans des conditions économiques et techniques satisfaisantes, de réaliser un souhait pourtant élémentaire : savoir à tout moment où en sont ses propres affaires. Les différentes solutions actuellement offertes sur le marché sont ou trop coûteuses ou trop rudimentaires ; dans un cas comme dans l'autre leur utilisation est anormalement complexe : procédures, langages, délais, etc. Pourquoi cet écart entre la capacité théorique d'une technologie réputée de pointe et l'indigence relative de ses performances ? L'explication est simple : la technique des ordinateurs et la science des organisations se sont développées en s'ignorant. Dans sa forme actuelle, l'informatique tend essentiellement à vouloir rapprocher deux constructions logiques a priori peu compatibles : l'homme et la machine. En dépit des prouesses des informaticiens le dialogue est fatalement rigide et l'ordinateur de plus en plus perçu comme une pesanteur sociologique. On en vient parfois à regretter la navigation à vue, approximative peut-être, mais praticable. Pour en sortir, il fallait reconsidérer de manière fondamentale la construction mentale de l'ordinateur, le salut passant vraisemblablement par une nouvelle définition des rapports

entre le technique et l'intellectuel, entre le hardware et le software. C'est le principe de base d'Alvan : la technologie n'est plus qu'un support qui doit être façonné. On décide d'exploiter au maximum la capacité des composants modernes à traiter et à stocker des informations pour intégrer à la machine une masse de fonctions, qui auparavant étaient assumées au-dehors. Le résultat c'est l'ordinateur Alvan. Sa programmation est directe : les instructions sont interprétées immédiatement. Sa mémoire est associative : pour obtenir une information, il suffit de l'appeler en clair par son nom ! Son langage est simple : il compte 50 fonctions fondamentales, certaines représentant plusieurs dizaines de milliers d'instructions d'un ordinateur conventionnel. En bref, Alvan permet à tout moment de poser des questions et d'obtenir des réponses. Si aujourd'hui Alvan passe du concept à la réalité, c'est aussi parce que ses promoteurs ont su harmonieusement faire cohabiter la recherche, la production, la commercialisation et le financement. Moins que toute autre industrie, l'informatique ne peut souffrir la moindre défaillance à chacune des étapes qui vont de la conception d'un produit à son utilisation effective. Cette affirmation appelle donc quelques précisions sur l'environnement d'Alvan. L'ordinateur Alvan a été défini par des spécialistes français du développement de produits informatiques et réalisés par une équipe franco-américaine ; cette équipe a notamment à son actif le plus puissant système en temps réel du monde et travaille maintenant sur un ensemble de projets avancés de conception d'ordina-



teurs pour le compte de l'administration américaine. La production est assurée par la Compagnie de Signaux et d'Entreprises Électriques (CSEE) du groupe GSE. A des moyens industriels certains la CSEE ajoute les normes élevées de fiabilité exigées par sa clientèle civile et militaire. En informatique on achète autant un service qu'un produit. La commercialisation de l'ordinateur Alvan est l'affaire d'une équipe de professionnels. Le service est son obsession. La formation est assurée. La maintenance d'Alvan intervient dans un délai de deux heures. A ses propres ressources financières Alvan

ajoute une ligne de crédits cautionnée par Caisse Nationale des Marchés de l'État financée par un pool de 10 banques dont des établissements nationalisés, ainsi que divers accords avec des organismes de crédit. L'ordinateur Alvan peut être indistinctement vendu, loué, loué avec option d'achat, loué en crédit-bail. L'ordinateur Alvan est présenté en fonctionnement au XXV Siéob. Une documentation sera adressée sur simple demande. ALVAN, 198/200, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Téléphone 544.09.77 et 544.23.85. Télex 20711. Siéob : stand n° 3408, niveau 3, zone D.

مركز الأبحاث

PARIS
5 SEPTEMBRE

Légère reprise

baisses des cours à la Bourse de Paris qui prennent un tour assez négatif, sont interrompues à la séance de jeudi. Une reprise à même les entreprises, notamment à la construction électrique, à l'alimentation et sur les valeurs cédées. Cette reprise s'est effectuée au cours de la séance de vendredi de St. Etienne, qui est particulièrement sévère.

Malgré le léger assoupissement des cours de cette semaine, la clôture du marché de New-York par la Réserve fédérale des Etats-Unis (voir en page 1) a entraîné une médiorisation de l'Atlantique.

En outre, la baisse vertigineuse des Bourses de valeurs commencent à inquiéter les investisseurs, en raison de la mesure où elle pénalise grandement l'épargne investie en

[illegible]

LONDRES

Le redressement se poursuit

Le marché poursuit son redressement par solidarité avec Wall Street. Les industrielles se raffermissent, ainsi que les pétroles. En revanche, les mines d'or se replient et De Beers est hésitant après son vif recul de la veille.

	CLIPPING	COVER
--	----------	-------

VALUES	CLOSURE	CURNS
	6/9	6/9
War Loan 3 1/2 % ..	23 3/4	23 3/4
Boacamps	182 1/2	185 1/2
British Petroleum ..	234 ..	238 1/2
Shell	174 ..	176 ..
Victors	37 1/4	33 1/4
Imperial Chemical ..	172 ..	173 ..
Courtauld	85 1/4	87 3/4
De Beers	194 ..	194 ..
Western Holdings	33 7/8	32 7/8
Nio Thro Zinc Corp. ..	181 ..	183 ..
Wass. Orientale	38 ..	38 ..

(*) En l'avis

MARCHE MONETAIRE

	Faux Banque de France	Faux du marché
Effets publics...		
Effets privés...		13 3/8 %
Moyenne...		12 1/2 %

4 sept. 5

Valeurs Françaises	..	74,9	75,2
Valeurs étrangères	..	79,4	78,2

C- DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)
Indice général 63,4 63,3

COURS DU DOLLAR A TON

	5/8	5/9
1 dollar (on yans) ..	302 51	302 85

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES (ICI). Résultats du premier semestre 1974 : chiffre d'affaires 1 444 millions de livres contre 1 024 millions de livres ; bénéfice net, 148 millions de livres contre 94 millions de livres (113 millions de livres, compte tenu des subventions). En tenant compte de l'inflation, le bénéfice avant impôts (254 millions de livres contre 137 millions) devait être augmenté de 50 millions de livres, au total de 187,4 millions de livres, contre 137 millions de livres, au premier semestre 1973.

NEW YORK

Forte rendise

Une forte réaction des communistes comparable à celle qui avait sauté le 7 août la démission du président de la République, avait été prise par les autorités monétaires en faveur d'un relâchement du crédit. Les réserves obligatoires sur les gros dépôts des banques à plus de quatre pour cent furent abaissées à deux et un établissement en cours de liquidation, après un rebondissement, se clôture à 570,76 contre 648,7 l'activité des banques a été de 1.200 milliards de francs, la circulation de 14,93 milliards précédemment. Cette situation a été jugée satisfaisante par les tenants restants du crédit, estimant que la mesure prise par le Réserve fédérale n'est pas une mesure de restriction, mais réel de sa politique restrictive, d'autant que le montant des crédits autorisés est de 1.200 milliards, les journaux, à tort, argumentent la mesure par la déduction de 100 milliards, estimant qu'un coup d'arrêt était donné à la hausse des taux d'intérêt. L'accord intervenu lors du premier mini-sommet présidentiel en faveur du relâchement du crédit a également pesé sur la décision à également joué.

Indices Dow Jones : transpo

VALEURS	COURS 4/8	COURS 5/8
---------	--------------	--------------

2	40 7/8	40
1	41 1/4	42

Boeing	17 3/8	17 1/2
Chase Manhattan Bank ..	28 ...	30 1/4
De Pont de Nemours	111 3/4	116 1/2
Eastman Kodak	76 3/8	72 5/8

62	3	3	64
38	1	4	40

General Electric	35 1/8	36 5/8
General Foods	17 1/2	17 1/4
General Motors	37 1/4	37 1/2
General Year	13 3/8	13 1/8
I.R.T.	180	182 1/2
I.T.T.	17 1/2	17 1/2
Kaiser Aluminum	26 3/4	27 3/4
Mobil Oil	37	38
Pfizer	23	23 1/4
Schlumberger	23 1/8	23 3/4
Texaco	22 1/4	23
U.A.I. Inc.	15 7/8	17
Union Carbide	39 7/8	40
U.S. Steel	41	41 1/2
W.R. Hambrecht	9 1/2	9 3/4
Washington	18 1/2	18 5/8

BOURSE DE PARIS - 5 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - CHYPRE : MM. Glénias et Denktash reprennent leurs conversations sur les « problèmes humanitaires ».
3. PROCHE-ORIENT
 - DIPLOMATIE : M. Schmidt critique vivement l'appareil bureaucratique de la Communauté européenne.
3. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : rompent avec la tradition des ambassades « achetées », le président Ford offre l'ambassade de Londres au sénateur Fulbright.
- 4-5. AFRIQUE
 - ÉTHIOPIE : l'armée dénoce comme un scandale national « les opérations commerciales de l'empereur ».
 - ALGÉRIE : l'incendie de l'opération « Bourgeois vert » destinée à empêcher l'avance du désert.
- 6 à 8. POLITIQUE
 - « Vers le socialisme » (II), par Roger Garudé, en Alsace.
 - La visite de M. Chirac en Alsace.
 - POINT DE VUE : « Les mots et les choses », par M. Alain Grangé Cabane.
10. SOCIÉTÉ
 - Les forains ne veulent pas mourir.
 - Une morale pour notre temps, par le docteur Pierre Simon.
11. ÉDUCATION
 - A l'université de Paris-Nord : préparation aux métiers de l'information et de la documentation.
11. JUSTICE
 - La « grève sauvage » de Fresnes : quatre surveillants sont provisoirement suspendus de leurs fonctions.

LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS

- PAGES 13 à 17
- Le Larzac des Templiers.
 - Circuit royal en Bourbonnais.
 - BROCANTE : Haute magnétique.
 - CÉRONIQUE SPORTIVE : L'équitation sous la boîte à thé : A quand les abîmes pour un homme nu ?
 - JEUNES : point de vue : « Le théâtre et la vertu », par Pierre Roudy.
 - PLAISIRS DE LA TABLE : Un petit supplément de vacances. Mode, maison, hipisme, bridge, échecs, philatélie.

18. SCIENCES
 - L'Europe a choisi la société américaine Comsat pour réaliser deux satellites de navigation océanique.
- 20 à 22. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : les Dernières Fiançailles, de Jean-Pierre Lefebvre.
 - FESTIVALS : la Femme sans ombre à Salzbourg.
 - THÉÂTRE : l'Amour fou.
22. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - A PROPOS DE... : la municipalisation des services publics.
 - DISTRICT PARISIEN : les habitants de la ville nouvelle d'Évry ont en moyenne vingt-quatre ans.
23. TRANSPORTS
 - Le nouveau Transsibérien.
- 27 à 30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - AGRICULTURE : la préparation de la « journée européenne » du 16 septembre.
 - A L'ÉTRANGER : M. Gerold Ford ne prendra pas de nouvelles mesures contre l'inflation avant 1975.
 - SYNDICATS : M. Séger renouvelle ses appels à la négociation.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (24 et 25)
Cartes (18) Informations pratiques (20) Micrologie (28)
Notes critiques (26) Finances (31).

Le numéro du « Monde » daté 6 septembre 1974 a été tiré à 539 871 exemplaires.

europcar
645.2125

A B C D . F G H

Le remplacement des avions de combat en Europe

Les Pays-Bas et la Belgique questionnent la France et les États-Unis

Les Pays-Bas et la Belgique viennent de demander au gouvernement français et au gouvernement américain s'ils ont l'intention d'équiper leur aviation respective, pour la France en Mirage F-1 et pour la Belgique en F-105, par la société Dassault, pour les États-Unis en avions de combat F-16 (Général Dynamics) ou F-17 Cobra (Northrop). Cette demande est contenue dans un questionnaire que le ministre des Affaires étrangères belge et celui des Pays-Bas ont fait remettre à Paris et à Washington après leur entretiens du lundi 2 septembre. La Haye, auquel assistaient aussi les ministres respectifs de la défense de ces deux pays.

Cette démarche marque une nouvelle étape dans les négociations pour le remplacement, dans quatre pays d'Europe membres de l'OTAN (Pays-Bas, Belgique, Danemark, Norvège), des avions de combat Starfighter F-104 américains, qui ont atteint la « limite d'âge ». Dans cette compétition, il apparaît que les deux appareils les plus en vue sont le Mirage F-1 et le F-16. Les Pays-Bas et la Belgique ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas avoir de chance d'être retenus.

LES LIVRAISONS DE BOMBES FRANÇAISES À LA BELGIQUE Un démenti officiel

Le cabinet du ministre belge de la défense nationale a formellement démenti et réfuté, jeudi 5 septembre, les informations du journal libéral flamand Het Nieuws Neuwis faisant état de l'achat par l'aviation belge de bombes françaises qui seraient livrées à la Belgique.

La Communauté publiée à ce sujet souligne que l'achat de ces bombes a été décidé en janvier 1970. Seule, la société Soca répondait entièrement aux exigences techniques opérationnelles et financières de la force aérienne. Jusqu'à un grand nombre de bombes ont été tirées par l'aviation belge, et deux incidents ont été constatés lors de la livraison. Des mesures de sécurité identiques sont toujours prises dans des cas semblables lorsque du matériel ou une partie du matériel sont livrés à des unités de la force armée. Le retrait de cette arme n'a jamais été envisagé. Les deux incidents n'ont d'ailleurs jamais représenté un danger, ni pour les équipages, ni pour les localités survolées.

L'ÉQUIPE DE FRANCE DE FOOTBALL POUR RENCONTRER LA POLOGNE SAMEDI

L'équipe de France qui doit rencontrer la Pologne le 7 septembre, à Wrocław, a été composée comme suit : Bernard-Demare (Gantier), Jodan (Reims), Adams (Nice), Trésor (Marseille), Braud (Marseille), Michel (Nantes), Gullion (Angers), Giresse (Bordeaux), Costa (Lille), Beck (Nice), Beret (Saint-Etienne).

Remplaçants : Merchailler (Saint-Etienne), Lopez (Saint-Etienne), Tonnell (Troyes), F. Revelli (Saint-Etienne), Barnet (Nice).

Le prix Joseph Avenne, qui servait de support au pari tiercé le 5 septembre, à Vincennes, a été remporté par Edouard-Rica, suivi de Elakval et de Esquillon. La combinaison gagnante est 16, 8, 15.

Le Monde

publiera demain son supplément hebdomadaire

LE MONDE AUJOURD'HUI

- La fidélité est-elle une force ou une infirmité ? par Henri Freuget.
- Le sapin défendu, par Olivier Renaudin.
- Au fil de la semaine : Naissance de la VF fléchée, par Pierre Vassac-Pont.
- Lettre d'Anchorage, par Philippe Ben.
- Mouchette, le vent en poupe, par Olivier Postel-Vinay.
- La philosophie : La communication, par Jean Lacroix.
- Bots de Boulogne, par Bernard Lafay.
- Tristesse : Sept jours de téléjournal.

Du 7 au 14 septembre

M. STIRN SE REND EN GUADELOUPE EN MARTINIQUE ET EN GUYANE

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, se rendra du 7 au 14 septembre en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane. Il consacrera une journée à Guadeloupe aux questions de la banana, et une autre journée en Martinique à celles du tourisme. M. Stirn visitera ensuite la Guyane pendant trois jours. Le 22 septembre, enfin, il ira à la Réunion, également pendant trois jours, pour y étudier la situation économique globale de l'île.

M. Girard d'Edinburg, après avoir reçu M. Mayris, ministre grec des affaires étrangères, a présidé vendredi 6 septembre une réunion interministérielle sur les problèmes de l'économie. Cette réunion consacrée aux affaires sociales en vue du prochain conseil des ministres.

En Italie

M. Giovanni Agnelli et l'hebdomadaire du Vatican se prononcent contre l'entrée des communistes au gouvernement

De notre correspondant

M. Giovanni Agnelli, président de la Confindustria (Confédération générale de l'industrie italienne), s'est prononcé contre le « compromis historique » proposé par les communistes qui offrent de participer au pouvoir avec les socialistes et les démocrates-chrétiens (« le Monde » du 4 septembre). Le même jour, l'hebdomadaire du Vatican, « l'Osservatore Della Domenica », assurait qu'une alliance entre le P.C.I. et les démocrates chrétiens serait « plus dommageable qu'utile ».

Rome. — Dans son interview au quotidien 24 Ore, M. Agnelli déclare : « Je suis certain d'interpréter la conscience de l'industrie italienne en affirmant que les nouveaux compromis dont on parle sont ne peuvent pas être considérés tout simplement comme une solution de réchange à l'instabilité majeure gouvernementale. Ce serait le début d'un système totalement différent qui modifierait substantiellement la nature du système économique et social dans lequel l'industrie privée, libre et efficace, est possible. (...) Il désignerait rapidement notre pays du monde occidental ».

Le président de la Confindustria a, d'autre part, longuement exprimé son point de vue sur la reprise de la production économique à la rentrée : il ne convient pas, selon lui, de faire « des prévisions globalement catastrophiques ou de montrer un optimisme général ». M. Agnelli s'est entretenu avec le ministre du travail, M. Bertoldi, et le ministre du Trésor, M. S. Colombo, afin de préparer des rencontres dans les prochains semaines entre l'industrie, les syndicats et les ministères intéressés. On n'exclut pas l'hypothèse d'une rencontre tripartite.

Quant aux confédérations syndicales, elles ont commencé à réunir progressivement leurs organismes directeurs, dont les travaux se poursuivront jusqu'à la fin de septembre. Elles semblent en général résolues à engager s'il le faut une épreuve de force cet automne et repoussent toutes l'idée d'un « pacte social » semblable à celui conclu en Angleterre entre les syndicats et le gouvernement. La course des salaires et des prix a pris de telles proportions que les revendications d'augmentation des traitements s'imposent et provoquent dans les milieux de l'économie privée une inquiétude certaine. Mais les confédérations syndicales auront-elles les moyens de participer en un bloc homogène à la discussion ? Depuis plusieurs mois, la poussée unitaire s'est notablement affaiblie dans la mesure même où les partis politiques ont cherché petit à petit à récupérer des marges d'autonomie qu'ils avaient consenties aux centrales syndicales. C'est la question de fond qui renvoie à l'actualité débat sur la coopération des communistes avec la majorité.

JACQUES NOBECOURT.

SAUF POUR LE FUEL DOMESTIQUE

Le gouvernement compterait principal sur la persuasion pour économiser l'énergie

Les fonctionnaires du ministère de l'Industrie ont travaillé tard dans la nuit de jeudi, pour mettre la dernière main au « plan énergétique » du gouvernement qui, comme l'a annoncé M. Jacques Chirac jeudi après-midi à Strasbourg, sera divulgué dès à samedi, et peut-être dans l'après-midi de vendredi. Sans pour le fuel domestique, qui pourrait davantage être rationné, les autorités paraissent pour le moment compter surtout sur la persuasion pour obtenir des économies d'énergie de la part des différents agents économiques.

Sans doute, les propos tenus à Strasbourg par le premier ministre sont eux-mêmes « énergiques », pour faire un jeu de mot qu'il paraît affecter.

tionner. « Il est nécessaire de limiter l'énergie des Français, économie en matière d'énergie ». (Interview Inter). « Il est fondamental, mesures pour économiser l'énergie, soient scrupuleusement respectées, pour son automobile, pour son chauffage, pour sa consommation d'énergie (dans Parc des expositions) ». « La saire trajectoire de la consommation d'énergie passe par une action de l'opinion publique (le conseil régional) ». Au passage, M. Chirac a « démythifié » les craintes de la centrale nucléaire. « Les centrales, a-t-il dit, ne sont pas dangereuses ni polluantes, elles ne reposent sur rien, implantation, a-t-il ajouté, pas de déchets, on les recycle, on les réutilise ». « L'implantation d'une centrale nucléaire est une décision politique, elle ne peut être prise que par le pouvoir politique ».

Comme nous l'annoncions le 5 septembre, le principal du gouvernement a tenu que la consommation domestique (35 % environ) demande de produits pétroliers inférieure de 10 % à ce qu'elle était il y a deux ans. Grâce, d'après lui, à des mesures d'économie, on pourra réduire de 10 à 15 % la consommation domestique. Ces mesures ont été adoptées en juillet, cependant, le gouvernement a imposé aux raffineries de réduire de 10 %, respectivement, 100 %, 90 % des quantités habituelles de produits pétroliers destinés à donner du feu. L'objectif est de permettre de consacrer des ressources à d'autres secteurs de l'économie. Pour l'atteindre son objectif, le gouvernement pourrait réduire de 10 à 15 % la consommation domestique, ce qui représenterait 55 et 60 %. Ces mesures ont été adoptées sans doute complètes, des encouragements de nature à encourager les entreprises à réduire leur consommation d'énergie.

Il va de soi que si l'hiver rigoureux, il faudrait revoir le plan de l'économie et sans renoncer à atteindre l'objectif. En ce qui concerne le secteur de l'énergie, le gouvernement pourrait envisager des mesures d'incitation pour encourager les entreprises à réduire leur consommation d'énergie. Le même fin, des « contre-programmes » pourraient être adoptés avec les différents branches de l'économie. L'enquête sera terminée, dans la mesure où l'industrie et de la recherche (le Monde du 28 juillet). Si l'on suit le fil des décisions officielles sur ces différents points, la formation du gouvernement Chirac, on a l'impression que les autorités ont peu à peu renoncé à des mesures vraiment gigantesques, en dépit de l'objectif très fort affirmé de réduire la balance commerciale à la fin de 1975.

Pour le carburant automobile, n'est toujours pas question de limiter la consommation de carburant. Les limitations de vitesse (90 kilomètres-heure sur les routes ordinaires, 120 sur les routes rapides et 140 sur les routes) seront sans doute maintenues. — Ph. S.

En ouvrant un compte bancaire épargne sob vous retrouverez

après 3 ans	VOTRE CAPITAL	+ 27
après 6 ans	VOTRE CAPITAL	+ 68
après 8 ans	VOTRE CAPITAL	+ 100
après 12 ans	VOTRE CAPITAL	+ 174

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie - MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation R 432 sur simple demande

سكس في الامم